

الشرق الأوسط

# Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16520 - 7,50 F DIMANCHE 8 - LUNDI 9 MARS 1998 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

TÉLÉVISION RADIO MULTIMÉDIA

- Les coulisses du CSA
- « Microcosmos » sur Canal Plus



**■ Pression sur l'Irak**  
Le chef du groupe spécial de l'ONU chargé de l'inspection des « sites présidentiels » se rend lundi à Bagdad. p. 3

**■ Tuée pour un Zippo**  
Les trois adolescents meurtriers de la commerçante de Pavilly voulaient s'offrir un briquet Zippo. p. 28

**■ Crise en Roumanie**  
Le gouvernement de Victor Cioba ne parvient pas à sortir le pays du marasme économique. p. 2

**■ Soutien à la contraception**  
A la veille de la Journée internationale des femmes, Martine Aubry a annoncé des mesures en faveur de la maîtrise de la fécondité. p. 9

**■ L'esquisse de la future Peugeot**



Le prototype « 20-Coeur », présenté au Salon de Genève, préfigure le prochain petit cabriolet de la marque. p. 22

**■ Le rap comme business**  
Les membres du groupe Ministère AMER sont aussi les habiles gestionnaires de Secteur A, l'entreprise la plus prospère du rap français. p. 11

**■ Régions : Poitou-Charentes**  
Le Monde continue sa série de portraits des 22 régions métropolitaines. Poitou-Charentes, faute de capitale, a choisi de jouer la complémentarité de ses quatre chefs-lieux. p. 70

**■ S'habiller au supermarché**  
Auchan tente de maintenir ses parts de marché dans le textile en devenant producteur. p. 14

**■ Tout Webern**  
L'Orchestre national de Lyon commence, dimanche 8 mars, une intégrale du compositeur autrichien Anton Webern. p. 24

**■ Au « Grand Jury »**  
François Bayrou, président de Force démocrate, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 8 mars à 18 h 30.

Abonnement : 3 DM; Australie-Guyane, 9 F; Autriche, 28 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,26 \$ CAN; Danemark, 18 KRD; Espagne, 225 PTA; Grèce, 11000 Dr; Hongrie, 1000 HUF; Italie, 2000 Lira; Japon, 2000 Yen; Pays-Bas, 20 Gld; Portugal, 200 Escudo; Royaume-Uni, 3 £; Suède, 120 Kr; Suisse, 15 S; USA, 2,50 \$.

M 0145 - 308 - 7,50 F

## Roland Dumas va être mis en examen

● L'ancien ministre est convoqué, le 18 mars, par les juges Joly et Vichniewsky ● Elles veulent lui « notifier les faits qui lui sont reprochés » ● M. Chirac a reçu M. Dumas vendredi ● L'Elysée se refuse à tout commentaire sur une éventuelle démission du président du Conseil constitutionnel

LE PRÉSIDENT du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, a reçu, au cours de la semaine, une convocation des juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichniewsky. Cette convocation ne mentionne pas le mot de mise en examen, mais elle précise que M. Dumas devra se rendre en leur cabinet, au palais de justice de Paris, mercredi 18 mars, afin que lui soient « notifiés les faits qui [lui] sont reprochés ».

Le président du Conseil constitutionnel nous a lui-même confirmé, samedi matin 7 mars, cette information. Même si le courrier ne mentionne pas explicitement une mise en examen, c'est bien de cela qu'il s'agit. La date de cette convocation a fait l'objet d'une négociation amiable entre les juges et les avocats de M. Dumas. D'abord envisagée pour la semaine prochaine, elle a été reportée, M. Dumas devant subir entre-temps une légère intervention chirurgicale.

Selon nos informations, M. Dumas serait mis en examen pour recel ou complicité d'abus de biens



social, dans le cadre de l'instruction visant le train de vie fastueux de Christine Deviers-Joncour, ancienne salariée d'Elf-Aquitaine, puis collaboratrice de M. Dumas, dont elle fut une proche amie. Au

ceur de ce dossier se trouve l'acquisition par M<sup>me</sup> Joncour d'un luxueux appartement parisien, en 1992, pour 17,5 millions de francs. Outre des émoluments divers, M<sup>me</sup> Joncour a reçu, sur des comptes bancaires suisses, 59 millions provenant des caisses d'Elf-Aquitaine.

Cette nouvelle étape pose la question du maintien de M. Dumas à la présidence du Conseil constitutionnel. M. Dumas a été reçu à sa demande, vendredi soir, par Jacques Chirac à l'Elysée. Confirmant au Monde cette entrevue, M. Dumas s'est refusé à en donner la teneur : « Je ne commente jamais mes entretiens avec le président de la République », nous a-t-il déclaré. Comme nous lui demandions s'il pensait compatible une mise en examen et sa fonction de président du Conseil constitutionnel, il nous a simplement répondu qu'il ne se posait pas

Lire page 8 et la chronique de Pierre Georges page 28

## Régionales : l'embaras de la droite vis-à-vis du Front national

LE RPR est embarrassé par les déclarations de son ancien secrétaire général, Jean-François Mancel, président du conseil général de l'Oise, qui s'est dit prêt à accepter les voix du Front national. Certains dirigeants du parti espèrent que M. Mancel sera sanctionné, dans son canton, par les électeurs. Philippe Séguin, dont une déclaration sur l'affaire Mancel avait été annoncée dans l'après-midi du vendredi 6 mars, y a renoncé, préférant d'abord retourner contre la gauche l'accusation de complaisance envers l'extrême droite. Jean-Pierre Solsson (UDF), tête de liste de l'opposition dans l'Yonne, a expliqué de son côté, vendredi, que « les droites ne reviendront au pouvoir que si elles sont capables de régler [le] problème de leurs rapports avec l'extrême droite ».

Lire page 6 et notre éditorial page 13

## La France heureuse des enfants de Clo-Clo

LE WEEK-END sera Clo-Clo. Quelques jours avant le vingtième anniversaire de sa mort, le 7 mars 1978, livres et hommages se multiplient. Artiste façonné par l'âge d'or de la télévision publique, propulsé par le raz-de-marée yéyé, Claude François suscite toujours la nostalgie populaire. Selon Paris-Match, les cinq sosies « officiels » de Clo-Clo auraient donné cette année près de 350 spectacles dans l'Hexagone. Le chanteur reste une légende du music-hall, même s'il n'eut ni la mort théâtrale de Dalida (le suicide) ni la chance d'avoir, comme elle, un frère, Orlando, capable de gérer sa carrière posthume.

Que reste-t-il aujourd'hui de Claude François, fils d'un directeur du trafic du canal de Suez, né en 1939 à Ismaïlia (Égypte) ? En 1998, les héritiers de Clo-Clo sont les boys-bands, jeunes gens sains aimant à danser en chœur. Créés pour la circonstance, les C4 (lire « C4 Four » ou, mieux, « C'est fort ») ont intitulé leur album Donna Donna (Baxter/PolyGram), et les 2 Be 3 offrent aux adolescents une image sentimentalo-sportive, détenteurs de la vérité clean de la banlieue, en opposition aux

méchants rappers. Avant eux, Clo-Clo avait inventé le travail de groupe avec les Clodettes, sorte de réduction des groupes féminins de la Motown, les Supremes, Ronettes ou autres Ikettes.

En bon yéyé, Claude François avait d'abord adapté des airs américains (Si j'avais un bateau, de Pete Seeger, Belles, belles, belles, des Everly Brothers, Marche tout droit, des Roof Top Singers). C'était à la mode. Chemises à jabot, vestes cintrées, taille de guêpe et sauts de cabri : il joua les top-models avant l'heure. Claude François danseur est alors une machine à rêve. Là où Michel Polnareff, à peine trois ans plus tard, injecte la provocation soixante-huitarde, Clo-Clo milite pour le tout-paillottes. A une France qui jouit de sa prospérité, il jette de la poudre aux yeux. La génération née après la guerre fredonne *Il fait beau, il fait bon* et *Les Lundis au soleil*, chansons du petit peuple nantais car il a du travail et peut sécher sans risquer le licenciement.

La carrière de Claude François, d'abord bêteur en boîte de nuit, avait commencé du côté de Saint-Tropez. En 1962, en descendant sur la

côte - il s'appelle alors Kiki - Clo-Clo colle tout au long de la nationale 7 les affiches de son premier album. Un tibia, Claude François est ambitieux. Il prendra le virage disco, s'attachera même aux problèmes de société (le divorce, en 1975, avec *Le téléphone pleuré*).

Travailleur infatigable, Claude François était redouté par ses collaborateurs pour ses sautes d'humeur. Il s'était essayé aux affaires, avait lancé un magazine de charme, *Absolu*, concurrent de *Lui*, et *Podium*, rival de *Solut les copains*. Une eau de toilette maison, Eau noire, et une agence de mannequins, Girl's models, achèveront de le mener à la faillite. Claude François avait pourtant beaucoup d'atouts dans son jeu. Avec Jacques Revaux et Gilles Thibaut, il avait composé en 1967 un tube planétaire, *Comme d'habitude*, dont Paul Anka, puis Frank Sinatra, ont établi la version anglaise, *My Way*. Depuis, cette chanson rapporte environ 5 millions de francs de droits d'auteur par an. Mais, à sa mort, Claude François était couvert de dettes.

Véronique Mortaigne

## La décre des sicav monétaires

LES SICAV MONÉTAIRES français ne sont plus un havre fiscal. En moyenne, leur rémunération nette n'a été que de 2,19 % en 1997, contre 3,5 % pour le Livret A. Il est vrai plafonné à 100 000 francs. Les épargnants ont mis du temps à le comprendre, et le stock reste considérable : 740 milliards de francs sont encore placés dans ce type de produits. Mais la décre est amorcée. Les gérants tentent de les retenir avec les sicav de trésorerie, mais ce produit n'est intéressant que pour un placement court, ou des sicav de devises, relativement rémunératrices en 1997, mais qui sont réservées aux investisseurs avertis.

Lire notre rubrique Placements pages 16 à 18

## Guerre des nerfs israélo-libanaise

TANTÔT sous l'appellation « Liban d'abord » et tantôt sous celle de « retrait du Liban sans normalisation » ou encore d'« acceptation sous condition » de la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies, Israël propose au pays du Cèdre, depuis le début de 1988, une seule et même chose : le retrait de son armée d'une bande de territoire de près de 900 km<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la partie méridionale de ce pays, mais selon des modalités jugées inacceptables par Beyrouth. Misan sur l'amitié franco-libanaise, le gouvernement de Benyamin Nétanyahou cherche à impliquer Paris d'une manière ou d'une autre dans cette affaire, mais n'y a pas réussi jusqu'à présent.

Le ministre israélien de la défense, Itzhak Mordechai, a discuté vendredi 6 mars à Paris avec le ministre des affaires étrangères Hubert Védrine de ce projet que M. Nétanyahou avait publiquement relancé le 1<sup>er</sup> mars. Ce calendrier n'était pas le fruit du hasard : trois jours plus tôt, deux soldats et un officier avaient été tués au Liban sud, dans une attaque du Hezbollah chiite, noyau des actes de résistance à l'occupant israélien. Depuis le début de l'année, quatre militaires israéliens ont été tués au

## Un demi sous pression

PHILIPPE CARBONEAU

FACE À L'IRLANDE, samedi 7 mars, l'équipe de France de rugby devait jouer son troisième match du Tournoi des cinq nations, dont elle est favorite après ses victoires sur l'Angleterre et l'Écosse. Les destinées tactiques du XV tricolore ont été confiées au demi de mêlée bristive Philippe Carboneau, âgé de vingt-six ans, dont le tempérament bouillant a longtemps handicapé la carrière.

Lire page 20

**Et si nous parlions technologie?**

Rendez-vous en page 3

International	2	Carnet	19
France	6	Abonnements	19
Société	8	Aujourd'hui	28
Régions	70	Météorologie-jeux	23
Horizons	71	Culture	24
Entreprises	14	Guide culturel	26
Placements/marchés	16	Radio-Télévision	27

# La pierre voyageuse

## De Gdansk la polonaise à Riga la lettone, en passant par la Mazurie et la Lituanie, une promenade sous le signe de l'ambre

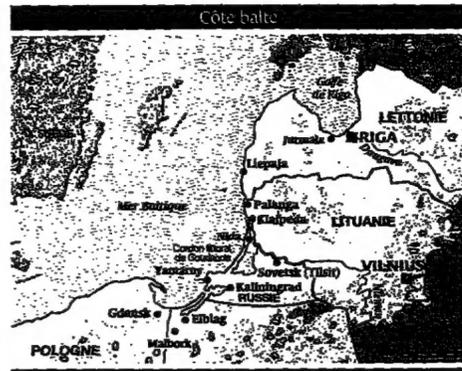
**JURMALA**  
de notre envoyée spéciale

Une pierre qui remonte à la nuit des temps. A plus de cinquante millions d'années, celle, du moins, que l'on trouve à l'est de l'actuelle mer Baltique, en particulier dans la péninsule de Samble. L'ambre, c'est de lui qu'il s'agit, résultat de la solidification, sur une période géologique très longue, de la résine des conifères locaux, à la suite d'une brusque augmentation de l'humidité du sol (immersion marine) et de violentes variations climatiques (glaciations et déglaciations). Dur comme le roc mais aussi léger que l'eau, il brille fièrement, sans laisser de résidu et en dégageant une odeur agréable. Poll, il luit aux rayons de lumière, c'est pourquoi on l'appelle la pierre du soleil. En durcissant, cette résine a emprisonné la lumière, voire, parfois, un insecte. Troublant et fascinant. En fait, l'ambre, à sa façon, raconte l'histoire de l'homme. Et invite au voyage.

Partir en quête de l'ambre de la mer Baltique, c'est se retrouver en Pologne, plus précisément en Poméranie orientale. A Gdansk, sa capitale, Stanislaw Krzysztof Jacobson (sa famille y réside depuis le XVII<sup>e</sup> siècle) décrit l'étrange transparence de l'ambre balte et en détaille les quelque 400 nuances recensées. Ce gemmologue passionné explique la différence subtile existant entre le

naturel (vendu au poids) et le véritable (chauffé à haute température et pressé) ainsi que l'origine des inclusions végétales ou animales. Dans Mariacka, charmante rue ombragée, on trouve de belles galeries-boutiques où l'on présente d'énormes blocs d'ambre brut, des objets anciens ou modernes sculptés, mais aussi des copies de lampes Tiffany, dont les abat-jour constitués de cailloux d'ambre diffusent une douce lumière.

A une cinquantaine de kilomètres au sud-est de la ville, sur la Nogat, un bras de la Vistule, se dresse le majestueux château de Malbork, le Marienburg des chevaliers Teutoniques, édifié entre 1270 et 1500. La partie la plus ancienne, dite château supérieur, a conservé sa forme initiale de monastère avec, au centre, une cour carrée. Dans une autre aile, tout aussi remarquablement restaurée après les outrages de la dernière guerre, un riche musée déploie sculptures gothiques, armes, peintures, bijoux et, surtout, une importante collection d'ambre de la Baltique. M<sup>me</sup> Erzbiet Mierzwinska est le principal auteur du catalogue qui regroupe ces magnifiques pièces : un tiers d'entre elles montre, dans ses différentes teintes, l'ambre à l'état naturel, tandis qu'une centaine d'autres permettent de l'admirer tel qu'il a été travaillé au cours des siècles. Après avoir parcouru la par-



occidentale de la Poméranie mazurienne, on atteint le canal d'Elblag, itinéraire fluvial souterrain, au milieu des bois de hêtres et de pins. En remontant vers la Baltique, on entre dans la ville d'Elblag par la porte gothique, dite du Marché. Puis on gagne le musée situé dans des fortifications également édifiées par les chevaliers Teutoniques et où sont exposées les collections archéologiques et historiques de la région et du district de Zulawy, secteur où ont été mis au jour des objets d'ambre datant de l'âge du Bronze.

Quitte la rive polonaise et une fois franchie, laborieusement, à Malonovo, la frontière, on pénètre dans l'enclave russe de la province de Kaliningrad. Battue par les vents de la Baltique, la région de Königsberg, ancienne capitale de la Prusse-Orientale, offre un paysage de désolation où l'imaginaire, nourri par les magnifiques descriptions de Michel Tournier dans *Le Roi des Aulnes*, a du

mal à respirer surface. En longeant l'énorme bloc de béton de la Maison des soviets, du accès à la tour fortifiée de Dobna (12 mètres de haut) qui abrite un tristissime Musée de l'ambre : 6 000 pièces mais d'inégale valeur artistique. Quant à la collection de l'ancienne université de Königsberg (elle ne comprend plus que 18 000 des 100 000 pièces originales), elle a été transférée au Musée et Institut de géologie et de paléontologie de Göttingen. Mais c'est en vain qu'on cherche les panneaux d'époque de la célèbre « chambre d'ambre » offerte en 1716 par le roi de Prusse Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> au tsar Pierre I<sup>er</sup>. Ceux-là mêmes qui ornent la résidence de Catherine II, à Tsarskoïe Selo, avant leur transfert, en 1941, au château de Königsberg (*Le Monde* du 26 décembre 1997).

On quitte Kaliningrad sans regret pour atteindre, à l'ouest, sur la Baltique, près de Svetlogorsk (ex-Rauschen), le site si particulier de Yantar' (*Palmbuchen* en allemand). Cette petite bourgade de 8 000 habitants ne vit que par et pour cette résine (Yantar signifie ambre, en russe). Ici se trouve en effet la plus grande mine à ciel ouvert au monde. Enigé au lendemain de la guerre, cet ancien combinat extrait la « glaise bleue » de strates géologiques situées à vingt mètres de profondeur. De puissantes pompes à eau débarrassent de sa gangue la précieuse matière avant de la propulser dans d'énormes tuyaux rouillés qui l'achèvent, à quelques kilomètres de là, dans des ateliers où elle sera triée et classée. Les plus grosses et les plus belles pièces seront exportées afin d'être transformées en objets d'art. Le reste de la production servira à la fabrication industrielle de vernis et d'isolants électriques.

A l'origine, on obligeait les différents républicains de l'Union soviétique à absorber la totalité de la production du combinat. Aujourd'hui, privatisé, celui-ci a vu sa production baisser de même que les salaires des employés. La recherche de débouchés est difficile et on murmure qu'en dépit des contrôles sévères mis en place près de la moitié du million de tonnes d'ambre traité par an disparaît. Au moment des équinoxes, la mer déchaînée, fait le bonheur des pêcheurs qui, malgré le risque des fortes amendes encourues et pour arrondir leurs fins de mois, recueillent l'ambre sur la côte afin de le vendre sur le marché parallèle.

On peut entrer en Lituanie par le poste frontière de Sovetsk (ex-Tilsa), à l'est du delta du Niemen (Nemunas). Mais il est beaucoup plus plaisant d'emprunter l'unique route centrale qui file sur le cordon littoral de Courlande. Un corridor de 98 kilomètres (sur quatre dans sa partie la plus large) dont la section lituanienne occupe environ 60 kilomètres. Cette longue ligne droite, bordée de forêts, surplombe, de part et d'autre, de magnifiques plages de sable blanc très fin. La partie orientale descend doucement vers la lagune et la station balnéaire de Nida. A la mode au début du siècle, cette

dernière a su préserver son cadre, et les promenades, le long du plan d'eau, sont fort agréables. Ici aussi l'ambre est présent. Dans la galerie-musée, derrière l'église, est exposé le trésor de Juodkrante, un ensemble de pièces (du néolithique au Moyen Âge) provenant des fouilles effectuées dans la région.

Cap au nord, vers Klaipeda, troisième ville de Lituanie (206 000 habitants) et ses enjeux économiques. A l'embouchure de la Dané, son port est une large fenêtre ouverte sur la Baltique et, à l'ouest, sur la Scandinavie. Si Vilnius, la capitale, à 310 kilomètres au sud-est, est, culturellement, la principale destination touristique du pays, Klaipeda, en revanche, est la plus prisée des hommes d'affaires et... des amateurs de soleil. Cette charmante ville, érigée aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, a été détruite par un incendie en 1854 et surtout au cours de la dernière guerre. Elle a été reconstruite dès les années 50. On retrouve, sur les quais de la Dané, les vestiges du passé napoléonien de l'ancienne Memel : d'élegants hôtels particuliers Empire y côtoient des édifices Art déco, témoignages de la richesse architecturale d'une ville au passé complexe.

Quarante kilomètres plus au nord, Palanga, une station touristique (depuis le XIX<sup>e</sup> siècle) appréciée pour un ensoleillement remarquable plus généreux que celui des autres côtes lituaniennes. De larges allées bordées de pins, où alternent maisons et hôtels, conduisent à une longue plage de sable blanc. Mais, son joyau, c'est sans aucun doute son magnifique Musée de l'ambre. Situé dans une vaste demeure construite en 1897 par les comtes Tyszkiewicz, il est entouré d'un parc de 200 hectares (dessiné par l'architecte français Edouard André) qui se prolonge jusqu'à la mer. Ses 750 mètres carrés de salons sont divisés en quinze salles regroupant 4 500 objets d'ambre choisis parmi les 25 000 provenant de plus petites collections et de divers musées lituaniens. En vedette, des pièces provenant de fouilles romaines.

Quitte la Lituanie, on se dirige vers la partie la plus occidentale de la Lettonie. A 70 kilomètres, Liepaja, ancienne base navale soviétique. Sa vieille ville est vaste et ordonnée, avec de jolies maisons de bois à un étage peintes en tons pastel. Via le site archéologique de Grubina, témoin d'une présence scandinave, on rejoint Jurmala, capitale de la Riviera lettone et station balnéaire la plus réputée des pays Baltes. Bâtie sur une longue et étroite bande de terre, la plage, à vingt minutes en train de Riga, capitale de la Lettonie. Des forêts de sombres pins élanés s'étendent derrière des dunes de sable blanc, typiques des pays Baltes. Les rues de l'élegante station sont bordées de maisons édouardiennes en bois avec de grandes vérandas censées les protéger du vent. Ici aussi la mer est fort agitée. Une fureur propice à la récolte de l'ambre, le long de plages sans fin.

Elisabeth Pineau

# FINLANDE



## Cet été, faites une cure de beautés !



**Beautés naturelles**  
Le grand archipel d'Åland et la côte sud avec leurs myriades d'îles (179 584 dans tout le pays), la superbe région des lacs, la Laponie et ses terres sauvages sous le soleil de minuit, offrent aux amoureux de nature un

inéprouvable terrain de jeux et de découvertes : randonnée sur l'eau, pêche, vélo, randonnée à travers les forêts... une large palette d'activités sportives vous fera très vite retrouver la forme, sans oublier les plaisirs d'une cuisine savoureuse où la poisson est roi.

**Beautés culturelles**  
Côté culture, la Finlande vous propose la visite des villes en bois, patrimoine mondial de l'UNESCO, les Festivals de musique, de danse, de théâtre et d'Opéra (en juillet ne manquez

pas le "Savonlinna Opera Festival"), le Centenaire de la naissance de l'architecte Alvar Aalto et le 250<sup>e</sup> anniversaire de la forteresse de Suomenlinna à Helsinki. Toutes ces beautés, à moins de 3 heures de Paris, sont accessibles tous les jours, 2 fois par jour, par les vols directs Finnair.

Demandez nos guides d'information auprès de l'Office National du Tourisme de Finlande.



OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE  
13, rue de la République - 92015 Nanterre Cedex - Tél. : 01 47 42 26 57



POUR TOUTES INFORMATIONS  
01 42 66 40 13

### CARNET DE ROUTE

■ **REPORTAGE.** Ce voyage d'exploration à la découverte de l'ambre a été réalisé avec le concours de la Baltic Sea Tourism Commission (BTC), organisme de promotion du tourisme dans les neuf pays entourant la mer Baltique et dont le siège est à Hørsholm (Danemark). A souligner également l'intérêt actif et le patronage du Conseil de l'Europe pour cet itinéraire, invitation à la découverte d'une région méconnue. Renseignements : BTC, e-mail : info@btc.se. Conseil de l'Europe, Itinéraires culturels, 67075 Strasbourg Cedex.

■ **ACCÈS.** Paris-Gdansk, via Varsovie, avec la LOT (tél. : 01-47-42-05-60), vols quotidiens à partir de 2 643 F A/R. Paris-Vilnius, via Copenhague, avec SAS (0-801-25-25-25), vols quotidiens à partir de 2 350 F A/R sous certaines conditions. Ou Air France (tél. : 0-802-802-802), trois fois/semaine, à partir de 3 236 F A/R. Paris-Klaipeda, via Vilnius, avec Lituania Airlines (tél. : 01-53-76-08-75), 3 vols hebdomadaires à partir de 2 542 F A/R. Paris-Riga avec Riga Airlines (tél. : 01-47-42-26-57), 2 vols directs par semaine, à partir de 2 650 F A/R ou via Copenhague avec SAS, vol quotidien à partir de 2 350 F A/R. Ferries au départ de Kiel, Hambourg, du Danemark et de la Suède.

■ **VISAS.** Kaliningrad : passer par un voyageur simplifie la tâche. Pays Baltes : le visa pour l'un des pays baltes permet aux Français de se rendre indifféremment dans les deux autres. Consulats de Lituanie (tél. : 01-45-23-19-23), de Lettonie (tél. : 01-53-64-58-15).

■ **VOYAGISTES.** Les Voyages Excellence (tél. : 01-46-34-54-54) organisent des voyages culturels sur mesure, ce qui présente des avantages dans ces pays où l'infrastructure hôtelière évolue constamment. Cito (tél. : 01-53-68-82-82) propose des voyages intéressants mais rapides en Pologne et dans les pays baltes.

■ **LIRE.** Le Grand Guide de Pologne et Le Grand Guide des pays baltes (Gallimard), incluant Kaliningrad, ce qui permet de conserver l'unité géographique de la Courlande, Miestis Lukars, auteur de la partie lituanienne, est, depuis 1992, l'initiateur de petits guides excellents, à 1 dollar, à se procurer sur place : Vilnius in Your Pocket et Riga in Your Pocket (50 mises à jour annuelles), Klaipeda, Palanga, Nida in Your Pocket et Kaliningrad in Your Pocket (annuels). Egalement Castles around the Baltic Sea (Association des châteaux et musées de la Baltique, Malbork 1994) ; Les États baltes, d'Yves Plasseraud (Montchrestien, Christianopolis) ; Histoire des princes d'Europe, de Géza von Habsburg (Imprimerie nationale Editions) où l'on peut voir de superbes objets d'ambre sculptés de la Baltique du XVII<sup>e</sup>, dont l'importance est comparable à celle de la coupe d'ambre de la collection de Louis XIV exposée dans la galerie d'Apollon, au Louvre.

■ **S'INFORMER.** Office national polonais de tourisme (tél. : 01-53-43-88-00), Institut de Pologne (tél. : 01-53-93-90-13), Librairie polonaise (tél. : 01-43-26-04-42).

## La France veut adopter envers l'Irak une « pédagogie répétitive »

Le chef du groupe spécial de l'ONU qui sera chargé de l'inspection des sites « présidentiels » se rend lundi à Bagdad. L'accord du 23 février n'a toujours pas été appliqué

LE DIPLOMATE sri-lankais Jayantha Dhanapala, chef du groupe spécial de l'ONU qui sera chargé de l'inspection des sites dits « présidentiels » en Irak, doit partir, lundi 9 mars, pour Bagdad, où l'accord signé le 23 février entre le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et l'Irak attend toujours d'être appliqué. Avant sa mise en œuvre, M. Annan doit mettre sur pied le dispositif d'inspection des sites et les modalités de ces inspections.

Les équipes d'experts en désarmement de l'ONU continuent leur travail. L'une des « bêtes noires » des autorités irakiennes, l'inspecteur américain Scott Ritter, n'a rencontré aucune difficulté lors de missions menées vendredi, mais il ne s'agit pas encore de l'inspection des sites litigieux, qui a failli entraîner une intervention militaire américano-britannique contre l'Irak.

Les autorités irakiennes ont informé le secrétaire général du ministre français des affaires étrangères, Bertrand Dufourcq, qu'elles respecteraient leur part des engagements pris en vertu de l'accord - c'est-à-dire le libre accès des experts en désarmement de l'ONU à

tous les sites, sans limitation, ni restriction - à condition que l'ONU respecte ses propres engagements. S'agit-il d'une simple rhétorique, qui permet à Bagdad de sauver la face, ou de l'anticipation d'une dérobade toujours possible ?

### ÉCHANGE D'ENGAGEMENTS

A Paris, où M. Dufourcq est rentré, jeudi, après avoir remis au président irakien Saddam Hussein un message de Jacques Chirac, on se dit « convaincu » que M. Hussein ne faillira pas aux promesses consignées dans l'accord du 23 février, parce qu'il s'agit à ses yeux, de décisions souverainement consenties, contrairement aux injonctions qui lui sont signifiées par le Conseil de sécurité en vertu de résolutions pertinentes.

Cette notion d'échange d'engagements avec M. Annan est très importante pour le chef de l'Etat irakien, parce qu'elle crée un équilibre des devoirs entre les deux parties, explique un diplomate. L'Irak, ajoute-t-il, « semble » avoir compris que la diplomatie a ses limites, que l'application de l'accord amorce une « nouvelle phase » et

que « la lumière au bout du tunnel » ne relève plus de l'utopie.

Le président et le gouvernement français sont en tout cas persuadés de la nécessité de continuer à « parler » avec Bagdad, d'adopter avec l'Irak une sorte de « pédagogie répétitive », qui permettra de « surmonter l'opposition irakienne ». Les pays arabes, dont les ambassadeurs en France ont été informés des résultats de la mission de M. Dufourcq, approuvent cette démarche. Le chef de l'Etat irakien veut, lui aussi, maintenir le dialogue. Il envisage de dépêcher à Paris le vice-premier ministre Tarik Aziz, à une date qui reste à déterminer.

L'affaire irakienne devait être, entre autres sujets au menu du dîner de travail que M. Védrine devait avoir, dimanche soir à Paris, avec la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright. Les Etats-Unis, qui ont approuvé les démarches françaises auprès de l'Irak, demeurent extrêmement sceptiques quant à la volonté de Bagdad de respecter ses engagements.

Mouna Naïm

## Les forces serbes poursuivent leur opération dans le Kosovo

Belgrade est accusé de « nettoyage ethnique »

Selon des sources albanaises, les opérations de la police serbe dans le Kosovo ont fait plus de soixante-quinze morts depuis une semaine. Belgrade affirme

que « le noyau des bandes terroristes albanaises a été anéanti ». La communauté internationale multiplie les mises en garde à l'adresse du président Milosevic.

LES FORCES SERBES ont poursuivi, vendredi 6 mars, au Kosovo leur opération visant des « terroristes » albanais, qui a fait au moins soixante-quinze morts en une semaine selon des sources albanaises. Le ministre serbe de l'Intérieur a annoncé à Belgrade que « plus de vingt terroristes » albanais, dont leur chef, Adem Jashari, avaient été « liquidés », jeudi et vendredi, et que « le noyau des bandes terroristes et séparatistes albanaises a été anéanti ». Adem Jashari avait été condamné par contumace, le 11 juillet 1997, par un tribunal serbe de Pristina (chef-lieu de la province) à vingt ans de réclusion pour appartenance à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), organisation clandestine militante pour la sécession de la province.

Vendredi, les bombardements s'étaient poursuivis contre des villages de la région de Drenica (centre du Kosovo), où au moins cinquante Albanais ont été tués, jeudi, à Prekaz, selon des sources locales citées par le Centre d'information du Kosovo, à Pristina.

Dans plusieurs villages attaqués, le Centre a signalé des maisons en flammes ou détruites à coups de canon. Une première série d'attaques, six jours plus tôt, avait fait seize morts côté albanais, selon Belgrade, et vingt-cinq morts, selon les responsables albanais. Ibrahim Rugova, « président de la République du Kosovo », non reconnu par la communauté internationale, et chef de la Ligue démocratique du Kosovo, a accusé les Serbes de « nettoyage ethnique » et demandé que le Kosovo soit mis de toute urgence sous protection internationale. « Il a été

me que les Serbes appliquent dans la région de Drenica « un scénario déjà vu en Bosnie ». « Les forces serbes tirent d'abord de loin et incendient les maisons, puis se rendent dans les villages où elles s'attaquent à la population », a-t-il affirmé, en soulignant que les Serbes cherchent « à procéder à un nettoyage ethnique et à contraindre les Albanais à accepter les lois serbes et à abandonner leurs idéaux politiques ».

Alors que les capitales occidentales accentuent leurs pressions sur le président Slobodan Milosevic, le ministre russe des affaires étrangères a mis en garde contre toute « ingérence directe » en Yougoslavie sur la question du Kosovo. « Nous estimons inadmissibles les déclarations de certains représentants de pays occidentaux sur la possibilité d'une ingérence directe de l'extérieur, et leur insistance en faveur de toutes sortes de sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie », a fait savoir Moscou.

### RÉUNION DU GROUPE DE CONTACT

La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, est arrivée, vendredi, à Rome pour une visite de deux jours qui sera notamment consacrée à l'examen de la situation au Kosovo. Le ministre britannique des affaires étrangères, Robin Cook, a pour sa part confirmé que la réunion des six pays du Groupe de contact (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne) se tiendrait bien, lundi, à Londres, soulignant qu'il attendait de cette réunion une « action déterminée » sur le Kosovo pour contraindre Belgrade à « mettre immédiatement fin à la

répression ». Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, s'est déclaré, quant à lui, « très préoccupé » par la situation, dont le président Slobodan Milosevic « porte la responsabilité fondamentale ».

A Paris, l'Elysée a fait savoir que Jacques Chirac et son homologue macédonien, Kiro Gligorov - qui se trouve en visite privée dans la capitale française -, partagent une « très grave préoccupation » à propos de la situation. A Skopje, environ vingt mille Albanais de Macédoine ont manifesté, vendredi, pour marquer leur solidarité avec les Albanais du Kosovo, demander à la communauté internationale d'« intervenir d'urgence » et réclamer « une présence de l'OTAN ».

A Belgrade, le chef de la diplomatie grecque, Théodore Pangalos, qui s'est entretenu avec M. Milosevic, a assuré que son pays, allié traditionnel des Serbes, n'avait « offert aucune médiation ». Néanmoins, a-t-il dit, Athènes est « prête à aider (...) à établir des contacts ou à engager quelque initiative que ce soit », car « nous n'avons vraiment pas besoin de nouvelles aventures » dans les Balkans.

A Ankara, le ministre turc de la défense, Ismet Sezgin, a annoncé que la Turquie participerait à une éventuelle force de l'OTAN qui serait chargée de restaurer la paix au Kosovo. « Nous ne voulons pas d'une deuxième Bosnie dans la région », a-t-il déclaré à la presse. L'Albanie, de son côté, a réclamé « d'urgence », vendredi, une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour discuter d'une éventuelle action internationale afin d'« éviter une nouvelle tragédie » au Kosovo. - (AFR)

## La crise politique n'interdit pas les grandes manœuvres commerciales

BAGDAD de notre envoyé spécial. Pendant la crise, les affaires continuent. La dernière tension en date entre l'Irak et les Nations unies n'a pas interrompu les grandes manœuvres commerciales en cours. Le marché est étonné et attirant. Un pays tout entier est à remettre sur pied, et il concentre les dernières réserves mondiales estimées de pétrole. Deux stratégies sont simultanément engagées en Irak. La première concerne les accords qui peuvent être conclus dans le cadre de la résolution 986 dite « Pétrole contre nourriture ». Celle-ci annonce l'Irak à vendre des quantités limitées de sa principale matière première pour acheter, pour l'essentiel, des denrées alimentaires, des médicaments et des biens d'équipement. La seconde prépare, elle, la levée à terme des sanctions internationales et le retour de l'Irak sur le marché mondial.

Selon les tout derniers chiffres dont peut disposer le ministère de l'économie et des finances à Paris, la France apparaît comme le principal bénéficiaire des deux premières phases de la résolution 986 engagée depuis plus d'un an. Alors que la part de marché française dans le commerce mondial est de l'ordre de 6 %, en Irak elle atteint 17,37 %. La France devance l'Australie (11,43 % de part de marché) et la Jordanie (8,65 %), qui est talonnée par les Etats-Unis (7,96 %). Mis à part le voisin jordanien, lié à l'Irak par un protocole bilatéral (qui lui permet d'importer à bas prix du pétrole irakien pour couvrir la totalité de sa consommation), la résolution « Pétrole contre nourriture » profite surtout aux grandes puissances productrices de céréales.

« La France a cru, plus tôt que les autres, que cette résolution pouvait ouvrir un avenir, d'où ses bons résultats actuels », explique un observateur. Un poste d'expansion économique a, en effet, été installé à Bagdad dès octobre 1996. Bien sûr, l'attitude adoptée par Paris au cours des derniers accrochages entre Bagdad et les Nations unies a également aidé les dossiers français, suscitant souvent, en retour, les foudres de la presse anglosaxonne, prompt à dénoncer le « mercantilisme » français. La variable politique explique d'ailleurs l'arrivée en force de la Chine et de la Russie au cours de ces derniers mois. Leurs parts de marché cumulées (10,52 %) dépassent à présent celle des Etats-Unis.

Un observateur attentif du pays relativise cependant cette « prime ». « Les Irakiens se préoccupent au moins autant sur un pavillon que sur un critère de qualité, assure-t-il. Les Russes ont eu beau-

coup de difficultés à obtenir des contrats compte tenu de la médiocrité de leurs produits. On sait qu'ils achètent à l'étranger pour revendre en Irak, afin d'être présents. » L'Irak n'est pas un pays en voie de développement, poursuit-il, il a été riche et l'a souvent été surpris par le degré d'exigence des standards du pays.

L'augmentation des volumes de pétrole autorisés à la vente par les Nations unies (4 milliards de dollars - près de 24 milliards de francs - par semestre au lieu de la moitié) va diversifier la nature des contrats négociés dans le cadre de la résolution 986. Des sommes nettement plus importantes que précédemment sont, en effet, prévues pour la remise en état des réseaux électrique et de la distribution de l'eau. En dépit de l'urgence de la situa-

« Les sociétés américaines viennent voir ce qui se passe ici, assure un observateur. Bien sûr, elles ne viennent pas en leur nom propre, elles passent par leurs filiales à l'étranger »

tion, très dégradée, ces achats en équipements lourds ne se concrétiseront pas avant de longs mois. Le marché laisse pourtant songeur, puisque la somme de 16 à 18 milliards de dollars est avancée pour la réhabilitation intégrale de ces deux services essentiels pour la population.

« L'Irak attire davantage aujourd'hui. Dans ces conditions, les positions françaises vont certainement s'affaiblir, l'enjeu est à présent de les consolider », ajoute un expert. Les contrats en cours ne sont pourtant qu'un avant-goût de ce qui suivra après la levée de l'embargo, laquelle sera décrétée dès lors que la Commission spéciale des Nations unies (Unscocom), chargée du désarmement irakien, aura donné son feu vert. Naturellement, ce sont les gisements pétroliers qui suscitent le plus de convoitises. Lors d'une conférence de presse fin février, le ministre irakien du pétrole, Amir Mubamad Rachid, a indiqué que les

allées de l'Irak dans les moments difficiles ne seraient pas oubliés lors du partage des réserves. La Chine, la France et la Russie ont été nommément citées.

Cette promesse est pourtant loin de convaincre les spécialistes du secteur. « La Russie et la Chine ont déjà obtenu de bons contrats. Il en reste encore, au moins deux autres très importants à conclure. Il serait bien étonnant que tout soit refusé aux sociétés américaines », estime-t-on. Si le blé américain est consommé quotidiennement en Irak et si tous les jours les automobiles roulent aux Etats-Unis avec du pétrole irakien acheté par les Russes qui le revendent aussitôt, c'est que la politique n'interdit pas les affaires. « Les sociétés américaines viennent voir ce qui se passe ici, assure un observateur. Bien sûr elles ne viennent pas en leur nom propre, elles passent par leurs filiales à l'étranger, mais elles sont là, c'est bien l'essentiel. » En matière de pétrole, les groupes américains restent marqués par le précédent vietnamien. Les compagnies avaient, en effet, quitté le pays à la suite de la débâcle militaire de 1975, après avoir pourtant découvert des gisements offshore très intéressants. Elles n'ont jamais pu revenir sur ce marché. Déjà des voix s'élèveraient aux Etats-Unis pour souhaiter que l'histoire ne se répète pas.

Le pétrole se mariant décidément très bien avec les affaires étrangères, certains experts n'hésitent pas à voir dans la modeste des demandes irakiennes à propos de la résolution 986 (4 milliards alors que l'ONU en proposait 5,2 milliards) la volonté de ne pas déstabiliser un marché déjà très perturbé. « Les Irakiens ont peut-être des problèmes d'exportation compte tenu de l'état de l'oléoduc vers la Turquie et du terminal qui débouche sur le Golfe, mais ils n'ont pas de problèmes de production. Tout ceci peut être une bonne manière faite aux Saoudiens », premiers producteurs régionaux.

Ce souci serait ainsi le prix à payer pour une réintégration politique, comme une réponse à l'opposition de l'Arabie saoudite à d'éventuelles frappes américaines. La dernière note envoyée au ministre français de l'économie et des finances enregistre d'ailleurs la perte de nombreux pays arabes dans le cadre de « Pétrole contre nourriture ». L'Egypte, la Syrie, la Tunisie et les Emirats arabes unis sont maintenant bien présents sur le marché irakien. Pendant les affaires, la diplomatie, elle aussi, continue.

Gilles Paris

## La meilleure technologie au service de votre environnement

Autrefois, l'environnement était surtout question de commerce et très peu de technique. Depuis quelque temps, toutefois, l'environnement appartient au domaine de la haute technologie: une technologie éprouvée garantit les meilleurs résultats et le prix de revient le plus bas.

Bon nombre d'erreurs économiques et environnementales sont à mettre sur le compte de la méconnaissance ou du non-respect des lois de la nature. L'essentiel de la technologie se fonde sur la compréhension de ces lois. Et seule la technologie adéquate offre la solution appropriée.

SEGHERSbetzer technology travaille depuis des dizaines d'années dans le domaine de l'environnement et met en œuvre des solutions «high-tech» avec un rendement très élevé (zéro émission). Pour le plus grand bien de notre environnement.

Il est temps: notre environnement est à bout de souffle.

### SEGHERS valorisation énergétique des déchets



Un des meilleurs systèmes de combustion de masse disponibles à l'heure actuelle. Convient aux déchets à haut et bas pouvoir calorifique. Est doté d'une grille de combustion à plusieurs étages qui garantit une capacité de traitement et un taux de vaporisation inégalés.

### SEGHERS sécheur-pelleteuse de boues



Sécheur-pelleteuse multi-étages à plateaux, chauffé à l'huile thermique ou à la vapeur. Fonctionne par action indirecte. En une seule étape, réduit les boues en granulés sans poussière, avec une teneur en matière sèche supérieure à 90%. La construction verticale permet une utilisation optimale de l'espace. Longue expérience en matière de conception et exploitation de systèmes de réception, stockage, mélange et transport des boues.

### SEGHERS système d'évaporation / combustion de boues à lit fluidisé



Installation d'évaporation et d'incinération des boues en lit fluidisé avec système de récupération complète de l'énergie. Rend possible une incinération autotherme. Large plage de capacités disponibles.

**SEGHERS BETTER TECHNOLOGY**  
The efficiency partner for SOLIDS+AIR

SEGHERSbetzer technology for solids+air • Hoofd 1 • 2830 Willibrord • tél. +31-3-880.77.00 • fax +31-3-880.77.99

EUROPE CENTRALE Le gouvernement chrétien-démocrate de Victor Ciorbea ne parvient pas à sortir la Roumanie de ses difficultés économiques. Le chômage frappe

environ 10 % de la population active, et l'inflation sera vraisemblablement de 45 % en 1998. LES RÉFORMES réclamées par le Fonds monétaire international en échange

d'un prêt de 430 millions de dollars. convenu en 1997, tardent à être appliquées. Pour limiter le déficit budgétaire, le premier ministre a annoncé une augmentation de 50 % du

prix de l'essence, ce qui a provoqué la colère des syndicats et de l'opposition. LA CRUISE SOCIALE se manifeste notamment dans l'état de vétille du système de santé publique

et des hôpitaux. Selon un rapport du Conseil de l'Europe, vingt-cinq patients sont morts de malnutrition, en 1995, dans un établissement psychiatrique du sud du pays.

# Les difficultés économiques mettent en danger le gouvernement roumain

### L'opposition dénonce l'incapacité du premier ministre chrétien-démocrate à mettre en œuvre les réformes indispensables. L'augmentation de 50 % du prix de l'essence entraînera inévitablement une flambée des prix des autres produits

**BUCAREST**  
de notre correspondant  
A défaut d'infliger à la population la vaste « réforme au pain sec » promise pour redresser une situation économique désastreuse, le gouvernement du chrétien-démocrate Victor Ciorbea, critiqué par le Fonds monétaire international (FMI) pour son incapacité à présenter le budget pour 1998, vient quand même de réserver une mauvaise surprise aux Roumains en augmentant, début mars, de 50 % le prix de l'essence.

Accompagnée d'aucune compensation salariale, cette mesure - qui a fait passer le prix du litre d'essence à environ 3 francs et entraîné inévitablement une flambée des prix d'autres produits - va être difficile à avaler pour la majorité de la population qui parvenait, péniblement déjà, à joindre les deux bouts avec des revenus mensuels

de l'ordre de 600 francs. En 1997, le pouvoir d'achat des Roumains a baissé de 30 %, alors que le nombre de chômeurs approche aujourd'hui le million, soit près de 10 % de la population active. « Crever de faim et porter des haillons, voici la logique du gouvernement Ciorbea ! », a martelé Matei Bratianu, l'un des dirigeants du Bloc national syndical, qui avec la confédération syndicale Cartel Alpha, menace à présent de faire sortir dans la rue leurs 2 millions d'adhérents.

Las d'interminables discussions sans résultats, le négociateur du FMI, l'« intraitable » Paul Thomson, accusé par la presse locale de « méconnaissance de la réalité sociale roumaine », a quitté Bucarest, vendredi 27 février, emportant avec lui l'espoir du gouvernement de se voir octroyer dans l'immédiat une tranche d'un montant de 83 millions de dollars d'un prêt de



430 millions convenu en 1997. Ce qui fait dire à certains que les jours du gouvernement Ciorbea sont comptés.

Le prêt du FMI est donc reporté à une date incertaine, mais cela ne semble pas trop inquiéter les investisseurs étrangers. Ainsi, le puissant groupe français Lafarge, depuis plusieurs mois actionnaire majoritaire de Roumicia - la plus grande cimenterie roumaine - a choisi de ne pas attendre un feu vert du FMI. Présent à Bucarest au mois de février, en pleine crise politique, Jérôme Monod, le président du conseil de surveillance du groupe Suez-Lyonnaise des Eaux, déclarait au Monde de pas être surpris par l'« agitation inhérente dans toute démocratie nouvelle » qui règne actuellement en Roumanie. Il avait alors indiqué que son groupe était « prêt à investir plusieurs centaines de millions de dollars » pour prendre en main la gestion de l'eau dans plusieurs villes du pays.

Mais le cabinet Ciorbea semble avoir voulu, par les dernières mesures d'austérité, montrer à ses détracteurs, et au FMI, qu'il avait le courage de prendre des décisions impopulaires.

En relevant d'une façon spectaculaire le prix de l'essence, le gouvernement compte limiter le déficit budgétaire à 3,6 % du PIB, niveau réclamé par le Fonds monétaire international. Pour arrondir ses finances, le gouvernement avait déjà majoré, en février, la TVA, en la portant de 18 % à 22 %. Soucieux de respecter les conditions exigées par le FMI, M. Ciorbea a cependant refusé de s'engager à ramener le taux annuel d'inflation à 37 %. Il sera vraisemblablement de 45 % en 1998.

### Les investisseurs étrangers restent sereins malgré le report du prêt du FMI

Le gouvernement s'était engagé à privatiser cette année au moins 1 600 entreprises, ce qui devrait rapporter 1,3 milliard de dollars à l'Etat. Mais si les négociations avec le FMI sont dans l'impasse, c'est notamment parce que l'organisme financier international ne pense pas que ces revenus seront aussi importants. A ses yeux, « les entreprises les plus attrayantes ont déjà été privatisées en 1997 pour un montant de 1 milliard de dollars ». Le gouvernement, qui doit se débarrasser d'une vingtaine de conglomérats industriels, dont la dette envers l'Etat est de l'ordre de 1 milliard de dollars, a été contraint de revoir finalement toutes ses estimations à la baisse. Exemple : un de ces colosses de l'industrie lourde (évalué à plus de 80 millions de dollars sans convert de dettes) vient d'être vendu à un groupe norvégien pour seulement... 500 000 dollars.

## On meurt de faim à l'hôpital psychiatrique de Poiana Mare

**BUCAREST**  
de notre correspondant  
Vingt-cinq personnes sont mortes de malnutrition dans un hôpital psychiatrique de Poiana Mare (Sud) en 1995, selon un rapport du Comité pour la prévention contre la torture du Conseil de l'Europe (CPT) rendu public, jeudi 19 février à Strasbourg, et qui qualifie d'« inhumaines et dégradantes » les conditions d'internement et de détention dans cette institution et dans plusieurs commissariats de police et pénitenciers de Roumanie. Le retard pris dans la publication de ce rapport, qui incrimine l'administration de l'ancien président, Ion Iliescu, s'explique par le fait que le texte devait recevoir l'aval des autorités roumaines avant sa diffusion. Par son accord, l'actuel pouvoir, installé en novembre 1996, entend assumer « ce pénible héritage ».

La délégation du CPT a constaté que « sur les soixante et un patients morts enregistrés à Poiana Mare entre le 21 février et le 28 septembre 1995, le certificat de décès comportait, dans vingt-cinq cas, la mention « malnutrition protéo-calorique sévère ». « Nous les avons bien nourris. S'ils sont morts, c'est simplement parce qu'ils ont refusé de manger », a déclaré à la radio roumaine, peu après la publication du rapport, un responsable de l'établissement.

Le rapport est accablant. Il dénonce l'alimentation insuffisante des malades - soupe de pommes de terre et de chou, sans viande, dis-

tribuée deux fois par jour, à raison de vingt litres pour cent personnes - et décrit plusieurs cas de patients qui se plaignaient d'avoir faim et dont le poids « était nettement inférieur à la moyenne ».

**DE VIEILLES HABITUDES**  
Même si la situation n'est pas aussi dramatique qu'à Poiana Mare, l'ensemble du système sanitaire roumain souffre d'un manque chronique de crédits, de personnel, de médicaments et parfois même d'instruments élémentaires (Le Monde du 14 février). Sans abandonner leur travail, les infirmiers et les médecins roumains ont lancé un mouvement de protestation ces dernières semaines, afin d'obtenir une augmentation de leurs salaires, les plus bas en Roumanie.

Connu comme un lieu d'emprisonnement des opposants politiques de Nicolae Ceausescu, « inadaptable au régime socialiste », l'hôpital psychiatrique de Poiana Mare est aujourd'hui encore dans un état de délabrement avancé. Un endroit sans chauffage, privé d'eau courante, insalubre. Le personnel semble avoir conservé les anciennes habitudes. Pendant leur séjour en Roumanie, les délégués ont ainsi « entendu » des allégations de mauvais traitements physiques, en particulier des patients fugueurs qui, à leur retour à l'hôpital, auraient été « frappés à coups de bâton, giflés ou encore privés de repas à titre de punition », avant

d'être enfermés dans des chambres dites « d'isolement ».

Les délégués - juristes, psychologues, médecins et experts en questions pénitentiaires - ont constaté que le mauvais traitement est une constante dans le milieu carcéral. Selon le CPT, « gifles, coups de poing et coups de pied », sont régulièrement infligés aux détenus. « Les coups sur la plante des pieds », administrés lorsque le prisonnier est « agenouillé ou suspendu à une barre », font partie des méthodes de correction appliquées pour « ne pas laisser de traces sur les victimes », selon des témoins.

Le surpeuplement des prisons et leur état lamentable ont également été évoqués dans un récent rapport de la filiale roumaine du Comité Helsinki pour la défense des droits de l'homme. Les détenus - quelque 45 000 pour 36 000 places - dorment souvent à deux dans un seul lit et sont entassés jusqu'à une centaine dans des pièces de 30 m<sup>2</sup>. Une quinzaine de détenus partagent souvent un seul WC et la durée de la douche hebdomadaire à l'eau chaude est limitée à vingt minutes par cellule, souligne le Comité Helsinki.

Les autorités roumaines, elles, invoquent les difficultés financières - unanimement reconnues - qui les empêchent de mettre en application un programme de modernisation de l'infrastructure pénitentiaire.

A. N.

Andrei Neacsu

## L'Ukraine cède aux pressions américaines dans le domaine du nucléaire

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Une semaine à peine après avoir signé un traité, contesté, de « coopération économique sur dix ans » avec la Russie, l'Ukraine a fait volte-face : elle a conclu avec les Etats-Unis, vendredi 6 mars, un accord pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique après que Washington eut reçu des assurances formelles que Kiev allait cesser sa

coopération nucléaire avec l'Iran. La signature de cet accord devrait briser le contrôle qu'exerçait Moscou sur son voisin dans ce domaine stratégique.

Le traité, prévu sur trente ans, ouvre en effet légalement le marché ukrainien du nucléaire aux entreprises américaines, mettant fin à une bataille fœdérée de près d'un an. Son enjeu immédiat était le projet de livraison à l'Iran, par le

canal de la Russie, de turbines nucléaires construites en Ukraine. Les dirigeants ukrainiens ont annoncé y avoir renoncé, lors d'une visite vendredi à Kiev de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright. Un de ses assistants a précisé que l'Ukraine a donné « des assurances écrites confidentielles » en ce sens. Reconnaisant que cela fut, pour Kiev, une décision « difficile à prendre », Madeleine Albright a souligné que « l'Ukraine cédait ainsi sa place dans la coalition internationale contre la prolifération d'armes de destruction massive ».

**« PERTES SUBSTANTIELLES »**

La Russie a réagi en affirmant qu'elle poursuivra sans problèmes l'achèvement de la centrale nucléaire iranienne de Bouchehr, à laquelle les turbines ukrainiennes étaient destinées. Elles devaient être construites dans l'usine d'Etat Turboatom, une des plus importantes de la ville de Kharkov, en Ukraine orientale. L'annulation de cette commande entraînera pour elle les « pertes substantielles », a remarqué le ministre ukrainien des affaires étrangères, Guennadi Oudovenko, lors d'une conférence de presse. Mais le président Leonid Kouchma, qui y assistait, a estimé cette remarque « un peu exagérée », affirmant que ces pertes ne s'élevaient qu'à 45 millions de dollars et pourraient être compensées par d'autres contrats.

L'entreprise américaine Westinghouse Electric était intéressée à un projet de 1,2 milliard de dollars

pour achever la construction de deux centrales nucléaires ukrainiennes. Projet crucial pour Kiev, qui estime ne pas pouvoir fermer définitivement Tchernobyl avant cela. Lors d'une visite à Kiev, fin février, le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, aurait promis un crédit de quelque 185 millions de dollars pour achever ces centrales soviétiques. Mais la « carotte » américaine l'a emporté : l'accord de coopération nucléaire avec Washington, signé en échange de l'abandon du projet de Bouchehr, ouvre la voie à celui de Westinghouse ou à d'autres, notamment dans le domaine cosmique. Reste à voir la forme que peut prendre le « bâton » russe.

Leonid Kouchma devait intervenir publiquement samedi dans la

capitale ukrainienne pour défendre son accord de coopération économique signé à Moscou. Accusé d'avoir « vendu » le pays aux « oligarques » russes, il devait souligner que 60 % des entreprises du pays dépendent du marché ou des fournisseurs russes et que certains secteurs en dépendent à 100 %. Ce sera plus le cas du nucléaire, mais la sortie du marasme, pour l'économie ukrainienne, dépend encore largement de Moscou, où un nouveau protocole sur les livraisons de gaz russe et de paiement de la dette de Kiev, estimée à 1,2 milliard de dollars, a été signé vendredi.

Quant au point marqué par Washington en Ukraine sur son front anti-iranien, il a aussi reçu une riposte russe, sous la forme de décla-

rations faites à Téhéran par le premier vice-premier ministre en charge du nucléaire, Vladimir Boulgak. Ce dernier, qui y présidait une réunion de la commission bilatérale de coopération économique, a annoncé un accord de principe, à l'horizon de l'année 2003, pour construire un troisième et un quatrième réacteur à Bouchehr. Des problèmes, financiers et techniques, étaient apparus lors de la construction, toujours en cours, du premier réacteur. Mais un porte-parole du ministère russe de l'énergie atomique, confirmant le nouvel accord de principe, a affirmé vendredi qu'il sera facile de trouver un remplaçant russe à Turboatom, « par exemple à Saint-Petersbourg ».

Les Etats-Unis et Israël accusent l'Iran de chercher à se doter d'armes nucléaires et demandent à la Russie de cesser de l'aider. Le ministre israélien du commerce et de l'industrie, Nathan Chitcharansky, était à Moscou cette semaine pour plaider cette cause. Moscou a réaffirmé dans un communiqué que les réacteurs fournis à Bouchehr, « du même type que ceux que les Etats-Unis livrent à la Corée du Nord », ne permettent pas de production à usage militaire. Cependant, selon une source diplomatique à Moscou, la Russie « prend discrètement des mesures montrant qu'elle cède aux pressions occidentales, comme par exemple le renvoi récent d'étudiants iraniens qui travaillaient sur des sujets sensibles ».

Sophie Shihab

**Le catalogue printemps/été 1998 conçu à Jérusalem par Oliviero Toscani**  
Lundi 9 mars avec Le Monde  
en vente à Paris, Bordeaux, Lyon, Lille, Marseille, Strasbourg, Nantes, Rennes, Nice, Montpellier, Grenoble et Toulouse  
Editions de Abraham B. Yehoshua et Tzveti Ghazvini

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

هذه هي من الامم

# Recrudescence de la violence à la veille des législatives en Colombie

### Les affrontements se multiplient entre l'armée et la guérilla

Les Colombiens devaient élire, dimanche 8 mars, les 102 sénateurs et 161 députés qui composent le Congrès, à majorité libérale. 7 732 candidats pour

88 partis - chiffres records - se présentent à ces élections. La campagne a été marquée par le scepticisme de l'opinion et une recrudescence de la violence.

**BOGOTA**  
de notre correspondante  
Les images répétitives de combats, de soldats en action, de bombardements diffusées par les journaux télévisés colombiens ces derniers jours reflètent le climat de guerre civile dans lequel se trouve la Colombie à la veille des élections législatives, qui ont lieu dimanche 8 mars. Alors que la majorité des candidats ont fait campagne pour la paix et contre la corruption, la guérilla a réalisé plusieurs attentats en différents points du territoire pour dénoncer ce qu'elle appelle la « force démocratique ».

Les affrontements ont commencé dimanche 1<sup>er</sup> mars en pleine forêt vierge, dans la région du Caguan, dans le département du Caquetá (sud du pays), entre l'armée et plusieurs fronts du bloc sud des FARC (les Forces armées révolutionnaires colombiennes, guérilla marxiste). L'armée a envoyé plus de 1 200 hommes en renfort. Le but des autorités militaires est de débarrasser le secrétariat général des FARC, qui serait dans la région. Selon un premier bilan militaire, 70 soldats ont été tués, 28 autres blessés et 22 retenir prisonniers par la guérilla.

« Nous avons connu un grave revers », a affirmé le président Ernesto Samper, qui s'est rendu vendredi dans la zone des combats. Le chef de l'Etat, entouré des plus hauts commandants de l'armée et du ministre de la défense, a annoncé que l'offensive se poursuivait, tandis que la Croix-Rouge internationale attend le feu vert des autorités militaires pour commencer les opérations de secours. A environ 100 km à l'est de Bogota, les FARC ont aussi bloqué pendant presque six heures une des entrées de Villavieja, la capitale du département du Meta. Environ cinq cents véhicules ont été arrêtés puis déviés lorsqu'a commencé l'intervention de l'armée et de la police.

La recrudescence de la violence en période électorale est commune en Colombie. Mais, depuis les élections municipales d'octobre 1997

(où plus de mille candidats furent démissionner, menacés par la guérilla), l'affrontement entre l'armée et la guérilla est de plus en plus frontal. Il a lieu dans des zones par essence conflictuelles, car abandonnées des autorités.

En général, la participation des Colombiens aux élections est très faible. Sur 20 millions d'électeurs, environ 30 % se rendent d'ordinaire aux urnes. La classe politique, et notamment les congressistes, est de plus en plus discréditée dans l'opinion publique. Les fraudes sont fréquentes, et l'achat de vote demeure un des sports favoris des politiciens. Le gouvernement a affirmé que les élections auront lieu en dépit de la situation. Le Parti libéral - au pouvoir - est majoritaire au sein du Congrès depuis de longues années et entend le rester. Le registraire national, directeur de l'organisation électorale, a cependant souligné que, dans certaines zones « affectées par la situation d'ordre public », le scrutin pourrait ne pas avoir lieu.

Anne Proenza

# Un des metteurs en scène les plus populaires de Bogota se présente aux élections

### Une candidature qui souligne la difficulté des partis traditionnels, souvent accusés de corruption, à donner un nouveau souffle à la Chambre des députés

**CUMARAI**  
de notre envoyé spécial

Le siège de la campagne électorale est une maison de production de cinéma. Le rendez-vous a lieu, sous un soleil de plomb, au fin fond de la région des Llanos à l'est de Bogota, le lieu d'un tournage. Sergio Cabrera, quarante-sept ans, l'un des metteurs en scène les plus populaires de Colombie, est candidat à la Chambre des députés, dont les élections ont lieu dimanche 8 mars.

Le metteur en scène sera-t-il élu ? A l'image d'une dizaine de candidats atypiques, il incarne la difficulté des Colombiens à rénover un Congrès, réputé corrompu et à la dévotion de la classe politique traditionnelle. La portée du « vote d'opinion » que capteront ces nouvelles listes est difficile à estimer. Et, une fois élus, ces congressistes différents ne seront qu'une petite minorité. Pour Antanas Mockus, le philosophe et mathématicien original - élu maire de Bogota en 1993 -, « il s'agit d'améliorer la qualité du Congrès, d'élever la qualité

des débats ». Qu'ils soient journalistes, metteurs en scène, pédagogues, chefs indiens ou simplement dissidents des deux grands partis, tous - malgré des campagnes très différentes - veulent redonner un nouveau souffle, aussi faible soit-il, au vieux Congrès.

**INTELLECTUELS UNIS**

Sergio Cabrera, plus connu en Colombie pour ses films que comme militant, n'est cependant pas un nouveau venu dans l'arène politique. Fils d'un communiste espagnol qui avait fui le franquisme et petit-fils d'un grand industriel colombien, il a passé ses années d'enfance - de dix à dix-huit ans - en Chine. Elevé à l'école marxiste, avec une formation militaire de six mois, il est envoyé par Pékin dans les rangs de la guérilla colombienne au sein de l'EPL (Armée populaire de libération). Il y restera cinq ans avant son expulsion pour divergence politique et retournera en Chine étudier la philosophie et le cinéma. « Jusque-là je ne croyais pas en la démocratie mais seulement

en la dictature du prolétariat », remarque entre deux scènes le metteur en scène aujourd'hui élégamment vêtu de blanc.

L'homme, qui parle couramment espagnol, chinois, anglais et français, étudiera ensuite en Europe. Il revient en Colombie décidé « à réussir à faire du cinéma dans un pays où le cinéma n'existe pas ». Quand son mouvement Colombia siempre (Colombie toujours), qui rassemble des intellectuels de différents horizons, lui a demandé d'être tête de liste aux élections législatives, Sergio Cabrera a longtemps hésité. « Si je suis élu, dit-il, ce sera un sacrifice d'abandonner le cinéma. Mais, quand tu arrives à la conclusion que tu peux faire quelque chose pour ton pays, il faut le faire et tout de suite. »

Selon lui, ce qui fait défaut à la Colombie, c'est « une véritable démocratie », quelque chose qui ne soit pas « une démocratie virtuelle comme celle que nous vivons », affirme Sergio Cabrera.

A. Pr.

# Escalade verbale entre l'Allemagne et la Turquie

**BONN**. Le gouvernement allemand a réagi avec indignation, vendredi 6 mars, aux propos du premier ministre turc, Mesut Yilmaz, qui a accusé Bonn de rechercher la défense de son « espace vital » en favorisant l'entrée dans l'Union européenne des pays d'Europe centrale et orientale, mais pas de la Turquie. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a rejeté « une diffamation inexcusable » et « une insulte » à la politique allemande, jugeant « sans précédent » les critiques de M. Yilmaz, qui faisaient directement allusion à la politique européenne de Hitler et du III<sup>e</sup> Reich. Dans un entretien publié par le *Financial Times* le jour même, le premier ministre turc a déclaré que l'Allemagne était la principale responsable de la « discrimination » imposée à son pays par l'Europe, qui a refusé de l'inclure dans les négociations d'adhésion lors du sommet de Luxembourg en décembre 1997. - (AFP)

# La France est favorable à la levée de l'embargo imposé au Burundi

**PIERRE BUYOYA**, le chef de la junte burundaise, a reçu, vendredi 6 mars à Paris, l'assurance des plus hautes autorités françaises d'être soutenu, au sein des instances internationales, dans sa quête d'une levée de l'embargo imposé à son pays. Dans le cadre de sa mobilisation diplomatique, le major Buyoya avait rencontré, jeudi, dans la capitale française, le secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, ainsi que le directeur général de l'Unesco, Federico Mayor. L'embargo a été imposé au Burundi par huit pays voisins, après que le major Buyoya eut renversé le président Sylvestre Ntibantunganya, au cours d'un putsch militaire, le 25 juillet 1996. Les voisins du Burundi ont décidé, fin février, de reconduire cet embargo, lors d'une réunion organisée à Kampala, en Ouganda. - (AFP Reuters)

**DÉPÊCHES**

**ARABIE SAOUDITE** : Hubert Védrine, le ministre français des affaires étrangères, est attendu lundi 9 mars en Arabie saoudite, pour une première visite officielle qualifiée à Paris de « très importante » et visant à « renforcer le partenariat stratégique » entre les deux pays. M. Védrine sera de retour en France mercredi soir.

**LIBYE** : le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé, vendredi 6 mars, pour quatre mois, les sanctions internationales imposées à la Libye depuis 1992, pour son refus de livrer à la justice américaine ou britannique deux Libyens accusés d'avoir organisé l'attentat contre un Boeing 747 de la Pan Am au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, en décembre 1988. L'attentat avait fait 270 morts. Le Conseil n'a pas donné suite à une requête libyenne de « suspendre » l'embargo dans l'attente d'une décision sur le fond de la Cour internationale de justice de La Haye, qui s'est déclarée compétente pour examiner l'affaire Lockerbie. - (AFP)

**ÉTATS-UNIS** : le taux de chômage s'est établi à 4,6 % en février, contre 4,7 % en janvier, a annoncé, vendredi 6 mars, le département du travail. L'économie américaine a créé 310 000 emplois pendant la même période, témoignant de la persistance d'une croissance ininterrompue depuis sept ans. Le président américain s'est réjoui de ces performances, mais a déploré que des centaines de milliers d'offres d'emploi restent non satisfaites dans le secteur de pointe des technologies de l'information. - (AFP)

# Report de la deuxième tranche d'aide du FMI à l'Indonésie

LE FONDS monétaire international a annoncé, vendredi 6 mars, qu'il retardait jusqu'en avril (au plus tôt) l'examen, prévu le 15 mars, de l'application du programme économique de l'Indonésie, qui constituait une condition-clé pour le déblocage de la deuxième tranche d'aide à ce pays, d'un montant de 3 milliards de dollars. Ce retard résulte du non-respect des conditions macroéconomiques requises par le Fonds et des demandes de modifications formulées par Djakarta, qui devront être négociées avec un nouveau gouvernement. Peu avant, le ministre indonésien des finances avait fait circuler une lettre mettant en garde la communauté internationale contre tout retard dans l'octroi de cette aide, jugée insuffisante par Djakarta. - (AFP)



# Aérospatiale : bénéfice 1997 de 1,4 Milliard de Francs, en hausse de 75%.

L'année 1997 a été marquée par une nouvelle progression des performances commerciales, économiques et financières du Groupe. Les prises de commandes sont en progression de 27%, le bénéfice net part du Groupe progresse de 75% à 1 418 MF contre 812 MF en 1996. L'endettement net est ramené à moins de 1 MdF marquant une nouvelle réduction de près de 2 MdF. Il ne représente plus désormais que 15% des capitaux propres.

**Commandes** : Elles passent de 63,3 MdF en 1996 à 80,3 MdF en 1997.

Toutes les activités sont en progression. La performance de la Branche Espace Défense (+ 42%) résulte de la hausse des commandes de la Division Missiles (+ 63%) et de celles des lanceurs et du transport spatial (+ 114%), les prises de commandes satellites demeurant stables à un niveau élevé (5,6 MdF). La Branche Aéronautique progresse de 24% et la Branche Hélicoptères de 18%. Le carnet de commandes s'est établi à un niveau record de 160,9 MdF, représentant près de 3 années d'activité.

**Chiffre d'affaires** : Le chiffre d'affaires 1997 est en hausse de 11% à 56,3 MdF. La progression des facturations des Branches Aéronautique (+ 25%) et Hélicoptères (+ 7%) compense le recul de la Branche Espace Défense (- 15%) dû à des décalages de facturations sur 1998 dans les activités satellites et à la nouvelle baisse des activités balistiques et missiles tactiques.

**Résultat net** : Le bénéfice net part du Groupe est de 1 418 MF contre 812 MF en 1996. En hausse de 75%, il résulte de l'amélioration des résultats des activités aéronautiques et hélicoptères, malgré un contexte de vive concurrence sur les marges. Il est néanmoins affecté par la détérioration des résultats des activités de défense en raison de la baisse des budgets militaires.

**Endettement net** : L'application des plans d'amélioration des processus et de réduction des encours a permis de diminuer l'endettement net de 2 MdF en 1997, ramenant celui-ci à 939 MF. Il représente désormais 15% des capitaux propres consolidés qui s'élèvent à 6,4 MdF.

Commentant ces résultats, le président Yves Michot a souligné : « ces résultats, associés à la réorganisation de ses structures, confirment Aérospatiale comme un acteur majeur dans la construction de l'industrie aéronautique et spatiale civile et militaire européenne ».

Pour toute information  
<http://www.aerospatiale.fr>  
57, boulevard de Montmorency  
75016 Paris



RODIF CORBOUAT



# JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME - LE 8 MARS

## Une fleur pour les femmes de Kaboul

En Afghanistan, les femmes afghanes de tout âge, y compris les petites filles, subissent de plein fouet un régime de ségrégation établi par la loi. Les femmes n'ont pas le droit à la parole, elles n'ont pas le droit aux mêmes soins de santé que les hommes et elles n'ont pas non plus le droit au travail et l'accès à l'éducation. Obligées de porter en public des vêtements qui recouvrent tout le corps et privées de tous leurs droits fondamentaux, elles deviennent invisibles, des fantômes privés d'existence et du droit de choisir. De plus, l'accès sans discrimination à l'aide humanitaire, qui représente souvent le seul moyen de survie, leur est interdit. Il ne s'agit ni d'un problème religieux, ni d'un problème de traditions culturelles locales. Cette réplique de l'apartheid basée sur le sexe contre les femmes doit cesser immédiatement.

C'est pourquoi, nous soussignées, demandons aux Gouvernements membres des Nations unies et à toutes les Organisations internationales :

de ne reconnaître aucun régime en Afghanistan aussi longtemps que des discriminations fondées sur le sexe sont imposées dans le pays,

de tout mettre en oeuvre pour s'assurer que l'aide humanitaire internationale soit accessible sans discrimination à toutes les femmes afghanes,

d'exercer toute pression directe ou indirecte pour assurer le respect des droits de l'homme en Afghanistan et, en particulier, d'affirmer les droits des femmes.



© Santiago Lyon/A.R.

- |                       |                               |                              |                                   |                                 |
|-----------------------|-------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|
| <br>Bella Abzug       | <br>Mahnaz Afshar/Alami       | <br>Susanna Agnelli          | <br>Maria Cristina Alberti/Alonso |                                 |
| <br>Lalla Al-Murayid  | <br>Sirkamit Aloni            | <br>Emma Aouf                | <br>Louisa Arbour                 | <br>Hilaria Ashcraft            |
| <br>Mervyn Avey       | <br>Countess Es               | <br>Maria Barros Santos      | <br>Adina De Kozak                |                                 |
| <br>Michèle Barzach   | <br>Rita Bjerggaard           | <br>Emma Bonino              | <br>Monzer Cabali                 | <br>Maria José Carras           |
| <br>Karina Chabane    | <br>Edmonde Charles-Roux      | <br>Nouzhat Chelkani         | <br>Margareta Cho                 |                                 |
| <br>Gloria Clew       | <br>Mirella Maguire           | <br>Silvia Costa             | <br>Edith Creamon                 | <br>Maria Da Lourdes Pintoalago |
| <br>Farvin Darabi     | <br>Loyola De Palacio         | <br>Anna Maria Fico Garcia   | <br>Calina Flockhart              |                                 |
| <br>Carla Fracci      | <br>Genevieve Frazer          | <br>Elizabeth Furse          | <br>Whoopi Goldberg               | <br>Hazel Gendreau              |
| <br>Nadine Gordimer   | <br>Anita Grudin              | <br>Paulina Green            | <br>Elisabeth Gulgen              |                                 |
| <br>Margerita Hack    | <br>Tarja Halonen             | <br>Barbara Hendricks        | <br>Eveline Herfkens              | <br>Lena Hjelm-Waller           |
| <br>Indira Jaganathan | <br>Maria-Joëlle Jacot        | <br>Harila Kapilzo Garciaera | <br>Sue Kelly                     |                                 |
| <br>Shirley Knight    | <br>Hanif Lakdawala           | <br>Catherine Lakanal        | <br>Rita Levi Montalcini          | <br>Anne-Marie Lizin            |
| <br>Carolyn Maloney   | <br>Emma Marcegaglia          | <br>Fiona May                | <br>Audrey Mc Laughlin            |                                 |
| <br>Rigoberca Menchi  | <br>Marie-Chère Mendie France | <br>Khalida Mousoufi         | <br>Mary Mc Aleel                 | <br>Janzina Miller Mc Donald    |
| <br>Soraya Miro       | <br>Daniela Mitterand         | <br>Jeanne Moreau            | <br>Constanza Moretti             |                                 |
| <br>Ornella Muti      | <br>Dildas Pazumata Ntilaye   | <br>Queen Noor of Jordan     | <br>Ghita Narby                   | <br>Lisbet Palme                |
| <br>Yazo Papandreou   | <br>Roale Perez               | <br>Barbara Prammer          | <br>Elizabeth Rehn                |                                 |
| <br>Winona Ryder      | <br>Claudia Roth              | <br>Danéle Saefer            | <br>Susan Sarandon                | <br>Cornelia Schmalz Jacobson   |
| <br>Alice Schwarzer   | <br>Fátima Sibatou            | <br>Zlata Stojich Stanley    | <br>Clara Short                   |                                 |
| <br>Sara Simeoni      | <br>Eleanor Smart             | <br>Piet Smet                | <br>Lois Smith                    | <br>Gloria Steinem              |
| <br>Willem Steynbos   | <br>Isabel Torres             | <br>Amnistou D. Traore       |                                   |                                 |
| <br>Livia Turco       | <br>Nel Van Dijk              | <br>Simone Veil              | <br>Judy Williams                 |                                 |
| <br>Christa Wolf      | <br>Lynn C. Woolsey           | <br>Monika Wolf Machies      | <br>Lynn C. Woolsey               |                                 |

ainsi que les milliers d'autres personnes qui ont répondu à cet appel.



8 mars 1998 - Une fleur pour les femmes de Kaboul

Nom, Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Signature



A renvoyer à : Une fleur pour les femmes de Kaboul, ECHO, rue de la Loi, 200 B-1049 Bruxelles Belgique, qui transmettra à Madame Mary Robinson, Haut commissaire des Nations-unies aux Droits de l'homme.

<http://europa.eu.int/womensday/>

Recrudesce  
veille des lé

véridic  
Allemagne et

deuxieme tra  
l'Indonés

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

523 من الامل

# La gauche paraît en mesure de l'emporter aux élections régionales en Ile-de-France

### Les sondages confirment les évolutions enregistrées aux législatives

D'après la série de sondages réalisés par CSA et publiés par Le Parisien entre le 3 et le 6 mars, les intentions de vote pour les régionales en Ile-de-

France montrent une progression des listes de gauche par rapport aux législatives dans sept départements sur huit, alors que la droite, elle, ré-

gresse dans cinq départements. La gauche obtiendrait, le 15 mars, entre 86 et 102 sièges, contre 72 à 88 pour la droite et 31 à 37 pour le FN.

**LES SOCIALISTES** auront tout fait pour faciliter la campagne régionale d'Edouard Balladur en Ile-de-France. Non seulement ils ont donné, pendant des semaines, le spectacle de leurs charnières sur la désignation de leur tête de liste, mais ils ont fini par choisir, en Jean-Paul Huchon, un chef de file dont le déficit de notoriété par rapport à l'ancien premier ministre constituait, a priori, un sérieux handicap.

Rien, pourtant, n'y aura fait : à une semaine du scrutin du 15 mars, la gauche « plurielle » paraît en bonne position pour l'emporter dans la première région de France. La série de sondages réalisés par CSA dans les huit départements franciliens, auprès d'échantillons départementaux de l'ordre de 600 personnes à chaque fois et publiés par Le Parisien entre le 3 et le

6 mars, est de très mauvais augure pour la droite RPR-UDF, qui dirige l'Ile-de-France depuis douze ans. Les législatives de mai-juin 1997 constituèrent déjà un sérieux avertissement : le RPR et l'UDF avaient perdu, au profit de la gauche, 25 des 80 sièges de députés que ces deux formations détenaient. Dès ce moment-là, la gauche apparaissait en position de force relative. Les projections en sièges, réalisées sur la base des suffrages exprimés aux législatives, mais en tenant compte du mode de scrutin régional, accordaient une majorité relative à la gauche au conseil régional : selon nos calculs, elle se voyait créditée de 94 sièges contre 83 à la droite et 32 au Front national.

Loïn de remettre en question cette progression, comme l'espéraient initialement les respon-

sables de l'opposition, les premiers mois du gouvernement de Lionel Jospin, et plus encore les récents signes d'embellie économique, l'ont, au contraire, consolidée. Selon CSA, les intentions de vote pour les régionales marquent une progression des listes de gauche par rapport au score des législatives dans sept départements sur huit, alors que la droite continue à s'éroder dans cinq départements sur huit.

**FORTE ABSTENTION**  
L'ensemble de la gauche apparaît désormais majoritaire, dans les intentions de vote, à Paris (avec 42 %, soit une progression de près de 5 points, contre 38 % à la droite), mais aussi dans l'Essonne (47 % pour la gauche, en progression de plus de 6 points, contre 26 % à une droite touchée de plein

fouet par les « affaires »), dans le Val-d'Oise (45 % pour la gauche, en hausse de 6 points, contre 27 % à la droite) et dans le Val-de-Marne (45 % pour la gauche, en progression de 2 points, contre 29 % à la droite). La gauche est également majoritaire en Seine-Saint-Denis (44 % contre 25,5 %), même si elle perd un peu plus de 2 points par rapport à son score des législatives dans ce département. Enfin, dans les trois départements où elle est devancée par la droite - Seine-et-Marne, Hauts-de-Seine et Yvelines -, la gauche n'en progresse pas moins, de 1 à 2 points, par rapport à 1997.

Ces chiffres doivent être évidemment être accueillis avec prudence. Les taux d'abstention et de votes blancs ou nuls mesurés par CSA furent les 50 % dans plusieurs départements franciliens, la fermeté du choix affiché reste fragile, et la dernière semaine de campagne peut permettre à la droite de remobiliser ses troupes. Pour le RPR et l'UDF, la perspective est sombre : selon les projections en sièges, réalisées par CSA sur la base des intentions de vote, la gauche obtiendrait, le 15 mars, entre 86 et 102 sièges, contre 72 à 88 pour la droite et 31 à 37 pour le Front national, les écologistes (hors Verts) disparaissant pratiquement (0 à 2 sièges) et l'extrême gauche étant créditée d'un à deux sièges. Une chose est sûre : même si la gauche l'emporte, elle sera dans une situation aussi délicate que la droite avant elle, puisque la majorité absolue du conseil régional (105 sièges) paraît hors de portée.

# Le « contentieux colonial » va continuer à être discuté entre l'Etat et le FLNKS

### Suite des pourparlers à Nouméa

**PRÈS DE TRENTE HEURES** de discussions n'ont pas suffi au gouvernement et au Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) pour parvenir à un accord sur le règlement du « contentieux colonial ». Les négociations bilatérales, engagées le 2 mars, se sont terminées, vendredi 6 mars, par un communiqué en forme de rapport d'étape et par l'engagement de continuer la discussion à Nouméa. Celle-ci porte notamment sur les structures et le droit coutumier, le patrimoine culturel, la question foncière, les « signes identitaires », c'est-à-dire le drapeau, l'hymne, la devise, l'appellation du territoire.

Pour les indépendantistes, la reconnaissance de l'identité kanak s'inscrit « dans une démarche de restitution de la souveraineté ». Il a aussi été question de « l'évolution institutionnelle du territoire », mais de façon prudente, afin de ne pas froisser le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste), qui avait été écarté de cette rencontre bilatérale.

Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, a expliqué que la résolution de certaines questions soulevées par les Kanaks appelle « des vérifications juridiques et politiques » et que certaines posent « des problèmes d'ordre constitutionnel ». « Il n'est pas possible de conclure aujourd'hui », a-t-il dit. Une réforme éventuelle de la Constitution comme la dénonciation de « la prise de possession du pays kanak » par la France, en 1853, suppose, en effet, un accord entre le président de la République et le premier ministre.

Tout en étant conscient de cette difficulté, le président du FLNKS, Roch Wamytan, a demandé que

« l'Etat dise jusqu'où il peut nous accompagner dans la démarche de décolonisation et de reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple canaque ». M. Wamytan a aussi fait observer que le degré d'écoute des différentes forces politiques qu'il a rencontrées a été « peut-être plus grand qu'au niveau du gouvernement ». C'est ainsi que Michel Rocard, principal artisan des accords de Matignon de 1988, a affirmé, jeudi, après avoir reçu une délégation indépendantiste : « Le FLNKS est ferme sur ses positions, ce que je comprends très bien. Il a plutôt raison, mais il a aussi la volonté d'aboutir. C'est indispensable et possible. » De son côté, le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, a assuré la délégation du FLNKS de son « attachement au droit du peuple canaque à l'autodétermination ».

La problématique est évidemment plus ardue pour le gouvernement, qui doit tenir compte de l'existence des autres communautés de Nouvelle-Calédonie, majoritairement hostiles à toute forme d'indépendance. Bien qu'accordant « un crédit de confiance » au gouvernement de gauche pour trouver des solutions originales, les indépendantistes ont quitté la métropole en regrettant que leur interlocuteur ne prenne pas mieux « la mesure de la nécessité de décoloniser ». Sur le chemin du retour, ils devaient s'arrêter en Polynésie française pour étudier, sur place, le statut de très large autonomie interne dont bénéficie ces autres territoires, tout en assurant que cette forme d'organisation ne représente pas, pour eux, un modèle.

Jean-Louis Saux

# Arllette Laguiller bien placée pour obtenir des sièges

**AU SOIR** du 15 mars, Arlette Laguiller, porte-parole inamovible de Lutte ouvrière, pourrait devenir conseillère régionale d'Ile-de-France. Tête de liste de l'organisation trotskiste en Seine-Saint-Denis, la conseillère municipale des Lilas est créditée de 8 % des voix, selon certains sondages, soit au-dessus de la barre fatidique des 5 % qui permet de décrocher un poste. En meeting vendredi 6 mars dans la salle de la Mutualité, à Paris, pour la présentation de tous les candidats de sa formation trotskiste aux régionales, M<sup>me</sup> Laguiller a préféré anticiper sur son futur positionnement : ni droite ni gauche « plurielle ».

« Vous avez la possibilité d'envoyer certains d'entre nous siéger dans les conseils régionaux », a-t-elle précisé, mais « nous ne vous promettons pas de modifier leur fonctionnement. Au mieux, « nous ne pourrions constituer qu'une petite minorité d'opposition », a-t-elle ajouté. Elle estime en effet que les conseils régionaux sont « une des nombreuses institutions du monde de la bourgeoisie » et que, si elle est élue, elle se trouverait « en terrain ennemi ».

Cependant, M<sup>me</sup> Laguiller sait déjà quel comportement adopter en cas de victoire : « Nous défendons systématiquement les intérêts de ceux qui vivent de leur travail ou qui voudraient en vivre contre les intérêts des privilégiés. Nous rendons transparentes les affaires, nous pointerons le doigt

sur l'argent qu'on dilapide (...), nous dénoncerons les licenciements collectifs, nous nous élèverons contre toute forme de cadeau au patronat, nous rendrons public tout ce que nous saurons » sur l'utilisation des fonds publics.

Surtout, il ne faudra pas attendre de la part des élus LO qu'ils traitent mieux la gauche que la droite. Il y a certes une gradation dans le rejet : M. Balladur est, selon la candidate LO, à Paris un « bourgeois caricatural, hautain et méprisant », mais Jean-Paul Huchon, le chef de file de la gauche plurielle, demeure « un chef d'entreprise, collaborateur de Pinault ». Pour M<sup>me</sup> Laguiller, « le gouvernement joue aux dames patronesses, plus disposé aux bonnes paroles qu'aux aides véritables ».

Dans ces conditions, la porte-parole trotskiste a pu rappeler que « son courant ne s'est jamais compromis, qu'il n'avait aucun fil à la patte, aucun parti à ménager ». Estimant qu'« il ne faut pas se tromper d'ennemi », elle a fustigé le Front national, dont les solutions contre le chômage sont « radicales » et « simplistes », mais « pour s'opposer à Le Pen, il ne faut pas craindre les solutions radicales ». « Voter LO, c'est la seule façon de voter communiste », a-t-elle ajouté à l'intention des électeurs du PCF mécontents du gouvernement.

Gérard Courtols

Alain Beauv-Méry

# L'Algérie au-delà de l'actualité.

# Les réformes institutionnelles au cœur de la cohabitation

**JACQUES CHIRAC** devrait présider, mercredi 11 mars, après le conseil des ministres, une réunion de travail sur la réforme de la justice avec le premier ministre, Lionel Jospin, et Elisabeth Guigou, ministre de la justice. Selon l'Élysée, qui l'a fait savoir vendredi 6 mars, M. Jospin a transmis à l'Élysée, en milieu de semaine, les premiers textes des avant-projets de loi préparés par la chancellerie. Ils comprennent notamment un avant-projet de loi constitutionnelle sur la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et deux avant-projets de lois organiques. L'un d'eux complète la réforme du CSM, l'autre prévoit une responsabilité accrue des magistrats du parquet.

M<sup>me</sup> Guigou a présenté à l'autorité, au conseil des ministres, un plan comprenant à la fois une réforme du parquet, de la carte judiciaire et de la procédure pénale. Le 25 février, l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) et le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui obtiennent plus de 85 % des voix aux élections professionnelles, s'étaient inquiétés des retards de la réforme, affirmant que l'Élysée se montrait réticent. Le 4 mars, M<sup>me</sup> Guigou avait déclaré à l'Assemblée nationale que les engagements du premier ministre seraient « tenus » et le calendrier « respecté ». « Les textes seront prêts à la fin du mois de mars », avait-elle affirmé.

Si l'Élysée se montre prêt à avancer dans la voie de la réforme de la justice - avec la révision constitutionnelle qu'elle nécessite - s'agissant du CSM, il n'est pas sûr que les autres projets institutionnels de M. Jospin reçoivent le même accueil. Dans une « libre opinion » publiée vendredi par Le Figaro, Bernard Pons,

président de l'Association des amis de Jacques Chirac et député (RPR) de Paris, prend vigoureusement position contre la limitation du cumul des mandats proposée par le premier ministre. « Comment ne pas voir, écrit-il, que la classe politique conforte ainsi, par cette posture honteuse, le sentiment "Tous cumulards, tous pourris" et lui donner crédit ? Comment ceux qui sont toujours prompts à dénoncer la droite, quand elle va sur le terrain du Front national, ne voient-ils pas que c'est exactement à quoi l'on aboutit par ce comportement ? »

M. Pons, d'ailleurs, se montre également hostile à une rupture du lien entre le gouvernement et les parquets, puisqu'il écrit : « Faut-il glorifier en permanence la justice et son indépendance ? Que le pouvoir n'étouffe pas les affaires est une chose. Qu'il fasse des juges, qui sont là pour appliquer la volonté du peuple, des dieux, c'est autre chose. » Il résume : « L'interdiction du cumul des mandats, la morale publique, l'indépendance de la justice, le quinquennat, le laisser-faire ont toujours fait partie du fonds de commerce d'une certaine école qui s'est voulue "moderne" et s'est, un temps, proclamée "génération morale". Ce n'est donc pas au moment où cette soi-disant génération morale est discréditée que les gaullistes doivent enfourcher ces thèmes suicidaires, teintés d'une démagogie frimeuse, et se laisser piéger par Lionel Jospin. »

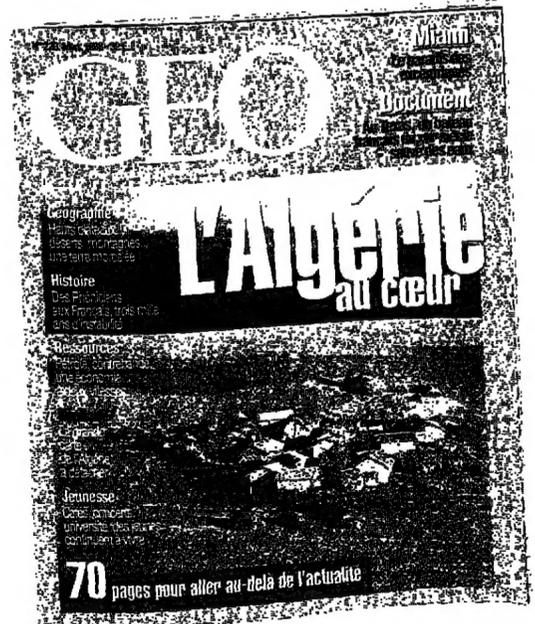
Les réformes de la fonction politique proposées par le premier ministre ne nécessitent l'accord du président de la République que sur un point : l'inscription dans la Constitution de l'incompatibilité entre une fonction gouvernementale et la direction d'un exécutif local.

**DÉPÊCHES**  
■ **SONDAGE** : la SOFRES confirme l'envoie des cotes de confiance de Jacques Chirac et de Lionel Jospin, constatée par tous les instituts de sondage. Selon la dernière enquête Sofres, réalisée du 25 au 27 février auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publiée par Le Figaro-Magazine (daté 7 mars), la cote de confiance du président de la République est en hausse de 8 points (55 % de confiance, contre 43 % d'avis contraires). Jacques Chirac retrouve une cote positive pour la première fois depuis octobre 1995 dans les enquêtes de cet institut. Quant au premier ministre, il recueille 58 % de confiance (en hausse de 2 points), contre 41 % d'avis contraires.

■ **1<sup>er</sup> MAI** : la CGT, la CFDT, la FSU et l'UNSA manifesteront ensemble le 1<sup>er</sup> mai à Paris « pour les 35 heures, l'emploi, la solidarité ». Ces organisations syndicales ont pris cette décision, lors d'une rencontre, vendredi 6 mars. Elles doivent se réunir à nouveau à la mi-mars, pour préciser « le contenu, la conception, et le déroulement » de la manifestation.

■ **DÉFENSE** : le ministère de la défense a annoncé, jeudi 5 mars, que le système de mines antipersonnel installé sur la base de Solenzara (Corse-du-Sud) pour protéger des sites « sensibles » après une série d'attentats (Le Monde des 14 octobre 1996 et 4 mars 1998), sera démantelé à la fin du mois de juin. Ce dispositif sera remplacé par des grillages électrifiés, complétés par des radars et des patrouilles cynophiles de commandos.

■ **DROITS D'AUTEUR** : l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 5 mars, en première lecture, un projet de loi inscrivant dans le code de la propriété intellectuelle la protection juridique des bases de données. Ce texte réaffirme le droit d'auteur du créateur d'une base de données et crée un droit spécifique au bénéfice de son producteur.



Apprendre l'Algérie, c'est ce que vous propose GEO ce mois-ci. C'est envisager un peuple dans tout ce qu'il a de vivant : découvrir l'étonnant morcellement géographique de sa terre, connaître les différentes conquêtes qui l'ont bouleversée depuis trois mille ans et étudier le développement de la civilisation de l'Islam... Une manière d'aller au-delà de l'actualité qui compense l'impossibilité d'agir par la volonté de comprendre.

# GEO Magazine d'exception.

OPPOSITION Le RPR est embarassé par les déclarations de son ancien secrétaire général, Jean-François Mancel, président du conseil général de l'Oise, qui s'est dit prêt à accepter

les voix du Front national. Certains dirigeants du parti espèrent que M. Mancel sera sanctionné, dans son canton, par les électeurs. Philippe Séguin continue à retourner contre la

gauche l'accusation de complaisance envers l'extrême droite. EN PICARDIE, la question de l'alliance avec le Front national se pose à la droite au niveau du conseil régional et des

conseils généraux de l'Oise et de l'Aisne. François-Michel Gonnou (UDF) estime que l'accord est déjà implicitement acquis. DEUX PERSONNALITÉS de l'opposition, Alain Juppé et Jean-

Pierre Raffarin, ont pour la première fois, vendredi 6 mars, associé Jacques Chirac à la campagne en appelant les électeurs à lui manifester leur soutien (lire aussi notre éditorial page 13).

La droite tente de minimiser la menace d'accords avec le Front national

Les déclarations de Jean-François Mancel (RPR), prêt à accepter les voix du Front national en Picardie, comme Philippe Vasseur (UDF) dans le Nord, embarrassent les dirigeants de l'opposition, qui ne sont pas sûrs de parvenir à contrôler le comportement de leurs élus

À TOUS LES ÉTAGES de la rue de Lille, siège de la direction nationale du RPR, la « sortie » de Jean-François Mancel a jeté la consternation. Jamais encore, un dirigeant du mouvement gaulliste n'avait exposé, par le menu, l'intérêt qu'il y aurait à accepter le « concours » d'un parti qu'Alain Juppé avait qualifié, en septembre 1996, de « raciste, antisémite et xénophobe ».

De jeunes permanents, qui avaient été choqués, au printemps, par le frottement brutal de leur ancien patron, étaient abasourdis. Les plus compassés, qui savent que M. Mancel est en difficulté dans son département de l'Oise, trouvaient, au minimum, que le moment choisi pour jeter une passerelle avec les amis de M. Le Pen, était particulièrement mal venu.

vejdian, député des Hauts-de-Seine, assurait que ceux qui passeraient des accords avec le FN « peuvent s'attendre à subir le même sort » que les candidats dissidents du RPR, exclus d'autorité par M. Séguin.

RISQUE DE CONTAGION

Pourtant, tout au long de la journée de vendredi, où il s'est rendu successivement à Yerres (Essonne), à Saucerre (Cher), à Toulouse et à Bordeaux, le président du RPR a évité d'aborder en public ce grave manquement à la ligne qu'il défend avec obstination. « A quelques jours d'une élection, il est toujours intéressant de faire monter le Front national, en organisant de belles manifestations », a affirmé M. Séguin à Toulouse, en faisant référence à l'imposante manifestation anti-FN qui avait eu lieu, la veille, dans la ville, à l'occasion d'une réunion publique de Jean-Marie Le Pen.



Front national ». En fait, la direction du RPR s'est donné un temps de réflexion. Elle n'a pas intérêt à gonfler l'événement en faisant de M. Mancel une sorte de victime avant les élections cantonales des 15 et 22 mars. En cas d'élection de M. Mancel et de compromission effective de sa part avec le FN, l'exclusion du faitif n'aurait que plus d'éclat. En revanche, un échec personnel de l'ancien secrétaire général du RPR témoignerait

avantageusement, pour la nouvelle direction du Rassemblement, de l'inefficacité de la tactique du sauve-qui-peut. Les dirigeants du RPR ont aussi le souci de limiter les risques de contagion. Car, comme le dit le président sortant du conseil général de l'Oise, « d'autres, qui n'ont pas s'exprimer, viendront » à la stratégie qu'il défend. M. Mancel n'est pas seul, en effet. Devant le club de la presse de Dijon, le maire

d'Auxerre, Jean-Pierre Soisson, tête de liste de l'opposition dans l'Yonne, a ainsi expliqué, vendredi, que « les droites ne reviendront au pouvoir que si elles sont capables de régler [le] problème de leurs rapports avec l'extrême droite ». L'ancien ministre « d'ouverture » de François Mitterrand, qui avait été élu président du conseil régional de Bourgogne, en 1992, avec l'appui du Front national et qui brigue à nouveau cette fonction, a estimé que ce « mouvement à long terme prendra peut-être dix ou quinze ans ».

« VOTE QUI VEUT »

De son côté, Charles Pasqua a apporté son soutien à Philippe Vasseur, tête de liste de l'opposition dans le Pas-de-Calais, lequel, comme M. Mancel, ne cesse d'affirmer qu'il est prêt à accepter les voix des élus du Front national lors de l'élection du président du conseil régional. Tout en réaffirmant que la droite parlementaire ne négocierait pas avec le Front national, M. Pasqua a déclaré : « Les gens qui veulent voter pour nous, ça les regarde, dès lors que nous n'avons rien concédé en échange ». « Vote qui veut », précise l'un des proches de M. Pasqua pour expliquer la position de l'ancien ministre de l'Intérieur, selon laquelle la droite recuse tout accord politique avec le FN, ne de-

mande pas ses voix, mais ne les refuse pas pour autant.

Il y a là une différence d'appréciation avec l'attitude énoncée, avec constance, depuis trois mois, par Edouard Balladur, qui ne sera pas candidat à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France s'il ne dispose pas, au minimum, d'une majorité relative. Soumé dans la polémique ouverte par ses adversaires socialistes d'aller encore plus loin dans cette démarche, l'ancien premier ministre ne peut évidemment pas prendre un pareil engagement au nom de l'ensemble des futurs élus RPR et UDF de la région. Mais il a déjà envisagé la parade qu'il lui faudrait mettre en œuvre si un quelconque élu de M. Mancel devait se manifester : le groupe « balladurien » serait alors fermement prié de déjouer la manœuvre, de sorte que, même avec le renfort des élus lepénistes, l'intérêt ne puisse pas obtenir de majorité.

Le Front national, pendant ce temps, ne cesse d'enfoncer le clou. M. Le Pen s'est fait tout miel, sur RTL : « Nous ne demandons pas une alliance, nous demandons à être respectés ». « La droite se laisse acculer au suicide politique parce que la gauche lui impose une espèce d'oukase, d'intérêt à s'allier au FN », a-t-il encore affirmé.

Jean-Louis Saux

En Picardie, une alliance conclue « dans le non-dit »

BEAUVAIS de notre envoyé spécial Si Charles Baur (UDF-FD), président de la région Picardie, se refuse à en parler, Jean-François Mancel (RPR), président du conseil général de l'Oise, ne s'en cache pas :

REPORTAGE « Le problème n'est pas de coopérer avec Le Pen, mais de battre la gauche », pour M. Mancel

Il accueillera sans état d'âme les voix du Front national. D'abord pour conserver son canton de Noailles, le 22 mars, puis celles des élus FN qui pourraient faire leur entrée à l'Assemblée départementale, pour en rester le président.

Depuis le lendemain de sa défaite aux législatives, M. Mancel, conseiller général depuis 1979, patron du département depuis 1985, sillonne son canton, conscient que ses fonctions de secrétaire général du RPR l'en avaient éloigné. « J'ai toujours été majoritaire dans ce canton, quelles que soient les circonstances », se rassure-t-il. Aux législatives, il y a en effet devancé de 193 voix Béatrice Marre (PS), qui lui a succédé à l'Assemblée nationale, alors que le reste de la circonscription l'avait désavoué.

Dans les vingt cantons renouvelables de l'Oise, les législatives ont donné au FN de 15,7 % à 32,4 %, record atteint par le canton de Noyon, où se présente aujourd'hui Pierre Descaves, par ailleurs tête de liste aux régionales. « Nous avons fait une moyenne de 22 % aux législatives, j'ai fixé la barre à 25 % », annonce Michel Guinot, secrétaire départemental du FN, qui estime que ses candidats seront en mesure de se

maintenir dans quinze ou seize cantons, voire de devancer les candidats de droite à Noyon, Creil-Nogent, Mouy et Beauvais-Nord-Est.

Ces calculs, M. Mancel les a faits lui aussi. « La présence du FN nous a fait perdre les législatives, il faut montrer à son électorat qu'on le prend en compte », déclare-t-il, montrant son matériel de campagne consacré exclusivement à la sécurité. Et si l'électorat ne se laisse pas convaincre, M. Mancel ne voit aucun inconvénient à accueillir des conseillers généraux FN dans sa majorité. « J'ai tenu un langage anti-FN en tant que responsable national du RPR. Je pense aujourd'hui que c'est un débat qu'on ne peut pas régler schématiquement », poursuit-il, s'affirmant convaincu que « le problème aujourd'hui n'est pas de coopérer avec Le Pen, mais de battre la gauche », et qu'« il est possible de trouver des points de rencontre avec des élus du FN sans succomber aux travers idéologiques de certains de leurs dirigeants ».

EN POSITION DE FORCE

Depuis un an, un élu FN siège déjà au conseil général de l'Oise, en la personne de Guy Desessart, proche du président converti au lepénisme à grands renforts de publicité, puisque M. Le Pen était venu lui-même lui remettre sa carte d'adhérent. M. Mancel admet avoir retiré « pour marquer le coup » ses délégations à M. Desessart, dont le canton n'est pas renouvelable, mais il le considère comme membre de la majorité « puisqu'il vote le budget ».

La gauche de l'Oise voit dans cet épisode le premier signe tangible d'une alliance qui lui paraît se déclinier dans l'ensemble de l'Oise. « Les quatre cantons sensibles, où Mancel préfère visiblement un FN à un élu de toute autre couleur politique, sont comme par hasard ceux où se présentent les quatre premiers de la liste d'extrême droite aux régionales », note Thibaut Viguière (PS), candidat à Crévecoeur et proche du maire socialiste de Beauvais, Walter Amsallem, lui-même tête de la liste de gauche aux régionales. A Beauvais-Nord-Est, abandonné par Olivier Dassault, le RPR a investi un candidat MPF peu connu, laissant le champ libre à un duel PS-FN. La gauche y voit un geste de M. Mancel envers le FN, celui-ci préférant réserver que M. Mancel a mis à un MPF pour éviter d'en avoir un dans son

propre canton... Le président du conseil général est attaqué sur tous les fronts. Jusqu'à présent à la tête d'une majorité plus que confortable, il va devoir gérer une percée de la gauche, à la faveur d'une série composée de 17 cantons renouvelables pour la droite, contre 3 pour la gauche, qui devrait augmenter son capital de 12 élus. « Il nous faudrait 9 sièges pour devenir majoritaire, j'en compte 7 sûrs et 4 possibles », calcule la très optimiste M<sup>me</sup> Marre, adversaire de M. Mancel à Noailles.

L'UDF de l'Oise a profité de l'affaiblissement de M. Mancel pour obtenir trois « successions » faciles à Lassigny, Senlis et Chantilly. « L'arithmétique qui sortira des urnes devrait faire de l'UDF, qui ne comptait qu'un élu, un groupe charnière », estime l'ancien député François-Michel Gonnou (UDF-DL), satisfait des négociations avec le RPR tant aux régionales (parité parfaite sur les huit premiers) qu'aux cantonales. M. Mancel doit aussi se garder du sénateur Alain Vasselle (RPR), qui ne se cache pas de briger la présidence du département, et d'un autre poids lourd du RPR, le député et maire de Compiègne Philippe Martini, qui voudrait contrôler la fédération.

« Je saurai lors du dépôt des candidatures pour le second tour des cantonales s'il y a une alliance droite-FN pour la présidence de la région », affirme M. Amsallem, lui-même candidat à cette présidence. « Régionales et cantonales, c'est pour nous la même campagne. S'il doit y avoir des négociations avec la droite, je mettrai tout dans le même paquet », confirme M. Guinot. Le département voisin de l'Aisne, où le FN est aussi en forte progression, risque de passer à gauche, tout comme la région. C'est dire si le FN est en position de force par rapport à M. Baur, tête de liste RPR-UDF dans l'Aisne. Le président, qui a déjà géré la Picardie avec le FN de 1985 à 1992, se réfugie, pour éviter le sujet, dans un discours incantatoire selon lequel « le RPR et l'UDF auront la majorité relative, grâce à un bon bilan ». M. Gonnou, plutôt hostile, comme la droite de la Somme, à un tel accord, pense que celui-ci est scellé, mais « dans le non-dit, tout comme une éventuelle présidence communiste si la gauche regagnait la Picardie ».

Pascal Sauvage

Le Conseil constitutionnel valide le « 49-3 régional »

LA COURSE de lenteur engagée par le Sénat a été perdue : vendredi 6 mars, le Conseil constitutionnel a validé la loi réformant le fonctionnement des conseils régionaux pour faciliter la gestion d'un président ne disposant que d'une majorité relative. Fruits de propositions de lois émanant de députés de droite comme de gauche, ce texte ne plaisait guère à la majorité sénatoriale, qui a tout fait pour en retarder l'adoption (Le Monde du 27 février).

Le nouveau dispositif contient deux dispositions. Le premier oblige tout candidat à la présidence d'une assemblée régionale à présenter « une déclaration écrite présentant [ses] grandes orientations politiques, économiques et sociales ». Cela, bien entendu, peut compliquer la préparation d'une alliance discrète entre la droite républicaine et le Front national. Or le Sénat n'a pas voulu en entendre parler, au point que c'est à cause de cette obligation qu'un accord n'a pu être trouvé entre les deux Chambres du Parlement, ce qui a obligé le gouvernement à faire trancher l'Assemblée nationale en dernier ressort.

RÉTICENCES SÉNATORIALES

La seconde disposition prévoit que, si un budget est refusé par le conseil régional, le président de celui-ci peut, avec l'accord de son bureau, en présenter une nouvelle version et que celle-ci est considérée comme approuvée sauf si une « motion de renvoi » - c'est-à-dire de défiance - est adoptée par une majorité absolue des membres de l'assemblée. En clair, un président minoritaire ne sera plus obligé de négocier avec les groupes charnières le vote de son budget en échange de quelques concessions. Or, de cela, l'ex-

trême droite s'est fait une spécialité dans plusieurs régions tout au long de la mandature qui s'achève.

Si, au Palais-Bourbon, la gauche et le RPR ont facilement trouvé un terrain d'accord, il n'en a pas été de même au Palais du Luxembourg, où la droite a traîné des pieds au point de créer un incident grave, sur l'ordre du jour, avec le gouvernement le 19 novembre. Finalement, le Sénat n'a voté ce texte en première lecture que le 18 décembre. Pour les navettes, il a aussi pris tout son temps, dans l'espoir, à peine caché, que cette loi ne pourrait pas être promulguée avant le scrutin régional, ce qui l'aurait rendu inapplicable pour l'élection des présidents des nouveaux conseils régionaux, vendredi 20 mars.

Les députés s'étant prononcés définitivement le 25 février, un groupe de sénateurs UDF, associés à quelques RPR, conduit par Paul Girod, élu UDF de l'Aisne, un des trois départements de la région Picardie, a attendu le 3 mars pour saisir le Conseil constitutionnel. Il pouvait, à l'encore, espérer que, le temps de l'installation des nouveaux membres - le Conseil disposait d'un mois pour se prononcer -, la décision n'interviendrait qu'au-delà du 20 mars. Il n'en a rien été. Dès vendredi, les gardiens de la Constitution se sont réunis, sous la présidence de Roland Dumas, et ont balayé les arguments des sénateurs en observant, notamment, que ce texte, bien loin de restreindre la « libre administration » des régions, rend ce principe constitutionnel « plus effectif ». Il ne manque plus que la promulgation de cette loi par le président de la République. Elle ne saurait tarder.

Thierry Bréhier

Jean-Pierre Raffarin et Alain Juppé appellent les électeurs à soutenir Jacques Chirac

HARO sur le défaitisme ! Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-DL) sortant du conseil régional de Poitou-Charentes, vient d'écrire à tous les candidats RPR et UDF aux élections régionales pour les inciter à faire preuve de davantage de pugnacité dans la dernière semaine qui précède le scrutin du 15 mars. Prenant le contre-pied de la relative démoralisation perceptible ces derniers jours dans l'opposition, l'ancien ministre affirme à ses collègues que « la victoire est accessible pour ceux qui se battent », « pour ceux qui réussiront à mobiliser leurs électeurs, notamment avec un langage positif tourné vers l'avenir ».

M. Raffarin relève que, selon le sondage d'Ifops publié par Le Point (daté 7 mars), « la gauche "plurielle" et les divers gauches ont perdu plus de 2 points par rapport aux dernières élections législatives », tandis que « l'UDF, le RPR et les divers droite gagnent plus de 2 points ».

« Notre seul adversaire, c'est le pessimisme », ajoute l'ancien ministre, avant d'en appeler à « l'exemple de Jacques Chirac » pour demander à ses amis qu'ils s'engagent dans la campagne avec « énergie et conviction ».

« MAJORITÉ DÉSORDONNÉE »

Le reproche implicite de se résoudre sans combattre à une défaite s'adresse d'abord aux autres dirigeants de la droite et, en particulier, à ceux de l'UDF. C'est en tant que sénateur de la Vienne et candidat aux régionales que le vice-président de Démocratie libérale s'est adressé aux candidats de l'opposition. « Si l'on se mobilise, et si l'on garde le cap républicain, l'enjeu est tout à fait jouable », a affirmé au Monde M. Raffarin.

Surtout, M. Raffarin est le premier, à droite, à introduire dans la campagne l'argument du soutien au chef de l'Etat, dernière lequel il

s'était rangé lors de l'élection présidentielle de 1995. Depuis lors, M. Raffarin entretient avec M. Chirac des relations de proximité.

Vendredi soir, dans le cadre d'un meeting commun à Bordeaux avec Philippe Séguin, président du RPR, Alain Juppé lui a emboîté le pas, lançant un appel à l'union derrière M. Chirac. « Nous ne devons pas oublier que Jacques Chirac a besoin du soutien et de l'amitié du peuple de France au plus profond de chacune de nos régions. C'est cela aussi qui est en jeu le 15 et le 22 mars prochains », a déclaré l'ancien premier ministre. Le maire de Bordeaux a aussi invité les électeurs à « faire échec à la manœuvre d'un seul parti sur tous les leviers de commande départementaux et régionaux », dénonçant « la majorité plurielle, qu'on devrait appeler majorité désordonnée ».

Cécile Chambraud

CAVE A VIN SANS MOTEUR. CONSERVATION ET BIEN-ÊTRE. RÉGULATION DE LA TEMPÉRATURE. HUMIDITÉ CONTRÔLÉE. NOUVEAU SÉRIEUX. NORDING. CATALOGUE GRATUIT (33) 04-68-50-04-05

La gauche p... aux élections

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## Martine Aubry prône la vigilance sur les droits des femmes

La ministre s'est engagée à « éviter » toute rupture de stocks de RU 486

A la veille de la Journée internationale des femmes, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a, vendredi 6 mars, annoncé un certain nombre de mesures destinées à améliorer le dispositif actuel de maîtrise de la fécondité. Elle s'est engagée à ce qu'il n'y ait pas de rupture de stocks de pilule abortive (RU 486).

EN PRÉLUDE à la Journée internationale des femmes, Martine Aubry a mis en garde, vendredi 6 mars à Cergy (Val-d'Oise), contre tout « retour en arrière ». « Les droits des femmes ne sont jamais acquis, a-t-elle déclaré. Rien n'est gagné. Il y a même des hommes et des femmes politiques qui continuent à s'exprimer ouvertement contre l'IVG. » Accompagnée de la déléguée interministérielle aux droits des femmes, Geneviève Fraisse, la ministre de l'emploi et de la solidarité a annoncé que le gouvernement allait mettre en place un plan d'actions répondant aux insuffisances constatées aujourd'hui dans le dispositif de maîtrise de la fécondité.

Concernant le RU 486, la pilule abortive, Martine Aubry a déclaré que « les pouvoirs publics s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour éviter toute rupture de stocks et assurer la continuité de sa fabrication ». Après les déclarations du professeur Etienne-Emile Baulieu, qui avait mis en doute la capacité du laboratoire pharmaceutique Escalyn de produire cette molécule, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, avait demandé une enquête à l'Agence du médicament. Martine Aubry a révélé que les premières conclusions de l'enquête permettaient de « ne plus avoir d'inquiétude quant aux stocks existants mais qu'il demeurerait des questions quant à la fabrication ».

Au sujet du remboursement par la Sécurité sociale des pilules de troisième génération, le gouvernement attend pour la fin du mois de mars le rapport du professeur Spira sur les bénéfices attendus de ces moyens de contraception. Des né-

gociations pourront alors être engagées avec les laboratoires pharmaceutiques pour leur demander d'en baisser le prix. Les fabricants qui accepteraient pourraient être autorisés à faire de la publicité sur ces produits, a annoncé Martine Aubry. La ministre a fortement critiqué l'attitude de certains laboratoires qui « distribuent gratuitement aux centres d'information sur la contraception des échantillons de pilules de troisième génération. Les femmes s'habituent à ce type de pilules, les plus chères du marché, et ont l'impression qu'elles ne peuvent en changer ».

### Améliorer l'offre publique en ce qui concerne les centres d'IVG

La même négociation sera engagée avec les fabricants de stérilisants en cuivre : il va leur être demandé de baisser le prix de chaque unité en échange d'une meilleure prise en charge par la Sécurité sociale. Pour l'instant, ce moyen contraceptif utilisé par 16 % des femmes n'est remboursé qu'au quart de son prix, pour les modèles les moins onéreux.

La ministre de l'emploi et de la solidarité a rappelé qu'une campagne d'information sur la contraception sera prochainement lancée auprès des jeunes. « Il faut surtout redire aux jeunes filles que le préservatif, c'est bien, mais que ce n'est pas suffisant pour la contraception », a déclaré Martine Aubry,

inquiète de l'augmentation des avortements chez les jeunes. Une mission de réflexion a été confiée au professeur Nisand sur le fonctionnement des centres d'IVG. « L'objectif est d'améliorer l'offre publique », a déclaré la ministre.

La veille, lors d'un débat organisé par l'Association nationale des centres d'IVG et de contraception (Anccic), la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadaac) et le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), le docteur Paul Cesbron avait dénoncé le manque de moyens des centres d'orthogénie. « Nous ne pouvons recevoir l'ensemble des femmes qui veulent avorter, avait déclaré le président de l'Anccic. Cette carence du secteur public oblige les femmes à faire un long circuit et, de ce fait, certaines dépassent les délais. Sur la région parisienne, seule une IVG sur trois se fait à l'hôpital. Les autres ont lieu dans des cliniques privées. Ces établissements appliquent leurs propres critères : certains refusent de pratiquer plusieurs avortements à une même femme ; d'autres obligent les parents des mineurs à être présents au moment de l'intervention. » L'Anccic réclame des moyens, un statut pour les médecins et l'autonomie des centres d'IVG.

Enfin, lors de sa visite à la Maison des femmes de Cergy, Martine Aubry a annoncé qu'une circulaire était en préparation avec le ministère de la justice pour que soit mieux coordonnée l'action de la police, de la justice et des associations dans les cas de violences dont sont victimes les femmes.

Michèle Aulagnon

## Les policiers de la BRB démantèlent une bande de braqueurs

Vingt-deux personnes ont été interpellées

À CHAQUE FOIS, cela ressemblait à une opération à la précision quasi-militaire. Les hommes sont en combinaison noire, le visage masqué par des cagoules. Ils agissent en petits groupes coordonnés, où chacun, guetteur ou assaillant, connaît son rôle. Ils sont lourdement armés, de lance-roquettes, d'explosifs, de fusils d'assaut Kalachnikov AK 47, et visent, le plus souvent, le même objectif : un fourgon blindé de transport de fonds. Trois braquages leur sont déjà attribués à coup sûr, peut-être un quatrième, et le total du butin est estimé par la police à près de 50 millions de francs.

Mercredi 4 mars, les policiers de la Brigade de répression du banditisme (BRB), qui dirigeaient l'enquête, ont poussé un soupir de soulagement. En quatorze points différents de la région parisienne, ils ont interpellé, sans dommage, vingt-deux personnes, dont Ferdinand, le chef, à Athis-Mons (Essonne), jeudi soir, onze d'entre elles ont été défilées au parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis), qui a ouvert une information pour « tentative d'homicide sur un agent de la force publique », « vol à main armée en bande organisée » et « blanchiment d'argent ». Et neuf ont été présentées au juge Baudouin Thouvenot en charge de l'instruction. Seuls deux membres du groupe identifiés par la police ont échappé aux arrestations.

Les enquêteurs de la BRB sont arrivés tardivement sur le dossier. Lorsqu'ils sont saisis de l'affaire, le groupe vient de commettre, le 4 juillet 1997, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), sa seconde attaque à main armée. Celle-ci tourne mal. La bande échange des coups de feu

avec des gardiens de la paix. L'un des siens est blessé. Tous parviennent tout de même à s'enfuir, avec 2,7 millions de francs. Un renseignement va, un peu plus tard, permettre aux policiers d'identifier l'un des trois « financiers » de l'équipe. Des recherches sont effectuées sur les comptes de ce gérant d'un bar de Compiègne (Oise) qui se charge de blanchir l'argent, en compagnie du gérant d'une société de bâtiment. Les deux hommes achètent des pavillons en région parisienne, des voitures, prennent des participations dans des restaurants et des boîtes de nuit.

FERNAND ET SES DEUX FRÈRES Avant Villepinte, il y a eu Bondoufle, le 8 juin 1997. Après, il y aura Nolsiel-Lognes en Seine-et-Marne, le 9 janvier. Cette fois, la bande de Fernand, décrit comme un homme dur, qui, avec ses deux frères, « fait peur aux autres », s'empare de 25 millions de francs. Mais les hommes de la BRB sont sur ses traces. Les enquêteurs pensent avoir découvert l'existence d'un troisième « financier », un cadre dans une succursale lyonnaise de la banque britannique Barclays. Celui-ci aurait accordé à ses complices présumés des prêts que ceux-ci remboursaient avec l'argent des braquages. Il aurait empêché au passage une commission.

Selon la banque, l'employé aurait été remis en liberté. Il gérait bien le compte de l'une des personnes impliquées, mais ne lui aurait jamais accordé la moindre prêt. Les mouvements sur ce compte se sont d'ailleurs limités à quelques milliers de francs.

Pascal Ceaux

### DÉPÊCHES

■ JUSTICE : Pascal Tirach, professeur certifié de catalan à l'université de Perpignan et auteur présumé d'un texte publié dans le carnet nécrologique de *L'Indépendant de Perpignan*, a été placé sous mandat de dépôt, vendredi 6 mars. Ce faux avis annonçait « un départ pour d'autres horizons... » de Bernard Bonnet, ancien préfet des Pyrénées-Orientales et aujourd'hui préfet de la région Corse où il a succédé, le 11 février, à Claude Erignac, assassiné quelques jours plus tôt. Pascal Tirach comparaitra en citation directe, lundi 9 mars. — (Corresp.)

■ Un ressortissant égyptien, accusé d'avoir jeté à la mer un jeune couple, en 1983, au large du Cap-Vert, a été acquitté, vendredi 6 mars, par la cour d'assises des Côtes-d'Armor. L'avocat général avait requis la réclusion criminelle à perpétuité contre Ibrahim Al-lam, âgé de trente-neuf ans. L'accusé a toujours nié être à l'origine de la disparition du couple, affirmant que celui-ci était tombé à la mer lors d'une tempête. Malgré son lourd casier judiciaire (deux meurtres), et l'aveu, lors des débats, qu'il n'y avait pas eu de tempête le jour des faits, les jurés ont estimé que le doute devait lui bénéficier.

■ ÉDUCATION : le conseil supérieur de l'éducation (CSE) a voté, jeudi 5 mars, le projet d'arrêté modifiant les vacances d'hiver 1999, qui commenceront en fin de semaine et non un mercredi. Le 2 octobre 1997, Ségolène Royal avait déjà proposé un changement en ce sens pour les congés d'hiver de cette année (*Le Monde* du 4 octobre 1997). En 1999, les écoliers de la zone A partiront du 12 février au 1<sup>er</sup> mars ; ceux de la zone B, du 5 février au 22 février ; ceux de la zone C, du 19 février au 8 mars.

■ FAIT DIVERS : un incendie a ravagé, dans la nuit de vendredi à samedi, le centre social du quartier des « 408 » à Besançon. Selon les premières constatations, le sinistre pourrait être d'origine criminelle, car plusieurs foyers se sont déclarés en même temps et des inscriptions ont été retrouvées sur une porte. Ce centre social avait déjà brûlé en 1997.

## Les innovations techniques sont à la Fnac

La Fnac vous invite à découvrir en avant première européenne le tout nouveau triple lecteur DVD Pioneer. Ce modèle unique, vous offre la possibilité d'utiliser tous les formats de disques laser : CD audio, laserdiscs vidéo et DVD vidéo, pour votre plus grand plaisir.

Vous pourrez ainsi enrichir votre vidéothèque avec le support numérique DVD, tout en conservant la possibilité de lire vos films en laserdisc.

Le lecteur DVD Pioneer est en démonstration dans toutes les Fnac, au rayon Hi-Fi, du 9 au 24 mars.



fnac

AFFAIRES Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères, est convoqué, mercredi 18 mars, par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, chargés d'instruire les différents volets

de l'affaire Elf. Cette convocation - qui nous a été confirmée par M. Dumas - ne mentionne pas le mot de mise en examen, mais elle précise que le président du Conseil constitutionnel devra

se rendre au cabinet des juges, au palais de justice de Paris, afin que lui soient « notifiés les faits qui [lui] sont reprochés ». Il devrait alors être mis en examen. Vendredi soir 6 mars, M. Du-

mas a été reçu par le président de la République, Jacques Chirac, à l'Élysée. Interrogé par Le Monde, Roland Dumas a confirmé cette rencontre, mais n'a pas souhaité en révéler la teneur. A

propos de son éventuelle démission de la présidence du Conseil constitutionnel, il nous a simplement déclaré : « C'est un problème que je ne me pose pas. »

# Roland Dumas est convoqué le 18 mars pour être mis en examen

## Le président du Conseil constitutionnel a reçu, ces derniers jours, une convocation des juges Joly et Vichnievsky. Il s'est entretenu, vendredi soir, avec Jacques Chirac. « C'est un problème que je ne me pose pas », déclare-t-il au « Monde » à propos de son éventuelle démission

ROLAND DUMAS a reçu, durant la semaine écoulée, une convocation des juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky. Elle précise qu'il devra se rendre en leur cabinet, au palais de justice de Paris, mercredi 18 mars, afin que lui soient « notifiés les faits qui [lui] sont reprochés ».

Le président du Conseil constitutionnel nous a lui-même confirmé, samedi matin 7 mars, cette information. Même si le courrier ne mentionne pas explicitement une « mise en examen », c'est bien de cela qu'il s'agit. La date de cette convocation a fait l'objet d'une négociation amiable entre les juges et les avocats de M. Dumas. D'abord envisagée pour la semaine prochaine, elle a été reportée de huit jours, M. Dumas de-

vant subir entre-temps une légère intervention chirurgicale.

Cette situation nouvelle relance inévitablement le débat sur le maintien de M. Dumas à la présidence de l'institution censée garantir les lois et les principes fondamentaux de la République. C'est sans doute pour cette raison que M. Dumas a été reçu, vendredi soir, par Jacques Chirac à l'Élysée. Confirmant également au Monde cette entrevue, M. Dumas se refuse à en dire la teneur : « Je ne commente jamais mes entretiens avec le président de la République », nous a-t-il déclaré.

Comme nous lui demandions s'il pensait compatible une mise en examen et sa fonction de président du Conseil constitutionnel, il nous a répondu : « C'est un pro-

blème que je ne me pose pas. »

A la présidence de la République, on ne démentait pas, samedi matin, cette rencontre, mais on s'en tenait à cette formule lapidaire : « L'Élysée ne fait aucun commentaire ». Cependant, il est difficilement imaginable que la question d'une éventuelle démission n'ait pas été évoquée, les enjeux de M. Dumas avec la justice risquant forcément de porter atteinte au crédit de l'institution essentielle qu'est le Conseil constitutionnel.

Avant de se rendre à ce rendez-vous à la présidence, M. Dumas avait présidé, vendredi après-midi, une réunion du Conseil constitutionnel. Ouvrant la séance à 14 heures, il a prononcé cette phrase : « Est-ce que vous avez vu

Le Monde », faisant allusion aux informations sur l'affaire Elf de notre édition du 7 mars, dans laquelle il s'expliquait également sur des importants dépôts de sommes en espèces sur son compte bancaire parisien. Aucun des membres du Conseil n'ayant encore lu Le Monde, il n'y eut aucun commentaire. Peu après 16 heures, à la fin de la séance, M. Dumas a simplement confié à l'un des membres du Conseil qu'il allait « voir Jacques ».

Selon nos informations, M. Dumas devrait être mis en examen, le 18 mars, pour « recel » ou pour « complicité d'abus de biens sociaux ». Cette mise en examen intervient dans le cadre de l'instruction pour « abus de biens sociaux, recel et complicité », ouverte

en novembre 1997 et distincte du tentaculaire dossier Elf. Ce dossier vise le train de vie fastueux de Christine Deviers-Joncour, ancienne salariée du groupe Elf-Aquitaine, puis collaboratrice de M. Dumas dont elle fut une proche amie. L'instruction concerne notamment les conditions de l'acquisition en 1992 par M<sup>me</sup> Joncour, avec l'aide de Gilbert Miara, d'un appartement de 320 mètres carrés, rue de Lille à Paris, pour 17,5 millions de francs. L'enquête a établi que cette somme provenait des comptes suisses dont M<sup>me</sup> Joncour était l'ayant droit et sur lesquelles Elf lui a versé au total 59 millions.

La gestion de cet appartement fut confiée à une société civile immobilière (SCI), créée pour l'occasion, dotée d'un capital de 10 000

francs et partagée entre M<sup>me</sup> Joncour (30 %) et un homme d'affaires italien résidant en Suisse, à Lugano, Carlo Pagani (70 %). M. Miara avait signé, pour le compte de l'une des sociétés gérées par M. Pagani, l'immatriculation à Costa-Rica, la promesse de vente initiale de l'appartement. Il avait ensuite présenté à M<sup>me</sup> Joncour l'avocat Bernard Lagarde, qui devait rédiger les statuts de la SCI avant la transaction finale chez le notaire.

### Dès lors que le soupçon figure au dossier d'instruction, M. Dumas ne peut plus être entendu comme simple témoin

Selon nos informations, les juges Joly et Vichnievsky seraient en possession d'éléments permettant d'impliquer M. Dumas dans la procédure ayant conduit à l'acquisition de cet appartement. L'actuel président du Conseil constitutionnel, selon un témoignage, aurait été présent lors d'une réunion entre M<sup>me</sup> Joncour, M. Miara et un avocat, et, à cette occasion, aurait donné quelques conseils sur le montage juridique.

Dès lors que ce soupçon figure au dossier d'instruction, M. Dumas ne peut plus être entendu comme simple témoin, sauf à léser les droits de la défense. Sa mise en examen est donc devenue inévitable. Les avocats du président du Conseil constitutionnel - qui ne le sera peut-être plus le 18 mars - envisageraient de soulever le problème de la compétence des deux juges d'instruction. Ils pourraient plaider que M. Dumas était ministre des affaires étrangères à l'époque des faits, en 1992, sa mise en cause relève de la Cour de justice de la République.

Services Société et France

## D'importantes sommes en espèces et d'obscurs circuits bancaires

● 4 novembre 1997. Le parquet de Paris ouvre une information judiciaire contre X... pour « abus de biens sociaux, recel et complicité », confiée aux juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky. Cette information vise à éclaircir les conditions d'embauche par Elf d'une femme proche de Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel et ancien ministre des affaires étrangères.

● 7 novembre 1997. Cette femme, Christine Deviers-Joncour, est mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » et écartée. Elle est soupçonnée d'avoir bénéficié, de 1990 à 1993, d'un emploi de complaisance au sein du groupe Elf-Aquitaine. Les enquêteurs s'interrogent également sur les conditions d'acquisition de l'appartement parisien qu'elle occupe, rue de Lille, acheté 17 millions de francs en 1992.

● 15 novembre 1997. Le Monde révèle que les juges enquêtent sur l'entourage de Roland Dumas.

● 2 décembre 1997. L'intermédiaire Gilbert Miara est mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux ». Entendu par les deux magistrats, il affirme qu'au début de l'année 1992, soit quelques mois après la signature du marché des frégates de Thomson à Taiwan, M<sup>me</sup> Deviers-Joncour aurait perçu 45 millions de francs, versés par Alfred Stirven, ancien responsable d'Elf. Selon M. Miara, une partie de cette somme aurait permis d'acheter l'appartement de la rue de Lille.

● 5 décembre 1997. Roland Dumas écrit au procureur de la République de Paris, Ga-

brriel Bestard, pour lui demander de saisir la Cour de justice de la République, juridiction compétente pour juger des ministres ayant commis des crimes ou des délits dans l'exercice de leurs fonctions. M. Dumas proteste contre « la campagne de calomnies destinée à [le] compromettre à l'occasion d'une affaire actuellement à l'instruction de M<sup>me</sup> le juge Eva Joly ». L'ancien ministre ajoute : « Je ne crains aucun débat public dès lors qu'il est conduit par les juridictions du pays auquel tout citoyen peut être appelé à rendre compte. Je ne tolère pas, en revanche, que, pour des motifs obscurs et en violation de la loi, on cherche à nuire à ma personne, à mon action passée et à la fonction que j'ai l'honneur d'exercer ».

● 8 janvier 1998. M<sup>me</sup> Deviers-Joncour est à nouveau mise en examen pour « complicité de tentative d'escroquerie ». Elle est suspectée d'avoir joué un rôle dans l'affaire de la vente des frégates à Taiwan.

● 25 janvier 1998. Une longue enquête du Monde révèle que, fin 1997, les juges Joly et Vichnievsky ont envisagé d'ordonner une perquisition chez M. Dumas.

● 27 janvier 1998. Les juges Joly et Vichnievsky conduisent deux perquisitions au domicile et au cabinet d'avocat de M. Dumas. Le même jour, des policiers se rendent dans la résidence secondaire que celui-ci possède en Gironde ainsi que dans les appartements privés dont il dispose au Conseil constitutionnel. Les juges cherchent à savoir s'il existe un lien entre M. Dumas et la commission de 45 millions de francs perçue

par son amie Christine Deviers-Joncour. La justice étudie les comptes bancaires de l'ancien ministre. D'importantes versements en espèces sont signalés.

● 28 janvier 1998. La garde des sceaux, Elisabeth Guigou, estime « normal » que les juges « développent leurs investigations ».

● 29 janvier 1998. Dans un communiqué diffusé par ses avocats, M. Dumas « confirme solennellement être étranger aux affaires Elf et Thomson ». Le texte précise que « toute allusion à une confusion entre ses activités de ministre et d'avocat relève de la malveillance, voire de la diffamation ». Parallèlement, le parquet de Paris délivre aux juges d'instruction un nouveau réquisitoire supplétif sur des faits de « recel d'abus de biens sociaux ». Cette extension de leur saisine est relative aux salaires versés à une quarantaine de personnes par une filiale suisse du groupe pétrolier Elf-Aquitaine International (EAI).

● 11 février 1998. Les avocats de M<sup>me</sup> Deviers-Joncour dénoncent un « chantage judiciaire ». M<sup>me</sup> Philippe Lemaire déclare : « M<sup>me</sup> Joncour a été entendue sept fois, elle s'est expliquée. Il est clair que les juges voudraient qu'elle dise qu'une partie de l'argent est allée à Roland Dumas. Si elle le dit, elle sort de prison. Mais elle ne le dira pas, parce que ce n'est pas la vérité ».

● 6 mars 1998. L'enquête s'oriente vers les comptes suisses de M<sup>me</sup> Deviers-Joncour. Dans son édition du 7 mars, Le Monde révèle que les enquêteurs ont reconstitué le parcours des 59 millions de francs de

commission - et non 45 millions, comme le laissait supposer la première évaluation, - versée à M<sup>me</sup> Deviers-Joncour. L'argent, qui provenait des caisses du groupe pétrolier Elf, était ensuite ventilé dans un circuit bancaire où se multipliaient virements et retraits en espèces. Philippe Hustache, ancien directeur financier d'Elf, a confié aux enquêteurs que les commissions versées par Elf étaient avalisées par l'Élysée, sous la présidence de François Mitterrand, mais les deux secrétaires généraux de l'Élysée successifs durant la période concernée, Jean-Louis Bianco et Hubert Védrine, ne confirment pas cette version des faits.

En outre, les recherches effectuées sur le compte de M. Dumas font apparaître, entre 1991 et 1995, de nombreux versements en espèces dont le total dépasserait 10 millions de francs. Interrogé par Le Monde, M. Dumas s'exprime pour la première fois dans la presse sur cette affaire. Jugeant « exagérée » l'estimation de 10 millions de francs, il assure pouvoir « justifier toutes les sommes » déposées sur son compte de Crédit lyonnais. Le président du Conseil constitutionnel invoque la « réalisation d'avoirs personnels ». Il explique la circulation de telles sommes par la vente d'œuvres d'art et par ses activités professionnelles. Plusieurs cadres de l'agence du Crédit lyonnais ont néanmoins fait part de leur « inquiétude », à l'époque des faits, sur l'« origine des espèces ». Plusieurs dépôts importants d'espèces auraient permis l'acquisition d'appartements destinés à des proches de M. Dumas.

## L'hypothèse d'une démission du président du Conseil constitutionnel

FRANÇOIS MITTERRAND a peut-être fait un cadeau post mortem à Jacques Chirac. Le précédent chef de l'État avait voulu, à tout prix, que la « mitterrandie » institutionnelle survive à son départ de l'Élysée. En nommant Roland Dumas président du Conseil constitutionnel, pour neuf ans, jusqu'en 2004, il privait M. Chirac de la possibilité de nommer un autre président pendant son septennat. La possible démission, contrainte et forcée, de M. Dumas lui en offrirait l'occasion. Or, cette fonction est devenue, au fil du temps, un élément essentiel de la protection de l'État de droit, mais aussi d'un bon équilibre des pouvoirs.

Voulu par les constituants de 1958 pour empêcher le Parlement de récupérer une partie des pouvoirs qui venaient de lui être enlevés, le Conseil constitutionnel est, aujourd'hui, le protecteur des minorités, le gardien sourcilieux qui veille à ce que les majorités politiques successives ne s'en prennent pas au cœur du pacte républicain autour duquel s'est réunie la nation : les droits de l'homme, la Constitution, institution collégiale, son autorité tient essentiellement à la qualité des hommes et des femmes qui la composent.

Mais la personnalité de son président joue, forcément, un rôle important. Robert Badinter l'avait démontré, et avant lui Gaston Palewski qui, tout fidèle du général de Gaulle qu'il fut, avait effectué le pas décisif dans le contrôle de

constitutionnalité en censurant, en 1971, une loi voulue par Georges Pompidou au nom des « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ».

### FLAMBOYANT MINISTRE

C'est dire à quel point le choix de M. Dumas par François Mitterrand, en février 1995, avait inquiété. Publiquement, c'est parce qu'il était un proche de François Mitterrand que sa nomination avait été contestée. Mais cela était une tradition et des hommes comme Roger Frey, nommé par Georges Pompidou après avoir été un ministre de l'intérieur aux méthodes

critiquables, avaient montré que cela n'empêchait d'être à la hauteur de la fonction. En fait, c'étaient les activités privées du nouveau gardien de la Constitution qui faisaient peur. Ce fils d'un résistant fusillé par les nazis, ce mitterrandien depuis les années 50, ce flamboyant ministre des affaires étrangères est aussi un avocat. Un de ces maîtres du barreau qui s'occupent avec prestance des grandes affaires politico-judiciaires - comme les micros du Canard enchaîné - au règlement de gigantesques successions - comme celle de Picasso - en passant, surtout, par le conseil aux entreprises et le

traitement de dossiers financiers fort rémunérateurs surtout lorsque l'on dispose d'un épais carnet d'adresses internationales.

La rumeur sur le mélange des activités publiques et privées de M. Dumas n'a jamais cessé. Il avait pourtant su la faire oublier à ses nouveaux collègues du Conseil constitutionnel. Ces derniers sortaient d'une présidence prestigieuse - celle de M. Badinter - mais omniprésente et pesante. Ils découvraient un président charmeur qui, consacrant peu de temps à cette fonction, laissait une grande liberté aux autres membres du Conseil. Il se contentait de dres-

ser, avec brio, une synthèse d'un dossier que bien souvent il découvrait. Mais son passé l'a vite rejoint et ses ennemis judiciaires ont rejallé sur l'institution : les conseillers rétifs devant le principe même de leur responsabilité ont pu parler haut et fort, et tout particulièrement Alain Lancelot nommé par René Monory ; la coupe droite-gauche est réapparue à un point qui n'avait jamais été atteint ; le contentieux des législatives du printemps n'a pu être conduit à son terme avec la sérénité indispensable.

### LA FIN DU MANDAT

Le choix du nouveau président du Conseil constitutionnel par M. Chirac, si il a à l'effectuer, serait donc d'une importance primordiale. De lui dépendrait que cette institution, garante de l'état de droit, retrouve l'autorité morale sans laquelle elle ne peut remplir correctement sa tâche. La Constitution laisserait au chef de l'État une totale liberté. Il nomme le président du Conseil, parmi les membres de celui-ci, sans avoir besoin du contreseing du premier ministre. M. Dumas ayant été nommé par François Mitterrand, son départ permettrait à M. Chirac de désigner, à aussi librement, un nouveau membre. Mais celui-ci n'effectuerait que la fin du mandat de son prédécesseur, c'est-à-dire qu'il ne pourrait rester en fonctions que jusqu'à fin février 2004. Le Conseil au complet, M. Chirac choisirait son président. Il pourrait

nommer la personnalité qu'il voudrait désigner. C'est ce qui s'est toujours passé depuis 1958.

Rien n'interdit, pour autant, au chef de l'État d'innover en nommant à la présidence du Conseil constitutionnel un de ses membres actuels. Un seul y a été nommé par M. Chirac : Pierre Mazeaud. En faire le président de l'institution, serait donner la prééminence à un ami, à un adepte du franc parler, à un partisan du contrôle de constitutionnalité, mais aussi à un farouche défenseur de la souveraineté nationale et donc à un pourfendeur de la construction européenne.

Le président de la République pourrait aussi « piocher » parmi les autres membres issus de la droite, donc nommés par le président du Sénat. Le non d'Yves Guéna, ancien sénateur RPR de la Dordogne, est ainsi souvent cité. Cet anti-européen affiché a souvent critiqué le rôle croissant du Conseil constitutionnel. Mais depuis qu'il y siège, c'est-à-dire depuis janvier 1997, il y a fait preuve d'une courtoisie, d'une honnêteté intellectuelle qui ont séduit ses collègues. Toutefois en désignant, il y a quelques jours, Simone Veil, M. Monory a manifestement allumé un contre-feu pro-européen. Le prestige dans l'opinion de cette centriste adepte du dialogue redonnerait à la présidence du Conseil constitutionnel une autorité morale dont elle a été privée.

Thierry Brétier

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

afro 10135A

# HORIZONS

ENQUÊTE

## L'aventure du groupe Ministère AMER a commencé à Sarcelles. La petite bande a ensuite essaimé en une myriade de talents. Doc Gynéco, Passi, Stomy Bugsy ont investi les hit-parades mais restent fidèles à un esprit communautaire symbolisé par Secteur A, l'entreprise rap la plus prospère de France

**L'**Oeil non exercé ne distinguera pas les Flanades d'autres quartiers de Sarcelles (Val-d'Oise). La froide géométrie du béton distille sa grisaille sur la « capitale des lascars », « le domaine des grands de la banlieue nord ». Boulevard Édouard-Branly, à deux pas du commissariat de police municipale, une façade impose l'impeccable propreté de ses peintures rouge et noir. Un sas donne l'impression d'entrer dans une banque. Jérôme Ebella reprend d'ailleurs à son compte le slogan de l'une d'elles : « Nous conjugurons nos talents » - pour définir les activités du Secteur A, l'entreprise rap la plus prospère de France.

Dernière leurs premiers micros, l'insouciance des débuts fait place à la révolte. L'association de rimeurs se formalise en Ministère AMER. Kenzy analyse la logique du processus. « Sur scène, on prend conscience d'un impact. Au lieu de l'utiliser pour demander aux gens de lever les mains, on se dit qu'on peut essayer de changer quelque chose d'intelligent. On comprend que le rap est un médium, une tribune. Le « CNN des ghettos », comme disait Chuck D. » Pour le groupe, cette radicalité est synonyme de lucidité. « Tu grandis et tu t'aperçois qu'à Sarcelles les Noirs n'ont rien, explique Stomy. Tu vois de belles églises, de belles synagogues et une mosquée minable qui sert aussi de garage à vélos. Tu cherches à comprendre. »

Des livres - Malcolm X, Frantz Fanon -, des disques - les brûlots politiques des Américains de Public Enemy -, fournissent des grilles de lecture. Critique sociale, langage de rue, goût de la provocation, for-



Ministère AMER ou Passi (deuxième à partir de la gauche), suivi de Kenzy (assis), de Stomy Bugsy puis de Doc Gynéco.

# Les soldats-businessmen du rap

Long, sec, élégant, un regard sévère percant derrière de fines lunettes, ce jeune homme d'origine camerounaise participe, depuis près de dix ans, à l'éclotisme des tchatteurs de Garges-Sarcelles. Sous le nom de Kenzy, il s'est d'abord rodé à la fonction de porte-parole et de manager d'un groupe sulfureux et fondateur, Ministère AMER (Action, musique et Rap). Longtemps représentant de la frange dure du hip-hop français, la petite bande a essaimé en une myriade de talents qui, contre toute attente, ont influé le show-biz. Regroupés sous la bannière du Secteur A, une structure créée par Kenzy et son complice Frédéric Bide, pour gérer édition, production et management, cette nébuleuse a vendu en quelques mois plus d'un million d'albums. Dans les hit-parades, Doc Gynéco, Passi, Stomy Bugsy luttent avec les stars de la variété francophone. Les camarades d'école - Neg'Marrons, Arsenik, Hamed Daye, MC Janik... - en font peut-être bientôt autant, soudés par un indéfectible esprit de famille.

ment le cocktail détonant des deux premiers albums du Ministère, Pourquoi tant de haine et 95200 (le code postal de Sarcelles), polémiste redoutable. Kenzy prend plaisir à verser de l'acide sur les plaies de la société. Il déclarait (Le Monde, 8 septembre 1995) : « Il y a deux France : celle qui a parqué nos parents dans des cités-dortoirs et celle des enfants qui ont naturellement grandi ensemble, joué au foot ensemble, réfléchi ensemble à leur condition de Noir. A Sarcelles, un habitant sur trois est noir. Il faut que la France grandisse avec ses fautes. »

« Ça se discute » firent l'objet de poursuites pour injures publiques, provocations directes non suivies d'effet envers des fonctionnaires de police et apologie du terrorisme. Les rappers plaident la distanciation et la théâtralité de chanteurs-acteurs prolongeant leur jeu jusque dans les interviews. Imperméable à un genre mêlant de façon aussi inextricable réalité sociale et esthétique de la transgression, le tribunal les condamna, le 10 octobre 1997, à 200 000 francs d'amende. « J'ai vécu cela comme une farce, ironise Kenzy. Jusque-là, nous n'avions pas de casier judiciaire. Ça n'est pas un exploit, même dans une ville comme Garges-Sarcelles, mais bon... on en était fier. A présent, nous avons un casier. Pas pour avoir voté, tué ou vendu de la drogue. Pour avoir parlé. »

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Ça se discute » firent l'objet de poursuites pour injures publiques, provocations directes non suivies d'effet envers des fonctionnaires de police et apologie du terrorisme. Les rappers plaident la distanciation et la théâtralité de chanteurs-acteurs prolongeant leur jeu jusque dans les interviews. Imperméable à un genre mêlant de façon aussi inextricable réalité sociale et esthétique de la transgression, le tribunal les condamna, le 10 octobre 1997, à 200 000 francs d'amende. « J'ai vécu cela comme une farce, ironise Kenzy. Jusque-là, nous n'avions pas de casier judiciaire. Ça n'est pas un exploit, même dans une ville comme Garges-Sarcelles, mais bon... on en était fier. A présent, nous avons un casier. Pas pour avoir voté, tué ou vendu de la drogue. Pour avoir parlé. »

« Ça se discute » firent l'objet de poursuites pour injures publiques, provocations directes non suivies d'effet envers des fonctionnaires de police et apologie du terrorisme. Les rappers plaident la distanciation et la théâtralité de chanteurs-acteurs prolongeant leur jeu jusque dans les interviews. Imperméable à un genre mêlant de façon aussi inextricable réalité sociale et esthétique de la transgression, le tribunal les condamna, le 10 octobre 1997, à 200 000 francs d'amende. « J'ai vécu cela comme une farce, ironise Kenzy. Jusque-là, nous n'avions pas de casier judiciaire. Ça n'est pas un exploit, même dans une ville comme Garges-Sarcelles, mais bon... on en était fier. A présent, nous avons un casier. Pas pour avoir voté, tué ou vendu de la drogue. Pour avoir parlé. »

Kenzy explique les bases de cette solidarité. « On s'est aperçu que personne d'autre que nous ne pouvait manager nos affaires. Nous continuons de collaborer avec des partenaires extérieurs - Sony, Virgin, V2... - qui nous aident à développer nos artistes, mais nous gardons le contrôle sur un maximum d'éléments. » Un idéal a cimenté la bande. « Quand nous étions plus jeunes, notre rêve était d'obtenir des Disques d'Or tout en restant ensemble. Il a fallu se battre pour faire accepter qu'avec nous personne ne restait sur le pas de la porte. Si nous marchions à dix dans la rue, nous devions pénétrer à dix dans ce milieu. »

Le noyau dur du Secteur A a acquis sa crédibilité sur le bitume. Une histoire répétée dans beaucoup de banlieues. Celle d'une culture afro-américaine, le hip-hop, formidablement adaptée à la vie des cités, à ses codes, à ses frustrations. Passi et Stomy, les deux futurs chanteurs du Ministère AMER, font leurs classes dans les cours d'école et en bas des immeubles. « Quand le break est apparu, raconte Stomy, je répétais des heures dans les sous-sols d'un parking, j'arrivais à l'école avec des casquettes de hip-hop, je déroulais un carton et je dansais en pleine cour. Avant le rap, nous avions déjà cette technique, ce goût du défi et de la flamme. Dans les quartiers, quand tu n'as rien, il te reste toujours la beulfam ! Mes premières rimes, je les ai écrites en 1986 avec Passi et Hamed pour vanner des mecs de la classe. On était en sabbat. Un jour, en 1989, j'écoutais Radio-Nowa et j'ai entendu Passi qui rappa. Je me suis dit : "L'enculé... j'peux le faire aussi." J'ai écrit quatre textes en une semaine et je suis allé à mon tour à Nova. Un de mes raps disait que j'étais "le marqueur des mots". »

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

« Avec le Ministère, nous sommes comme des soldats partant à la guerre. En solo, chacun peut montrer d'autres facettes de sa personnalité. Je ne suis plus un guerrier, mais le frère qui parle à ses sœurs, le fils qui parle à son père » Passi

Stéphane Davet  
Photo : Xavier de Nauw

# RÉGIONS

## POITOU-CHARENTES

### Le salut passe par les villes

La région n'a pas de « capitale » qui s'impose. La mise en réseau des quatre chefs-lieux de département - Angoulême, La Rochelle, Niort et Poitiers - cristallise l'émergence d'un nouveau mode d'organisation administrative et de complémentarité économique. Une pour toutes, toutes pour une...

**POITIERS**  
de notre envoyé spécial  
« Charentes-Poitou, Charentes-Poitou... tradition du goût ! » Pour vanter les mérites d'un beurre AOC, le temps d'un spot télévisé, une vachette tortillant de la croupe et roulant des prunelles à naguère enfoncé dans les têtes le clou d'une région définitivement vouée au bocage, aux pâturages et aux labourages. Image charmante mais encombrante pour un territoire administratif dont les quatre départements - Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne - sont perçus comme ruraux et où aucune grande métropole n'atteint la taille critique capable d'imposer une prédominance. Mais où, néanmoins, les grands bassins d'emploi concentrent 70 % de l'activité économique.

Pour inverser la tendance, faire reconnaître un fait urbain, négligé sinon méprisé, et se faire entendre de l'Etat et de la région, les municipalités des quatre chefs-lieux de département - Angoulême, La Rochelle, Niort et Poitiers - ont joué les pionnières dès 1989 en constituant le premier réseau de villes de l'Hexagone. Comme il fallait lui trouver un nom, on le baptisa AIRE 198 en additionnant les codes des quatre départements (16+17+79+86). Un principe vieux comme le monde - « l'union fait la force » - et une circonstance particulière - la préparation du deuxième contrat de plan Etat-région (CPER) - avaient rendu pressante une démarche novatrice de coopération. Neuf ans plus tard, la perspective d'un nouveau contrat redonne du souffle à AIRE 198 qui espère, en se dotant de tendances exprimées lors du comité interministériel d'aménagement et de développement du

territoire (CIADT) de décembre, être, cette fois, associé à la négociation, voire cosignataire du CPER.

Sans la volonté partagée de Jacques Santrot, maire (PS) de Poitiers, la capitale régionale, rien n'aurait pu se faire, mais les affinités politiques des quatre premiers magistrats, tous députés à l'époque (trois PS, un MRG), ont assurément constitué un facteur déclenchant. Le conseil régional était à droite et l'est resté, de même que les quatre conseils généraux, émanations d'un vote rural conservateur. Si leurs collègues prennent des précautions oratoires pour regretter la surreprésentation des secteurs ruraux dans ces assemblées, Michel Crépeau, maire (Radical de gauche) de La Rochelle, admet qu'il s'agissait de constituer un « contre-pouvoir à un conseil régional de droite » tandis que M. Santrot évoque un « environnement ruraliste hostile ». Seul maire d'une grande ville à siéger au conseil régional, Philippe Mottet (UDF-FD), élu à Angoulême, est, logiquement, plus nuancé : « Culturellement, la région reste rurale. Ici, passé les remparts, on croise encore des chevreuils... Cependant, les pôles urbains peuvent être les moteurs du développement des campagnes ».

Le Poitou-Charentes étant en pointe dans le domaine de l'intercommunalité, la notion d'agglomération s'est vite substituée à celle de ville. C'est en représentant le district de Poitiers (regroupant 10 communes), du district du Grand Angoulême (13 communes), de la communauté de villes de La Rochelle (18 communes) et de la communauté de communes de Niort (14 communes) que s'expriment désormais les quatre mousque-

taires d'AIRE. Paradoxalement, l'alternance intervenue à Angoulême - mise en banqueroute par l'ancien maire socialiste Jean-Michel Boucheron, aujourd'hui écroulé - au profit de Georges Chavanes (UDF-FD), n'a fait que conforter le réseau, devenu pluraliste, en crédibilisant son discours.

#### « Les pôles urbains peuvent être les moteurs du développement des campagnes »

Par-delà les appartenances politiques, la structure tétracéphale regroupe des personnalités contrastées. Au cœur du terroir, Bernard Bellec, homme de dossiers, héritier un peu austère de la culture mutualiste qui baigne sa cité niortaise (il fut un cadre dirigeant de la MAIF, avec son gros chandail et son pantalon de velours ; en bord de mer, le pétillant et gouailleur Michel Crépeau qui, dans le bâtiment historique de sa mairie, arbore l'élegant costume prince-de-galles croisé du ministre qu'il fut à maintes reprises. Au nord, le collier de barbe haute époque de Jacques Santrot, récemment caricaturé par un quotidien comme un marxiste pithécanthropique alors que chacun reconnaît son réalisme et son pragmatisme ; au sud, la rondeur rassurante de Georges Chavanes, « homme de dialogue, compétent, et courtois » (selon la définition de M. Crépeau), ancien ministre lui aussi et toujours président du district d'Angoulême. Ou bien en-

core, la dynamique juvénilité de M. Mottet, « dauphin » de M. Chavanes, installé, depuis janvier 1997, dans le fauteuil de maire de la cité de Rastignac.

Les quatre villes s'efforcent de faire travailler ensemble leurs techniciens dans les secteurs les plus divers - social, sportif, culturel, touristique, etc. - afin qu'il s'enrichissent mutuellement de leurs expériences. Pour l'emploi et le développement économique, le réseau a édité un CD-ROM de promotion, créé des services aux entreprises sur les zones d'activités, mis en place 200 contrats d'accès à l'emploi.

Fortes de leurs poids cumulés (quelque 400 000 habitants), les agglomérations peuvent « porter » des projets communs mais aussi soutenir collectivement les projets proposés par chacune d'elles en jouant la complémentarité. Un catalogue des priorités consensuelles a ainsi pu être rédigé lors du dernier « sommet » du 6 février. Pour Poitiers : la construction d'un théâtre-auditorium, la reconstruction du musée afin d'accueillir les collections scientifiques de l'université, la construction de locaux d'enseignement jouxtant le CHU. Pour Niort : le développement du pôle régional des métiers d'art, la construction d'un stade de football de 20 000 places. Pour La Rochelle : le développement de l'université et du pôle touristique du bassin des Chautiers. Pour Angoulême : le développement du pôle image et de la médialthèque, la construction d'une piscine et d'une patinoire.

Une pour toutes, toutes pour une, « il ne faut pas sombrer dans l'angélisme », nuance M. Bellec. Si les divergences d'appréciations sont le plus souvent surmontées

c'est que, comme en famille, « on évite les sujets qui fâchent ». « On est entre gens de bonne compagnie », résume Michel Crépeau. Comme on se retrouve constamment, on ne va pas se déchirer comme des chiens en période électorale ».

La discorde la plus nette (et néanmoins muette) a porté sur l'université. Alors que l'on s'était mis d'accord pour que Poitiers conserve la seule université et que les trois autres préfèrent accueillir des spécialités pointues, la création au début de la décennie, d'une université à La Rochelle a été mal vécue.

Les choix concernant les grandes voiries peuvent faire surgir de petites difficultés. Niort et Poitiers sont ainsi en concurrence pour figurer sur le tracé de la future liaison autoroutière, Nantes-Limoges. Diplomatiquement, AIRE soutient les deux axes. En revanche, à propos du TGV, l'unanimité s'est réalisée pour soutenir le prolongement de la ligne à grande vitesse Paris-Tours jusqu'à Bordeaux via Poitiers et Angoulême. On envisage d'autant plus de voir cette liaison, considérée ici comme « la plus rentable », cotifiée par les TGV Paris-Strasbourg et Rhin-Rhône. L'Arc atlantique a l'impression de s'être « fait doubler » par la banane bleue (zone de dynamisme économique allant de Londres à Milan en passant par les pays du Benelux, Francfort, le Nord et l'Est de la France).

Au sein d'AIRE, on n'a pas que des projets communs, on a aussi des soucis. Les villes de Poitou-Charentes ne comptent guère de quartiers sensibles, mais les taux de chômage y sont particulièrement élevés (près de 14 % à Niort, 18 % à La Rochelle). Ils seraient largement dus à l'afflux de demandeurs d'emplois en provenance des campagnes. « Les ruraux ont pris conscience que leurs enfants ne resteront plus à étudier ou à chômer à la campagne », observe M. Bellec.

La création d'AIRE correspondrait-elle à un intelligent partage des rôles ? « Partage du gâteau », tracent les mauvais esprits qui voient une sorte de « deal » dans le fait que Jean-Pierre Raffarin, président (UDF) sortant du conseil régional, n'ait jamais essayé de conquérir Poitiers et ait fini par traiter AIRE comme un partenaire. Bien que la réussite, quasiment incontestée, du Futuroscope paraisse suffire à son contentement, René Monory, président (UDF-FD) du conseil général de la Vienne, n'a quant à lui toujours pas reconnu la pertinence du réseau.

Robert Belleret

Prochaine étape : ILE-DE-FRANCE

#### TROIS QUESTIONS A Dominique Breillat

**1** Le Poitou plus les Charentes : est-ce que cette association de territoires est devenue une région ?  
Poitou-Charentes est à la recherche de son identité comme d'autres régions. Nous sommes un peu dans la situation des Etats africains. On a créé les Etats avant qu'il n'existe la nation. De la même façon, on a créé les régions avant que n'existe la conscience d'une appartenance régionale. Progressivement pourtant, la communauté d'intérêts devient de plus en plus évidente pour les décideurs de Poitou-Charentes, même si elle peut être contestée par les zones périphériques comme le Sud-Saintonge tourné vers Bordeaux ou le bocage des Deux-Sèvres attiré par Nantes.

**2** La région peut-elle croître et s'affirmer sans capitale, sans métropole forte ?  
Dans un Etat aux réflexes unitaires, on tend à constituer ce qui existe au plan national. L'originalité de Poitou-Charentes est d'être l'unique région de métropole à ne pas avoir de capitale à plus de 100 000 habitants et dominant largement les autres villes. Cela peut être une chance en permettant un développement équilibré qui ne se fera pas uniquement au bénéfice d'une agglomération, désertifiant le reste du territoire. Il y a en Poitou-Charentes non pas un, mais des sites de référence comme le cognac, le Futuroscope, la côte atlantique.

**3** TGV, A10, RN10, ces axes peuvent-ils être des atouts d'immigration plutôt que des corridors d'émigration ?  
Ces infrastructures de communication sont indispensables. Si elles sont une voie de passage, elles attirent aussi des activités. La question essentielle est de ne pas reconstruire la centralisation nationale au niveau régional. On ne peut éviter des axes comme Paris-Bordeaux, encore faut-il éviter de les doubler. Il serait par exemple aberrant de faire promener au TGV la voie de l'autoroute. Mais il convient encore de développer un autre maillage au-delà de la liaison entre les quatre chefs-lieux régionaux, au risque d'abandonner, par exemple, l'est de la Charente ou le nord des Deux-Sèvres. Si les habitants les plus éloignés ne peuvent accéder aux infrastructures majeures, le TGV et l'autoroute, il y aura le double risque de désertification et de tendances centrifuges.

Propos recueillis par Yvan Drapeau

★ Dominique Breillat est professeur de droit public à la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers.

#### L'art d'accommoder les vestiges historiques

##### LA ROCHELLE

de notre correspondant  
On ne fête plus Saint-Eloi, en dehors des clubs du troisième âge, dans le quartier ouvrier de La Rochelle-Pallice (Charente-Maritime) où les chantiers navals ont disparu. Les sirènes saluant la naissance d'un nouveau cargo se sont tuées depuis longtemps. De même, au fil des années, les arsenaux de la Royale ont déserté Rochefort. La construction des torpilleurs a depuis longtemps joué la fille de l'air, remplacée par la construction aéronautique.

Ce déclin de la navale a posé des problèmes sérieux aux deux pôles industriels de la côte, dont l'économie a longtemps tourné autour des navires. Son éclipsa totale a fait du bassin La Rochelle-Rochefort la première victime du chômage dans la région Poitou-Charentes.

Comme remède contre le mal, on n'a rien trouvé de mieux que le tourisme et les activités qui lui sont liées. Mais ce type de mortier est-il capable de faire tenir debout l'artisanat et les petites industries locales ? C'est, en tout cas, la leçon heureuse qu'on croit pouvoir tirer de la région de Royan et des ties charentaises.

Mais c'est peut-être encore de la construction navale que viendra le salut de la côte charentaise où la filière plaisance continue à développer ses structures de production. Mais la navale ne se contente pas de construire des bateaux. Elle attire les foules de plus en plus friandes de tourisme industriel et leur offre l'histoire en prime.

Au bord de la Charente, en plein centre de Rochefort, au milieu d'un beau jardin dédié au retour des navires, la plus grande « fabrique » d'Europe (la Cordone royale voulue par Louis XIV) est devenue Centre international de la mer.

A côté, la cale sèche de l'arsenal, où furent construites des escadres entières, a aussi repris du service. Depuis un an, les visiteurs viennent y voir travailler, comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, les charpentiers de marine qui construisent une frégate du type de l'Hermione, qui mena La Fayette aux Amériques. Le chantier doit prendre dix ans. Alors que l'armée bat un peu partout en retraite, la ville

militaire est en train de redevenir un haut lieu de l'histoire grâce à son passé maritime.

De son côté, La Rochelle, où les activités de pêche ont émigré vers l'ouest, près du port de commerce, a hérité de l'ancien bassin des chautiers, un beau plan d'eau au pied de ses célèbres tours. C'est l'occasion de séduire une clientèle jusqu'ici absente du golfe de Gascogne, puisqu'elle passe bien au large, à partir de ses bases de la Méditerranée et des Caraïbes. La « grande plaisance », ce petit monde sensible à la mode et avide de luxe tranquille, est dépendante de devises fortes à condition qu'on sache l'accueillir et bien soigner ses bateaux. Déjà, quelques pionniers ont trouvé le chemin du port de La Rochelle pour hiverner entre deux saisons au large. Première expérience en grandeur réelle : au mois de mai, une étape de la Whitbread sur le Vieux Continent inaugurera les installations nouvelles. Des installations qui permettront d'ajouter une flottille de yachts aux quelque trois mille bateaux du port de plaisance.

Claude Dubillot

**Poitou-Charentes**

Conseil régional sortant : 3 PC ; 12 PS ; 1 Div. g. ; 4 Verts ; 3 GE ; 2 CPWT ; 1 UDF-rad. ; 2 UDF-FD ; 2 UDF-AD ; 1 UDF-DL ; 6 UDF ; 12 RPR ; 1 Div. ; 4 FN ; 1 Est. d. ; Président : M. Jean-Pierre Raffarin, UDF-DL

1,3 population (millions)

1995 (en millions d'habitants) 1,618

PART DANS LA POPULATION MÉTROPOLITAINE 2,8 %

Taux d'évol. annuel moyen (1990-1994) +0,27 %

DENSITÉ 1995 63 hab./km<sup>2</sup> (106,2 hab./km<sup>2</sup>)<sup>a</sup>

PART DES +25 ANS 31,2 % (33,3 %)<sup>a</sup>

PART DES +60 ANS 24,4 % (21,3 %)<sup>a</sup>

PROJECTIONS DE POPULATION EN 2010 (en millions d'habitants) 1,627

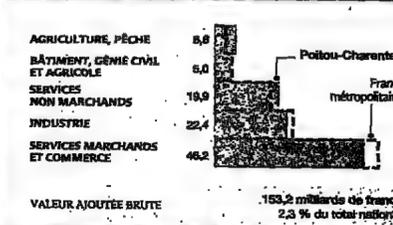
URBANISATION (évol. 1982-1990) : superficie urbaine +6,6 %, population +2,9 %



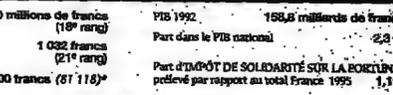
#### Les indicateurs économiques et fiscaux

BUDGET RÉGIONAL 1997	1 670 millions de francs (18 <sup>e</sup> rang)
BUDGET RÉGIONAL/HAB.	1 032 francs (21 <sup>e</sup> rang)
REVENU DISPONIBLE BRUT/HAB. 1992	77 300 francs (81 118) <sup>a</sup>

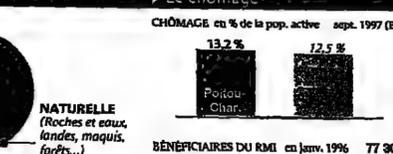
#### La richesse régionale



#### Le chômage



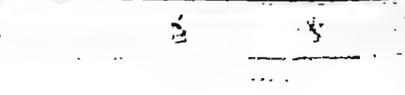
#### BÉNÉFICIAIRES DU RMI en janv. 1996



#### Les 20 premières entreprises

- 1 - Euro Automobiles Heuliez
- 2 - Mutuelle Assurance Insureurs France
- 3 - Ets Constr. Navales de Ruelle
- 4 - GEC Alstom Transp.
- 5 - Futuroscope
- 6 - Valeo Syst. d'essai
- 7 - Fonderies du Poitou
- 8 - Sté Jes Hennessy et Cie
- 9 - Manuf. Française Pneumatique Michelin
- 10 - Gerstein Iso Delta
- 11 - Crama Centre Atlantique
- 12 - Inter Mutuelles Assistance
- 13 - Magneti Marelli France
- 14 - Moteurs Leroy Somer
- 15 - Sochata
- 16 - Groupe Camif
- 17 - Sogema Socca
- 18 - Camif Catalogues
- 19 - Saft
- 20 - Marie Surgelés France

nombre de salariés



Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

الجمهورية اللبنانية

LE COURRIER DES LECTEURS Pour ouvrir un débat public sur la loi de 1970 et apporter leur soutien au président de l'association Act Up-Paris...

des usagers de drogues : de nombreux lecteurs du Monde se sont dits scandalisés par ce texte et par sa publication dans notre journal.

Drogue, chômage et parti pris

par Thomas Ferenczi

LA PUBLICATION, dans Le Monde du 26 février, d'une pétition signée par cent onze personnes...

Quelques-uns de nos lecteurs s'étonnent, comme Jeannette Mercier, déjà citée, de « l'indignité » donnée par Le Monde...

accordé, alors qu'on attendait de lui « un peu plus de recul ». « Il me paraît salutaire par l'esprit, nous écrit Philippe Darrasse...

prise entraîne un recul du chômage français pour le cinquième mois consécutif ». « Le chômage continue à baisser ».

La vérité est plus complexe. Comme l'indiquait clairement l'article de Bruno Causse, le chômage s'est accru de 0,2 % selon la nouvelle méthode de calcul...

INCONSCIENTS I

La drogue a fait des dégâts considérables dans nos quartiers, surtout chez les jeunes qui n'ont plus tellement de repères...

LES SANS-VOIX

Ily en a qui se shootent au whisky, d'autres à la bière ! Ce n'est qu'une question de pouvoir d'achat.

UN UNIVERS DE DÉTRESSE

Où, il faut penser et repenser ensemble le sens des usages de produits stupéfiants et leur statut légal.

CESSONS DE GÉMIR

J'aimerais apporter mes réactions de psychologue dans un service hospitalier pour adolescents à votre article du 4 février.

Il faut avoir vu un quartier « accablé » par des gens endormis, d'abord gratuitement, puis progressivement pompé « sous dépendance ».

QUELLE RÉPONSE ?

Je suis entièrement d'accord pour dire qu'il est stupide, et sans doute inutilement traumatisant, de poursuivre un adolescent porteur de quelques grammes de cannabis ou un jeune artiste qui a fumé un peu de cocaïne...

DEUX MONDES

Un siècle sépare deux mondes : celui où un intellectuel défend un innocent broyé par l'injustice d'une armée touze-puissante...

Aussi est-on conduit à se demander ce qui produit en France cette « ambiance suicidaire » et quelle participation collective nous avons au maintien de ce phénomène.

Guerre des nerfs israélo-libanaise

Cette résolution prévoit le retrait « immédiat » de Tshahal, le respect strict de l'intégrité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues...

qu'Israël cherchait à obtenir l'acceptation par le Liban de l'idée de « garanties et d'arrangements ».

LE POIDS DE LA SYRIE

La troisième raison, non dite, ou alors exprimée seulement entre les lignes, est que le Liban est historiquement considéré par la Syrie comme son « ventre mou » face à Israël.

gouvernement de M. Nétanyahou n'a pas pour autant déclaré forfait. Dans ce qui ressemble fort à de l'intoxication, le quotidien Yediot Aharonot a affirmé, jeudi 5 mars, que deux collaborateurs du premier ministre, Danny Naveh et Uzi Arad, ont rencontré « secrètement » à Paris un ambassadeur du président libanais Elias Hraoui...

RECTIFICATIFS

LANGUEDOC-ROUSSILLON Le géographe interrogé dans la page Régions consacrée au Languedoc-Roussillon (Le Monde du 25 février) n'est pas « Robert » Brunet mais Roger Brunet.

LES J.O. DE NAGANO

C'est par erreur que nous avons écrit, dans notre article sur la cérémonie d'ouverture des Jeux de Nagano (Le Monde daté 8-9 février), que Chris Moon, marathonien handisport, portait la flamme olympique dans son fauteuil roulant...

FMI

Les pays membres du Fonds monétaire international ne sont pas 24, comme pouvait le laisser penser un article publié dans nos éditions datées dimanche 1<sup>er</sup> et lundi 2 mars, mais 182.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01-42-17-26-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F

ÉDITORIAL

A droite, l'obsession FN

À l'indemnité des députés législatives, le problème avait été posé clairement par Alain Peyrefitte, sénateur (RPR) de Seine-et-Marne...

ment pour faire sentir à la droite qu'elle ne pouvait se passer de lui qu'il avait choisi de faire « tomber » les députés RPR et UDF sortants...

Aux régionales de 1992, la droite, sur le chemin du retour au pouvoir, avait mis fin à toute compromission avec l'extrême droite, cantonnée dès lors dans la marginalité et l'impuissance.

Ce camp existe virtuellement depuis longtemps. Il a été jusqu'ici empêché de s'affirmer par la vigilance de dirigeants RPR et UDF convaincus que la droite y perdrait non seulement « son âme »...

Le Monde est édité par la SA LE MONDE. Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Noël-Jean Bergeron.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde L'offre du général de Gaulle

TANDIS QUE le général de Gaulle revendiquait à Compiègne les responsabilités du pouvoir, le gouvernement assumait les siennes à Paris.

Son ton est pressant, impérieux, présomptueux, même s'il faut donner au « tout est prêt » une portée autre que personnelle.

Jacques Fauvet (9 mars 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE. Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 09-36-29-04-36. Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-06-76-30.

# La Passion selon Artaud

Il y a cinquante ans, le XX<sup>e</sup> siècle perdait son Rimbaud, immolé, calciné sur l'autel de l'art. Il était né pour le supplice, faute d'avoir jamais habité son corps ni, par conséquent, sa parole, venue de l'« ailleurs » des poètes et des fous

**L**e 4 mars 1948, à l'aube, dans un pavillon attendant à l'hospice d'Ivry, un homme est retrouvé sans vie par le jardinier venu lui apporter son petit déjeuner. Le mort s'est recroquevillé au pied du lit aux draps défaits - il ne serait pas dit qu'il avait succombé couché. Au sol, le flacon d'hydrate de chloral qui l'aidait à trouver le repos ; il est vide. Dans la glace, le rappel d'avoir à changer de chemise. Au mur, des griffonnages hallucinés, rapportés du pire des au-delà, celui de la souffrance. Dans un angle, le billot de bois sur lequel, au plus fort des crises, le malade scandait ses onomatopées. Il y a juste cinquante ans, le XX<sup>e</sup> siècle perdait son Rimbaud, calciné, immolé sur l'autel de l'Art. La Passion selon Artaud.

Les agonies n'apprennent rien sur l'existence qu'elles parquent. Sauf si elles remontent à la naissance. Antonin Artaud a commencé à mourir le 4 septembre 1896. Il était né pour le supplice, faute d'avoir jamais habité son corps, ni, par conséquent, sa parole, venue de l'« ailleurs » des poètes et des fous. « Aliéné », comme disaient les assis d'alors, pour avoir la paix. Ce siècle dit civilisé n'en serait pas à une sauvagerie près. Il dévorait Artaud tout cru. Raconter du dehors un rite de manducation, c'est risquer qu'on en doute. Trente volumes attendent nos relectures. C'est là seulement que gît la vérité sur l'effrayant Momo, héritier des romantiques et descendu, comme aucun d'eux, au fin fond de la folie.

Artaud ne choisit pas de faire l'acteur. C'est affaire de survie pour lui, non de carrière. Il ne peut se supporter qu'en scène. Il y joue son existence pour de bon. Par chance, l'entre-deux-guerres est riche en croyants à qui le théâtre tient lieu de religion. *Duflin en fait partie*. Artaud y retrouve Jean-Louis Barrault, Roger Blin (1922). Il croise André Breton (1924). Mais le surréalisme ne va pas « assez loin », à ses yeux : ni le « Cartel » de Baty. Il crée sa propre troupe, le Théâtre Alfred-Jarry, monte un acte de *Partage de midi*, de Claudel, *Les Enfants au pouvoir*, de Vitrac, *Le Songe*, de Strindberg (pour chasser les surréalistes venus le chahuter. Artaud appellera la police !).

À l'étroit dans le spectacle rationnel de l'occidentale, il se prend de passion, lors de l'Exposition coloniale de 1931, pour le théâtre balinaise. Le même besoin d'exotisme radical le conduira, en 1936, chez les Tarahumaras du Mexique. Sa révolution prend forme : elle s'appellera « théâtre de la cruauté ». Tout en vomissant les concepts et les écoles, il tente d'en faire la théorie, dans une série d'articles pour la NRF, puis de l'illustrer par une adaptation des *Cenci* d'après Shelley. Il espérait casser le cérémonial traditionnel, jouer sur les nerfs, faire que le jeu scénique devienne un enjeu vital, dangereux, pour des spectateurs moins convaincus que « bouleversés ». Il déçoit. Son idéal du don total de



Les photos de Georges Pastier, frère de l'éditrice des œuvres complètes d'Artaud, sont les seuls témoignages visuels des derniers mois de la vie de l'écrivain.

sol en public, il ne l'accomplira qu'une seule fois, un an avant sa mort, lors de sa conférence au Vieux-Colombier.

**A**VANT d'en venir à cette immolation terminale, sa Passion exigeait le parcours erratique de la maladie mentale, paroxysme du sacrifice romantique à l'âge de la psychanalyse. En quelques mois de 1937, le comédien énigmatique de la *Jeanne d'Arc* de Dreyer (1928) et du *Napoléon* de Gance se transforme en sorcière grimaçante, multiplie les provocations déliantes, clochardise, comme s'il cherchait à s'arrêter les répressions de la « normalité ». Il s'embarque pour l'Irlande (1937), dans l'espoir d'y trouver la « canne de saint Patrick ». La police de Dublin le renvoie au Havre sous bonne garde. Commencent alors dix années de vie asilaire, à Rouen, Ville-Evrard, dans l'Aveyron.

La guerre et l'Occupation se passent à l'hôpital de Rodez, sous la garde d'un psychiatre, le docteur Ferrière, dont on n'a pas fini de contester le rôle. Comme pour rendre ses écrits plus « recevables », le médecin lui administre des dizaines d'électrochocs et le plonge dans le coma, selon la

mode thérapeutique du moment. Le poète connaît des alternances de prostration et de délire. Les nombreuses Lettres de Rodez (tomes X et XI des *Œuvres complètes*) comportent des fulgurants prodigieux, des plaintes accablées, des blasphèmes entre-coups de trances mystiques, sans paier d'adresses aux grands de ce monde.

Quand arrive la Libération, ils ne sont qu'une poignée d'amis fidèles - le dramaturge Adamov, la critique Marthe Robert, Paul Thévenin, Henri Thomas - à se souvenir que le visionnaire des *Cenci* croupit loin de Paris, assommé par la médecine d'alors. Ils négocient son retour à la liberté, organisent à son profit une soirée de lectures au Théâtre Sarah-Bernhardt. Un médecin ami met à disposition le pavillon d'Ivry. Aux désordres nerveux du poète s'ajoute un cancer des voies basses tardivement décelé et mal traité.

Rejoins par le poète Jacques Prevel, les amis procurent au malade les calmants dont il a besoin, et dont il abuse. Les notes de Paul Thévenin et le Journal de Prevel relatent presque jour par jour ces trimestres d'errances à Saint-Germain-des-Près et de douleurs accrues qui ne cèdent plus qu'à des

doses massives d'antalgiques. Le malade remplit des cahiers d'obsurgations et d'imprécations. Il dicte fiévreusement. La publication de ces brouillons testamentaires, assurée chez Gallimard par Paul Thévenin, n'occupera pas moins de quarante années et près de trente volumes.

C'est le 13 janvier 1947 qu'a lieu l'unique spectacle d'Artaud obéissant à ses préceptes sur l'offrande physique du comédien. La scène se passe au Vieux-Colombier, où officiait Copeau dans les années 20, et où a été créé *Fluis clos* de Sartre, en 1944. La salle réunit toutes les

perdu ses dents. Le regard incandescent du film de Dreyer s'est assombri, enfoncé. Le visage est comme cabossé, parcheminé, jauni.

Après avoir récité les poèmes annoncés, en forçant sur la scansion claudicante qu'il avait prescrite, le comédien a entrepris de raconter à sa façon les conspirations et enroulements ourdis contre lui. Bienôt, il a été saisi de boquets. Ses feuillets ont volé. Gide a décrit le « visage consumé par la flamme intérieure, les mains de qui se noient, tendues vers un insaisissable secours... révélant toute la détresse hu-

maine, une damnation sans recours, sans autre échappement que dans un hymne forcé... des éclats ordures, imprécatoires ». On venait de voir « un homme misérable, atrocement secoué par un dieu... offert aux vautours dévorants ».

Des notes d'Artaud et des témoignages, il ressort que le poète comptait expliquer tous les maux de sa vie - coups de couteau reçus à Marseille (1916), à Paris (1928), arrestation à Dublin, internement à Rodez, comas provoqués... - par un acharnement de la société et des autorités instituées, médecine, police. Comme on le saurait plus tard, c'était le temps, 1942, où Camille Claudel mourait à l'asile d'Avignon pour avoir eu la folie d'aimer Rodin hors mariage, elle, la sœur d'un grand poète catholique, et de fracasser ses sculptures.

**A la Libération, ils ne sont qu'une poignée à se souvenir qu'il croupit loin de Paris, assommé par la médecine d'alors**

Si Artaud renonce en scène à son propos, c'est que cela lui semble « peine perdue », il l'avouera le lendemain à Breton. Il lui a paru évident que le public, si bien intentionné fut-il, ne se reconnaîtrait pas complice de sa mise à la torture pour cause de poésie inacceptable. C'était compter sans la compréhension de la plupart des spectateurs, dont celle de Gide, qu'on entendra lancer, à la sortie : « Nous sommes tous des jean-foutre ! » Cet aveu confondant de celui qui allait recevoir le Nobel quelques mois plus tard aurait-il soulagé le poète ? Auxime marque

Un dernier affrontement de sa conception de l'« honneur humain » avec la société a lieu en novembre 1947. Artaud a écrit une suite de fulminations antireligieuses, sous le titre *Pour en finir avec le Jugement de Dieu*. Blin et Casarès diront les textes, qu'il accompagnera aux percussions. La programmation est prévue pour le 2 février 1948. Le directeur de la RTF, Vladimir Porché, prend peur et décide d'interdire l'émission. Le 5, un jury d'honneur où siègent Barrault, René Clair, Coteau, Paulhan, Que- neau, Jouvet, se dit favorable à la diffusion. « Enfin le langage vrai d'un homme qui souffre », juge un père dominicain. « Il y a des paroles affreuses, plaide Artaud, mais dans une atmosphère si hors la vie que le public ne peut se scandaliser. » Même ce « hors la vie », qui résume son calvaire, ne lui évitera pas la censure. Dernière bataille perdue.

Il ne reste au poète qu'à apprendre du professeur Mondor qu'il est atteint d'un cancer inopérable, qu'il peut abuser des calmants fournis par Prevel. Encore quelques pages, dont certaines couvertes de bâtons comme des cahiers d'enfant, et ce sera la mort solitaire au pied du lit. L'entêtement entre amis, dont certains croient reconnaître le défunt en personne sous les traits du cochon de corbillard. Pour être sûr qu'Artaud ne repose pas en terre chrétienne, on raconte au prêtre qu'il s'est suicidé.

Au cimetière communal, son nom est écrit à la main, sur un po-teau de bois.

des nerfs libanaise

## Un théâtre contre le culte du texte

**L'**ŒUVRE théorique d'Artaud. Le *Théâtre et son double*, associé le déclin du théâtre occidental et la décadence même de l'Occident. Elle reprend le rêve rimbaudien d'une vie « changée » grâce à un déplacement, vers la scène, du sacré qui a déserté les temples. L'acteur doit devenir un « supplicé que l'on brûle et qui fait des signes sur son bûcher ». Là réside la « cruauté ». Elle doit transfigurer la parole en cri. Le spectacle n'a lieu d'être que dérangeant, insupportable. Les corps se risqueront à l'extrême, par rupture de tout lien entre culture et nature. Mourir à la société pour survivre ! Les mots d'ordre ne sont pas « faste » et « cérémonie », comme on l'a cru, mais « contagion, peste, alchimie, danger, rupture, bouleversement, pantomime non perverse ». Le passage de la théorie à l'application

pratique, avant guerre, n'a pas convaincu. Les rares spectateurs qui ont vu les *Cenci* n'y ont rien trouvé de révoltant, donc de probant. Ce qui a étonné, et dominé son expérience, c'est qu'un poète ivre de mots ait poussé le masochisme jusqu'à vouloir se passer de textes. Il entendait congédier « seigneur le Mot » vénéré par Baty. Il a cru que le dépouillement janséniste d'une chorégraphie muette agirait plus radicalement dans le sens d'un tumulte exaspéré, insupportable.

C'est seulement après la mort d'Artaud que son message a trouvé des adeptes, principalement chez les mimes et les étrangers. En France, le culte du texte était trop ancré. Les disciples immédiats trahiraient tant soit peu. Barrault servirait Claudel ; Blin se vouerait à Genet ; Serreau créerait Ionesco et Beckett, ces raisonneurs bavards. Vers 1950-1960, les fils spirituels

d'Artaud sont venus d'Amérique - le Living Theatre, le happening, la révolte approuvée de *Hair* - ; d'Espagne, avec Arrabal ; de Pologne, avec Grotowski. Ce dernier ira jusqu'à enseigner « sa » version de la Cruauté... au Collège de France, dans les années 1990. Si l'errant pathétique du Quartier latin d'après guerre avait pu prévoir une telle consécration-condamnation, de quels crachats l'aurait-il saluée !

**DEUX SORTIES DE TRACES**  
Après le séisme Artaud, le théâtre européen de la fin du siècle a repris sa marche familière, psychologisant, à peine moins assurée de son auditoire premier : le langage. L'esprit de révolte radicale s'est réfugié dans des pratiques marginales, l'*underground*, le jazz. Le dynamisme des formes scéniques avait quelque chose de trop sacrificiel, de trop suicidaire.

de trop acharné à déplaire, pour s'accomplir pleinement, durablement.

Mais il a laissé des traces de deux sortes. La formation de l'acteur s'est voulue plus complète qu'aujourd'hui, périlleuse, tendue vers l'« athlétisme affectif » (Vitez, Mnouchkine). Et le rêve d'un Art systématiquement a-social demeure présent à l'horizon des avant-gardes - de ce qu'il en reste. Deux films de Gérard Mordillat en ont exalté la persistance fascinante, à partir de témoignages et d'une fiction servie magnifiquement par Sami Frey (1994).

Artaud aura payé de sa vie, de son œuvre, un rappel primordial à ce siècle de créations plutôt consensuelles et pacifiantes : il n'y a d'Artiste digne de ce nom que fou de guerre, que fou à enfermer !

B. P.-D.

Bertrand Poirot-Delpech

سماح من الالاه

السوق المالية

# Siemens ouvre un centre de recherche-développement sur la Côte d'Azur

## Deux cents ingénieurs dans trois ans

**NICE**  
de notre correspondant  
Siemens a inauguré, vendredi 6 mars, sur la technopole de la Côte d'Azur, Sophia-Antipolis, un centre de recherche et de développement en microélectronique consacré aux semi-conducteurs. Le groupe allemand a installé dans sa nouvelle unité vingt-deux ingénieurs récemment embauchés. D'ici trois ans, deux cents ingénieurs devraient être recrutés sur le site de Sophia-Antipolis. L'essentiel de la recherche sur les semi-conducteurs est basé au siège à Munich. Le centre de recherche et de développement, situé sur la Côte d'Azur, est le sixième établissement de microélectronique délocalisé. Trois sont installés aux Etats-Unis, un en Inde et un à Singapour. Les multiples applications des semi-conducteurs, pour le multimédia, les télécommunications, les cartes à puce, l'électronique automobile, offrent à ce secteur économique un fort taux de croissance de l'ordre de 15%. De-

puis le début des années 90, Siemens a décidé de lancer une offensive sur ce marché pour rattraper le retard européen face aux Américains et aux Asiatiques. Son ambition est d'entrer dans les dix premiers semi-conducteurs mondiaux. Siemens a créé en 1996, une direction des semi-conducteurs pour conforter sa stratégie. Sur l'exercice précédent du groupe, clos en septembre 1997, le chiffre d'affaires de cette division, 5,9 milliards de deutschemarks, représente 5,6% du chiffre d'affaires total du groupe. Au cours du dernier trimestre 1997, le taux de croissance du secteur semi-conducteurs a atteint 50% par rapport à la période de l'année précédente. « Nous sommes dans une phase de déploiement », explique Pierre Piver, directeur de la division semi-conducteurs de Siemens. L'objectif est d'atteindre en l'an 2000 un chiffre d'affaires de 15 milliards de deutschemarks. »

Jean-Pierre Laborde

# Les entreprises coréennes voient leurs crédits asséchés par la crise des banques

## Le chômage touche un million de personnes

Les banques coréennes cherchent désespérément à assainir leurs comptes : 14 sur les 26 principales d'entre elles ne peuvent satisfaire au ra-

tio de solvabilité de la Banque des règlements internationaux. Elles vont restreindre fortement les crédits qu'elles accordent aux firmes. Selon

la projection du centre de recherche Daewoo, 20% des entreprises cotées en bourse seront en rupture de paiement au cours de 1998.

**SÉOUL**  
de notre envoyé spécial  
L'économie coréenne est loin de voir le bout du tunnel de la profonde récession provoquée par l'effondrement de son système financier. « Le pire est encore à venir », estiment les conseillers économiques du président Kim Dae-jung. Déjà la presse fait ses titres sur la « crise de mars » : une nouvelle fois le pays pourrait être confronté au risque d'un défaut de paiement. Sans écarter entièrement une telle hypothèse, les milieux bancaires internationaux à Séoul ne souscrivent guère à ce scénario alarmiste, estimant que la situation n'est pas aussi dangereuse qu'elle l'était à la fin de l'année dernière. En revanche, la contraction des prêts accordés par les banques locales, qui cherchent désespérément à assainir leurs comptes - quatorze sur les vingt-six principales d'entre elles ne peuvent satisfaire au ratio de solvabilité de la Banque des règlements internationaux (BRI) - et le taux d'intérêt élevé exigé par le Fonds monétaire international (FMI) pour nettoyer l'économie de

ses « canards boiteux » (entreprises surendettées) se traduisent par un assèchement du crédit, ce qui va accélérer les faillites. Selon la projection du centre de recherche Daewoo, 20% des entreprises cotées en Bourse seront en rupture de paiement au cours de 1998. La hanse d'une « crise de mars » est alimentée par l'arrivée à échéance, à la fin de ce mois, d'une partie des emprunts contractés directement par les conglomérats auprès de banques étrangères (53 milliards de dollars). Ces emprunts ne sont pas couverts par l'accord de restructuration de la dette à court terme (24 milliards de dollars) intervenu en janvier entre banques étrangères et coréennes. Les banques créancières accepteront-elles un nouveau rééchelonnement ? Ce sera vraisemblablement le cas. Contrairement à la crise de janvier, caractérisée par l'éparpillement des créanciers, leur nombre est cette fois plus réduit, et les dettes sont concentrées sur les cinq grands conglomérats (chaebols). Les banques créancières ont généralement des relations de longue date

avec les chaebols et estiment que leur risque débiteur est acceptable. Certaines sont au demeurant si engagées qu'elles n'ont guère d'autres choix que de financer les conglomérats au risque d'essuyer des pertes encore plus grandes. « Le sentiment général est une confiance raisonnée », estime Alain Pélicaut, directeur de la BNP à Séoul et président de l'Association des banques étrangères en Corée. L'un des facteurs qui pourrait provoquer des tensions sur le marché financier coréen est l'attitude des banques japonaises, dont les encours représentent un quart du total des prêts à la Corée. Alors que les organismes d'évaluation de solvabilité des banques viennent de rétrograder une nouvelle fois certaines banques nippones (dont la Fuiji), celles-ci cherchent à réduire leurs engagements à l'étranger afin de bouclier l'année fiscale, qui s'achève le 31 mars, avec des comptes les moins déséquilibrés possible. La Corée est donc menacée de demande de remboursement de prêts japonais.

En 1997, six mille entreprises de taille moyenne, dont huit conglomérats, ont été déclarées en faillite. Le « nettoyage » se poursuit cette année, frappant non seulement les

### Les « dochards du FMI »

La plus grave crise sociale à laquelle est confrontée la Corée du Sud depuis la guerre a commencé : début mars, le nombre des chômeurs a franchi le seuil du million, alors qu'en octobre, au début de la crise, il ne dépassait guère les 350 000. Près de 8% de la population active sont touchés. Encore ces chiffres ne reflètent-ils que le chômage recensé (selon la définition légale, celui qui a travaillé deux heures dans une semaine n'est pas considéré comme sans-emploi). Avec l'entrée en vigueur, fin février, des nouvelles lois facilitant les licenciements, le nombre de ceux qui sont déclarés en faillite : Kia, Hanbo) en abandonnant à leur sort les PME prises à la gorge. Cette distorsion dans la distribution du crédit disponible fait porter le poids de la crise sur un secteur où la syndicalisation est inexistante, mais où le chômage, qui touche officiellement un million de personnes et qui s'accroît à une vitesse fulgurante, a des conséquences particulièrement douloureuses en raison de l'absence d'une couverture sociale adéquate.

Philippe Pons

### REPOUSSER LES ÉCHÉANCES

En janvier, les banques japonaises se sont engagées à rééchelonner les dettes de leurs homologues coréennes. Mais, également fortement endettées et contraintes à se conformer au ratio de solvabilité de la BRI, elles doivent se recapitaliser au plus vite en récupérant une partie de leurs prêts à l'étranger. Le mouvement aurait déjà commencé en Corée pour 1 milliard de dollars. S'il reste à ce niveau, ce repli aura un faible impact sur la situation coréenne. Mais, dans le climat févrique qui règne dans les milieux financiers à propos de la Corée, il pourrait inquiéter d'autres banques étrangères. Bien que celles-ci maintiennent leurs engagements sur la Corée, elles n'en cherchent pas moins à réduire leurs encours. Ainsi, le risque d'un défaut de paiement est relativement faible. En revanche, le plus grave problème pour la Corée - et qui, lui, ne fait guère de doute - est l'assèchement du crédit interne. Les encours des banques coréennes sont estimés entre 380 000 milliards et 570 000 milliards de wons (de 237 milliards à 356 milliards de dollars) ; la moitié sont des emprunts à

grandes entreprises, mais surtout la myriade de PME sous-traitantes. Le gouvernement n'a pas encore encouragé la pratique des banques de prêter en priorité aux grands groupes (même à ceux qui sont déclarés en faillite : Kia, Hanbo) en abandonnant à leur sort les PME prises à la gorge. Cette distorsion dans la distribution du crédit disponible fait porter le poids de la crise sur un secteur où la syndicalisation est inexistante, mais où le chômage, qui touche officiellement un million de personnes et qui s'accroît à une vitesse fulgurante, a des conséquences particulièrement douloureuses en raison de l'absence d'une couverture sociale adéquate.

# Compaq prévoit des résultats « tout juste positifs ».

COMPAQ COMPUTER, LE PREMIER FABRICANT MONDIAL d'ordinateurs, a lancé vendredi 6 mars une bombe à retardement pour les marchés boursiers de lundi, avertissant que ses résultats du premier trimestre 1998 seraient « tout juste positifs ». Le chiffre d'affaires devrait être inchangé par rapport à celui de la même période de 1997, a indiqué le groupe de Houston (Texas), dans un communiqué publié après la clôture des marchés. Compaq se dit également « prudent » sur les perspectives du deuxième trimestre. Cet avertissement intervient dans la foulée de deux coups de semonces similaires tirés les 4 et 5 mars par Intel, le numéro un mondial des microprocesseurs, et Motorola, le géant américain des semi-conducteurs et des équipements de communication.

### DÉPÊCHES

- **BULL** : le groupe informatique français a annoncé vendredi 6 mars le rachat des activités industrielles et commerciales dans le domaine des cartes du groupe canadien NBS Technologies Inc. en Europe, ce qui lui permettra de renforcer ses positions sur le marché britannique.
- **DAIMLER BENZ** : Juergen Schrempp, le patron du géant allemand de l'industrie, a annoncé vendredi 6 mars que la Classe-A doit être produite aussi au Brésil. 70 000 unités devraient sortir des chaînes brésiliennes chaque année.
- **ACCOR** : les groupes français Accor et espagnol NH Hoteles ont décidé de mettre fin à leur partenariat dont l'objectif était le développement en Espagne d'Ibis, marque d'hôtellerie économique d'Accor, a annoncé Accor le vendredi 6 mars.
- **RENAULT** : la direction et les syndicats français, belges et espagnols de Renault ont signé un accord indiquant qu'« en cas de projet de décision exceptionnelle ayant des conséquences transnationales et de nature à affecter considérablement les intérêts des salariés, le comité de groupe européen est réuni en session extraordinaire ». Il est consulté « en temps utile, de sorte que les éléments du débat puissent être encore intégrés au processus de décision ».
- **CNP** : les salariés, en grève depuis trente jours, ont décidé de reprendre le travail. Les syndicats seront reçus mardi 10 mars au ministère des finances et les négociations avec la direction reprendront 11 mars.
- **FRANCE-GALOP** : pilotée par l'industriel Jean-Luc Lagardère société France-Galop, qui gère les courses de galop, a fait l'objet d'un audit critique réalisé par le cabinet Ernst & Young. Le manage est jugé « peu dynamique », sans vision « à long terme », trop breux et trop âgé. Une réorganisation est annoncée.



# ITSUBISHI CARISMA GDI LA 1RE ECOBERLINE EST NEE

**MOTEUR GDI PREMIER MOTEUR ESSENCE A INJECTION**

Le GDI, premier moteur essence de série à injection directe au monde, qui une innovation technologique d'une révolution culturelle. La consommation minimale de carburant (6,2/100), tout en maximisant la puissance, le Mitsubishi Carisma GDI bénéficie de l'apport et du silence propres aux constructeurs essence, ainsi que d'un équipement de série exceptionnel.

ABS, airbag, direction, siège et lunette, climatisation automatique avec purification d'air, ordinateur de bord, anti-brouillard avant, 4 vitres électriques, à impulsion et anti-pollution, rétroviseurs électriques déformables, sièges avant ergonomiques 3-6 réglages, système audio RDS 4 HIFI, etc... pour un prix exceptionnel. Carisma GDI 1.5 129 900F FMS TTC, dès en main bien option au 01.12.97 AM98. Garantie 3 ans ou 100 000 km (au 1er terme échu). Modèle présenté avec peinture métal en option et jantes alu disponibles en accessoire.

**ITSUBISHI MOTORS**

Vous avez le modèle Carisma GDI chez votre concessionnaire. 3615 MITSUBISHI (1.2001) sml "De série : 1125 ch/92 kW, consommation CEE 9/115 (l/100km) urbaine 8,6/ extra-urbaine 5,0/ mixte 6,2, émissions CO2 190 g/km. "Consigne obligatoire de lecture. Moteur GDI : réduction de 20% des émissions de gaz carboniques et de 95% des émissions d'oxyde d'azote par rapport au moteur Mitsubishi 1.8 MPI.

**Mobil**

**COMMERCE** Auchan lancera, le 16 mars, la marque In Extenso, sous laquelle sera regroupé l'ensemble des vêtements fabriqués pour le compte de ses hypermar-

chés. ● **IN EXTENSO** sera, d'entrée de jeu, avec 119 points de vente et 1 milliard de francs de chiffre d'affaires, une marque majeure. ● **LES HYPERMARCHÉS**, premiers ven-

deurs d'habillement en France, sont en perte de vitesse sur ce marché, au profit des chaînes spécialisées, qui ont mieux profité du retour de la croissance. ● **LES**

**MARQUES** de distributeurs, tous domaines confondus, ont en pleine progression dans les grandes surfaces, dont elles représentent 15 % du chiffre d'affaires.

● **DES DISTRIBUTEURS**, comme Décathlon ou Intermarché, n'ont pas hésité à devenir des producteurs pour mieux maîtriser leur offre produits.

## Après l'alimentaire, le vêtement : les grands distributeurs deviennent producteurs

Auchan lance la marque de textile In Extenso. Les produits internes représentent 15 % des ventes des grandes surfaces. Plus créatrices, les chaînes spécialisées, comme C & A, Zara, Celio, Kiabi ou Promod, ont réussi une percée sur le marché de l'habillement

**LUNDI 16 MARS**, une nouvelle marque d'habillement fera son apparition sur le marché français. D'entrée de jeu, In Extenso, avec 119 points de vente et plus de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires, revendiquera une place de leader en matière de vêtements « basiques », soufflant, par exemple, la place de numéro un du jeans en France à... Levi's lui-même !

Qui se cache derrière cette marque inconnue ? Un nouveau géant venu du froid, comme le suédois H&M, ou du soleil, tel l'espagnol Zara ? Un américain, type GAP ? Un nouveau Benetton ? Non : un distributeur alimentaire, Auchan. Le troisième groupe français d'hypermarchés a décidé de regrouper l'ensemble de ses produits d'habillement sous une seule étiquette. Une démarche lancée voici quatre ans. Auchan n'avait alors pas moins de vingt-cinq marques propres dans le textile, depuis ramonées à neuf.

Les vêtements, sous-vêtements et chaussures In Extenso seront commercialisés d'abord dans les 119 hypermarchés français, puis dans l'ensemble des 198 magasins Auchan dans le monde d'ici à l'été

1999. En concentrant son offre sur une marque unique, dont il va pouvoir décapiter la notoriété, le groupe nordiste ne fait que suivre l'exemple de Carrefour, qui réalise un tiers de ses ventes textiles avec sa marque Tex, créée dès 1982, ou Leclerc, qui a lancé la griffe Tissala en 1991.

La grande distribution à dominante alimentaire (hypermarchés et supermarchés) est depuis longtemps le premier réseau de vente d'habillement en France. Elle capte 17 % des 200 milliards de francs de chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur, et les trois premières enseignes d'hypermarchés, Carrefour, Leclerc et Auchan, s'adjugent chacune autour de 20 % de cette part. Les 7 milliards de francs ainsi réalisés dans le textile (dont 15 % sous marques propres) représentent 9 % du chiffre d'affaires total des hypermarchés Auchan. Les grandes enseignes se seraient-elles endormies sur leurs lauriers ? Toujours est-il qu'elles se sont fait déborder, ces dernières années, par les chaînes spécialisées, du type C&A, Zara, Celio, Kiabi ou Promod. Celles-ci ont absorbé l'essentiel de la croissance du marché en 1997, augmentant leurs ventes de 6 % quand les hyper-

marchés stagnaient (+ 0,1 %). D'où la nécessité pour ces derniers de se doter de marques fortes, ayant un « contenu » original.

**LOI GALLAND**

A l'origine, la marque de distributeur (MDD) a été conçue, d'abord dans l'alimentaire, comme un moyen de mettre les prix des grandes marques sous pression, en leur montrant qu'il peut exister une alternative moins chère. Elle a permis de développer un tissu de PME sous-traitantes, plus faciles à ma-

nœuvrer que les multinationales. La MDD est aujourd'hui, et de plus en plus, « un instrument de différenciation pour les enseignes et de fidélisation des consommateurs », observe François Perrot, responsable In Extenso à Auchan.

On est loin des « produits libres », ces produits génériques inventés par Carrefour en 1976 pour échapper à la dictature des marques, mais qui avaient fini par devenir eux-mêmes une forme de marque. Aujourd'hui, dans les produits de grande consommation et les pro-

duits frais, les MDD représentent 18,2 % du chiffre d'affaires, toutes enseignes confondues. Elles ont connu une forte croissance au début de 1997, lors de l'entrée en vigueur de la loi Galland sur la vente à perte, qui a redonné aux grands industriels une position de force dans la fixation des prix. Mais une conception plus élitiste de la marque propre impose de faire de la qualité, faute de quoi l'alternative ne serait pas crédible face aux grandes marques. La tentation est grande, de proche en proche, pour un distributeur, de devenir producteur.

Décathlon et Intermarché ont franchi ce pas décisif. Depuis 1986, l'enseigne de matériel de sport, qui emploie 180 ingénieurs de recherche et développement, dessine ses produits, achète la matière première ou semi-finie (tissu...) et assure un contrôle étroit des fabricants qui les réalisent pour elle.

Décathlon est ainsi devenu la première marque française de cycles, devant le numéro deux Top-Bike, la marque propre de... Carrefour. Intermarché, lui, s'est mis à racheter ses fournisseurs. Le Groupement des Mousquetaires contrôle aujourd'hui quatre sources d'eau minérales, des usines d'emballage, des conserveries et même un armement de pêche industrielle. Le cas extrême d'intégration est celui du distributeur anglais Marks & Spencer, qui ne tolère que deux dérogations à son dogme de la marque unique Saint-Michael : Coca-Cola et Levi's. « Quand de grandes marques internationales sont vraiment incontournables sur leur marché, il serait absurde de s'en priver », observe Olivier Kauffmann, directeur général de Décathlon France. Marque propre ou grandemarque, finalement, c'est le client qui décide. »

Pascal Galland

### Jusqu'au quart des ventes

La part des marques de distributeurs par enseigne (% du chiffre d'affaires en 1996)

● Intermarché : 25 %  
● Casino : 19 %

● Auchan : 17 %  
● Carrefour : 16 %  
● Leclerc : 12 %  
● Système U : 10 %  
● Continent : 9 %  
● Cora : 9 %  
(source Eurostat)

## La grève se poursuit chez Wagons-Lits France

**LES SYNDICATS** CGT, CFDT et FO de Wagons-Lits France, qui sont en grève depuis plus d'une semaine, ont conclu samedi 7 mars à l'« échec total » des négociations et appelé à une « mobilisation générale » le jour même sur tous les sites. Des assemblées générales étaient prévues samedi à 11 heures à la gare Montparnasse et à 14 heures à la gare de Lyon.

A l'origine de ce mouvement qui a débuté mercredi 25 février : le maintien pour les salariés de Rail Restauration des avantages acquis dans le cadre de leur transfert de Servair, filiale du groupe Air France, à Wagons-Lits, filiale du groupe Accor.

**A la SNCF, au siège de la compagnie nationale, on ne cache pas une certaine lassitude : les retards et l'absence de restauration à bord des trains lui sont souvent reprochés**

Depuis le début de l'année, la SNCF, qui faisait appel à Servair, a choisi Wagons-Lits pour assurer la restauration à bord de ses trains. La convention collective - dont Wagons-Lits et la SNCF sont signataires - oblige Wagons-Lits à garantir, au travers de conventions de transfert, les statuts sociaux en listant les avantages qui doivent être reconduits.

Mais le nouveau concessionnaire, qui a pris l'engagement de ne plus être subventionné par la SNCF à l'issue d'une période de six ans - or ces subventions atteignent 245 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 450 millions en 1997 -, est arrivé avec une nouvelle stratégie qui pourrait bien remettre en cause certains avantages acquis. La direction a proposé de mettre en place une nouvelle organisation du travail en tenant compte des négociations sur la réduction du

temps de travail à 35 heures. Cette nouvelle organisation doit permettre notamment d'augmenter le temps de travail effectif des agents, qui est aujourd'hui d'environ 25 heures.

La direction de Wagons-Lits s'est avouée surprise par la position des syndicats : « Le 8 janvier, nous avons signé un accord avec les organisations syndicales qui allait nous permettre de lister la totalité des avantages collectifs et individuels. (...) Les parties contractantes avaient jusqu'au 23 février pour remettre ce document au ministère des transports. Si ce document ne faisait pas l'unanimité, une commission paritaire devait alors se réunir à partir du lundi 2 mars. Mais les organisations syndicales n'ont pas attendu la date fixée et ont déclenché un mouvement social dès le 25 février. »

Depuis le début de la semaine, les salariés de Rail Restauration ont multiplié les actions : occupation de voies ferrées et d'hôtels du groupe Accor, démarche à l'Assemblée nationale.

Alors que le choix d'un concessionnaire devait a priori lui éviter de tels déboires...

Judi 5 mars en fin d'après-midi, une réunion s'est tenue au siège de Wagons-Lits entre la direction et les syndicats, mais cette dernière n'a pas abouti. En conséquence, la direction du groupe de restauration a demandé au ministère des transports la nomination d'un médiateur. De son côté, le ministère des transports a indiqué jeudi qu'il étudierait cette demande, tout en préférant que direction et syndicats tentent de trouver une issue satisfaisante pour les deux parties.

Les syndicats ont par ailleurs reçu, vendredi, la copie d'une lettre adressée par Guillaume Popy, directeur général délégué clientèle de la SNCF. Sans prendre position sur le conflit social qui oppose la direction de Wagons-Lits à ses salariés, la SNCF confirme que sa caution, prévue par une convention de 1984 en cas de transfert à une autre entreprise, a pour but de veiller à la prise en compte par la nouvelle entreprise de la liste des avantages acquis. Cependant, en aucun cas elle ne saurait restreindre les droits du nouvel employeur à les renégocier. Selon la SNCF, Wagons-Lits n'a pas adopté une position contraire à ces principes.

François Bostnavaron

**MITSUBISHI FAIT RESPIRER L'AUTOMOBILE**  
MOINS DE CO<sub>2</sub>. MOINS D'OXYDE D'AZOTE.

هنا من الامتداد

Les bancaires en vedette

REVUE DES ACTIONS

Table with columns: ÉNERGIE, PRODUITS DE BASE, CONSTRUCTION, BIENS D'ÉQUIPEMENT, AUTOMOBILE. Lists various companies and their stock prices.

ON AURAIT PU imaginer qu'à force de battre des records, la place parisienne s'accorde quelques séances de pause pour reprendre son souffle. Non point. Les valeurs françaises s'octroyaient seulement deux séances avant de reprendre leur irrésistible ascension.

« performance en ligne » à « surperformance » et Transbourse d'« accumuler » à « acheter ». Morgan Stanley a relevé de 10 % son objectif de cours à 434 francs.

La Générale des eaux et Havas ont été entourés cette semaine, dans l'attente des précisions sur l'« éventualité d'un rapprochement », selon les termes d'un communiqué, daté du 25 février, publié par les conseils d'administration des deux compagnies.

Table with columns: Francoparis, ImmoB.Banque N°1, ImmoB.Hotel. Lists stock prices for these entities.

SERVICES FINANCIERS

Table listing various financial services companies and their stock prices.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table listing equipment-related companies and their stock prices.

VALEURS

Table listing various stock values and their prices.

INDUSTRIE AGRICOLA

Table listing agricultural industry companies and their stock prices.

AUTRES SERVICES

Table listing other service companies and their stock prices.

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

Table listing investment companies and their stock prices.

LES PERFORMANCES DES SICAV OBLIGATAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 27 février

Table showing performance metrics for various SICAV obligataires, including rank, performance, and value.

OBLIGATAIRES FRANÇAISES COUPONS MULTIPLES

Table showing performance metrics for French coupon multiple obligataires.

OBLIGATAIRES FRANÇAISES INTERNATIONALES

Table showing performance metrics for French international obligataires.

Les sicav qui misent sur les obligations à taux variables déçoivent

PARADOXALEMENT, le plus grand danger pour une sicav obligataire classique est une remontée des taux d'intérêt. Dans ce cas de figure, les obligations nouvelles émises versent un coupon supérieur aux anciens titres, il est donc plus intéressant de les acheter.

Handwritten note: 150

## Comment les sicav monétaires tentent d'améliorer leurs performances

Les ménages français laissent encore des sommes considérables sur ce produit de placement à court terme, dont la rémunération est devenue très faible. A la fin de l'année dernière, l'encours était encore de 740 milliards de francs

« LES SICAV monétaires, elles, n'ont pas de plafond. » C'est en désespoir de cause le seul argument que Jean-Luc Calvet, gérant de la sicav d'obligations Crédit mutuel Épargne court terme au faveur des sicav monétaires. La référence directe vise le livret A des Caisse d'épargne, qui bat à plates courtes les sicav monétaires sur le terrain de la rentabilité, mais sur lequel il n'est pas possible de placer plus de 100 000 francs. D'après la société Fininfo, la « star » déchu n'a rapporté en moyenne en 1997 que 2,97 %. C'est maigre !

La chute libre des taux d'intérêt à court terme sur lesquels sont « calées » leurs performances leur a été fatale. Le livret A, qui répond à une vocation identique : gérer des liquidités, trône au haut de ses 3,5 %. Il trône d'autant plus que les intérêts du livret A sont totalement exonérés d'impôt. Ce n'est pas le cas des sicav monétaires, qui ne sont plus du tout le havre fiscal qu'elles ont longtemps été. Une fois que l'imposi-

tion sur les plus-values (le taux est de 26 % dès le premier franc) a fait son œuvre, la rémunération servie s'effondre en 1997 à 2,19 %. La clientèle particulière, qui avait fait un triomphe commercial aux sicav monétaires, a mis du temps à comprendre le message. Les souscripteurs ont eu beaucoup de mal à oublier l'époque heureuse où les sicav monétaires rapportaient plus de 10 % par an « en dormant » et où elles bénéficiaient d'une générosité fiscale inégalée. La décade est maintenant amorcée. Pour la première fois l'année dernière, les encours des sicav monétaires ont représenté moins de 50 % de l'encours global des sicav françaises.

Au cours des quatre dernières années, les rachats se sont élevés à plus de 575 milliards de francs. Mais le stock reste considérable. A la fin de l'année dernière, les encours des sicav monétaires tournaient autour de 740 milliards de francs. Pour placer de l'argent pour quelques jours, elles n'ont pas complètement perdu leur utilité. Mais il est hors de

question de laisser dessus de l'argent pendant plusieurs mois ou plusieurs années.

### UNE LOGIQUE DIFFÉRENTE

Par rapport aux sicav monétaires « classiques », un certain nombre de variantes qui appartiennent de près ou de loin à la même famille permettent de réaliser des performances améliorées. Les sicav de trésorerie « dynamiques », qui ne sont rien d'autres que des sicav monétaires dopées, procurent une rémunération légèrement supérieure à celle des sicav monétaires. Elles présentent une particularité intéressante : leurs gérants n'hésitent à faire cohabiter les titres habituels à court terme logés dans les sicav monétaires (certificats de dépôts, billets de trésorerie) et des obligations d'une durée de vie plus ou moins longue. C'est la présence des obligations qui permet d'améliorer la performance.

En règle générale, les sicav de trésorerie « dynamiques » détiennent des obligations de six mois à deux ans. Mais certains

gérants prennent du « papier » plus « long ». Fima CT, une sicav de trésorerie dynamique de Fimagest, qui a réalisé une performance de 14 % en 1997, héberge 5 % d'obligations à dix ans. La contrepartie est que les performances des sicav de trésorerie « dynamiques » sont beaucoup moins « lissées » que celles des sicav monétaires et que des sautes d'humeur sont possibles. « On dynamise le rendement en prenant des risques », explique Christophe Tamet, gérant de Fima.

« La gestion s'apparente davantage à celle d'une sicav d'obligations qu'à celle d'une sicav monétaire. Il y a un petit risque en capital si les taux d'intérêt évoluent défavorablement. » Conclusion de Christophe Tamet : « Je ne conseille pas ce genre de produit pour placer de l'argent pendant une semaine. » Sur une sicav comme Fima CT, la durée de placement recommandée est de six mois à un an. CPR Sécurité obligatoire, une sicav de trésorerie « dynamique » de CPR Gestion, est coulée dans un moule voisin. Elle détient un portefeuille d'obligations à deux à trois ans, ainsi que des obligations convertibles. « L'objectif que je me suis fixé est de faire mieux que les sicav monétaires sans perdre en capital », explique Christine Delagrave, gérante de CPR Sécurité obligatoire. Elle conseille de n'investir dans « sa » sicav que pour une durée de trois mois à un an. Là encore, la performance se situe nettement au-dessus de la moyenne des performances des sicav monétaires.

CPR Sécurité obligatoire a « gagné » 4,91 % en 1997. Les sicav monétaires en devises constituent un autre chemin détourné pour rompre avec la médiocrité actuelle des performances des sicav monétaires franco-français. Elles relèvent d'une logique radicalement différente. Elles ont pour seul point commun d'être investies en titres monétaires (certificats de dépôts, billets de trésorerie). Mais il s'agit de titres monétaires... étrangers, allemands, italiens ou américains. « Acheter une sicav monétaire en devises, c'est prendre un pari sur le change », souligne Gérard Roubach, directeur de la gestion financière au CIC. « Une sicav d'obligations comporte un double pari sur les taux d'intérêt et sur le change. Une sicav monétaire en dollars par exemple permet à un particulier de spéculer sur l'évolution de la monnaie américaine sans prendre de risque sur les taux d'intérêt parce qu'elle est investie sur du papier à court terme. » Autrement dit, si la devise locale prend de la hauteur par rap-

port au franc, les performances en francs seront excellentes. En moyenne, les sicav monétaires en devises ont réalisé l'année dernière, d'après Fininfo, une performance de 12,1 %. Les sicav monétaires libellées en dollars ont tiré le meilleur parti de la forte hausse du billet vert en 1997. Mais les sicav monétaires en devises ne se contentent pas de jouer sur l'effet change. Elles font aussi profiter les souscripteurs des écarts de taux d'intérêt d'un pays à l'autre.

« Quand le dollar monte, le sous-

taire en devise. « Le degré de risque sur le change est bien supérieur au degré de risque sur les taux d'intérêt », affirme-t-elle.

« C'était formidable d'être « positionné » sur le dollar en 1997. La configuration actuelle est moins favorable. » Soçgen Cash Dollar, une sicav monétaire en dollars de la Société générale, la première du genre (elle a été lancée en 1990), a réalisé l'année dernière une performance de 5,04 % en dollars et de 19,90 % en francs ! Même cause, même effet : Moncy Dollar, la sicav monétaire

### Un placement d'attente pour les entreprises

Le stock de sicav monétaires a subi depuis cinq ans une érosion lente, mais régulière. En 1993, leurs encours dépassaient encore 1 000 milliards de francs (ils s'élevaient à plus de 1 060 milliards). Mais la décade a pris ampleur après l'année de l'ampleur. En 1994, les sommes placées sur les sicav monétaires ne tournaient plus qu'autour de 954 milliards de francs. Un an plus tard, leurs encours s'étaient vidés de 8 %. En 1996, leur masse dépassait à peine 837 milliards de francs. L'année dernière, la chute a été brutale, puisque le stock de sicav monétaires s'est encore réduit de 11 %. Au mois de janvier 1998, d'après la société Fininfo, les encours ont enregistré une progression de 6,4 %. Mais il s'agit là d'une variation saisonnière « classique » qui est le lot habituel de chaque début d'année. Elle ne remet en aucun cas en cause la tendance lourde constatée depuis plusieurs années.

Malgré la baisse régulière des encours, le « volant » de sicav monétaires reste important. Il s'élevait à la fin du mois de janvier à 784 milliards de francs. La diminution des encours est due pour l'essentiel à la désaffection des particuliers qui ont déserté les sicav monétaires. Mais les trésoriers d'entreprise restent des souscripteurs fidèles. Les sicav monétaires ont ainsi retrouvé leur vocation première, qui était d'offrir aux entreprises un placement d'attente pour gérer leur trésorerie.

« Le créateur bénéficie du phénomène de change », note Françoise Guillaume, responsable des gestions monétaires à Société générale Asset Management. « Mais, si le dollar ne bouge pas, il bénéficiera quand même de la différence entre les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis, qui tournent autour de 5,50 %, et les taux d'intérêt à court terme en France, qui tournent autour de 3,50 %. » Françoise Guillaume souligne, elle aussi, le pari que représente une sicav moné-

naire en dollars du CIC, a gagné 5,31 % en dollars en 1997 et 21,28 % en francs. C'est sans comparaison avec une sicav monétaire franco-française. Les sicav en devises sont à manier avec une grande précaution et restent réservées aux investisseurs avisés et à eux seuls. Les sicav monétaires « classiques » sont d'un usage beaucoup plus simple, mais beaucoup moins... rémunérateur !

Michel Turin

### Innovez pour réduire vos impôts !

Les contribuables qui souscrivent des parts de fonds de placement dans l'innovation (FCPI) ont droit à une réduction d'impôt significative : 25 % du versement de l'année pris dans une limite de 75 000 francs pour une personne seule et de



150 000 francs pour un couple marié. La réduction d'impôt maximale atteint donc 18 750 francs dans le premier cas et 37 500 francs dans le second. Toutefois, pour que cet avantage ne soit pas remis en cause, le fisc exige qu'une série de conditions soient respectées :  
- Les parts doivent être conservées pendant cinq ans au minimum. Dans la pratique, les établissements qui commercialisent ces placements prévoient fréquemment des durées de placement comprises entre sept ans et dix ans pour pouvoir prendre des participations et les céder dans les meilleures conditions.  
- L'actif du fonds doit être constitué à hauteur de 60 % minimum de titres de sociétés non cotées considérées comme innovantes.

- Le contribuable avec son conjoint et ses ascendants et descendants ne doivent pas détenir plus de 10 % des parts du FCPI. Et ils ne doivent pas avoir détenir plus de 25 % des droits dans les bénéfices des sociétés figurant à l'actif du fonds au cours des cinq années qui ont précédé la souscription des parts du fonds. Si l'une de ces trois conditions n'est pas respectée, la réduction d'impôt accordée au titre de l'année concernée sera reprise. Toutefois, en cas de revente anticipée motivée par un des cas de force majeure prévus par la loi - décès, invalidité, licenciement du contribuable ou de l'un des époux - l'avantage fiscal est conservé. Pour bénéficier de la réduction d'impôt prévue, vous devez joindre à votre déclaration de revenus la copie de l'engagement de conservation des parts établie lors de la souscription ainsi que le relevé qui vous sera adressé par l'établissement gestionnaire du fonds.

Attention ! Les FCPI constituent un placement à risque peu liquide. En conséquence, la souscription ne doit être envisagée qu'à titre de diversification pour une faible part de votre patrimoine.

Laurent Edchmann

**CRÉDIT AGRICOLE  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

**382 MF de RÉSULTAT NET en hausse de 25 %**

1- EXCELLENTE ACTIVITÉ COMMERCIALE EN 1997 :

	évolution 31/12/1997 - 31/12/1996	
Encours de collecte (en milliards de francs)	113,2	+ 3,3 %
Encours de crédit (en milliards de francs)	59,7	+ 12,7 %
Commissions de services (en millions de francs) (hors commissions de collecte)	635	+ 20,8 %

La collecte bancaire progresse de 10 %, la collecte financière est stable, les dépôts à vue en moyenne annuelle augmentent de 7 %. La progression des encours de crédits concerne tous les marchés.

2- FORTE PROGRESSION DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ :

en millions de francs	31/12/1996	31/12/1997	évolution
Produit net bancaire	3 199	3 135	+ 0,8 %
Charges générales d'exploitation	(1 843)	(1 922)	+ 4,2 %
Charges de valeurs	(170)	(478)	- 52,7 %
Résultat net par du groupe	305,6	381,7	+ 24,9 %

Le produit net bancaire progresse de 25 millions de francs. Les corrections de valeurs (dotations aux provisions et pertes nettes) diminuent fortement pour la deuxième année consécutive. Elles comprennent une provision à caractère général pour risques de crédit de 90 millions de francs. L'augmentation de la fiscalité sur les entreprises décidée en 1997 représente une charge supplémentaire de 35 millions de francs.

3- DIVIDENDE PAR ACTION 32 FRANCS (+ 14 %) :

Il sera proposé à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice le 9 avril prochain. Une augmentation de dividende de 14 % portant celui-ci à 32 francs (plus avoir fiscal) par certificat d'investissement.

4- PERSPECTIVES :

En 1998, le Crédit Agricole d'Île de France poursuit sa stratégie de création de produits simples et innovants. Il sera mis en place un groupement de moyens informatiques entre plusieurs Caisses Régionales qui permettra d'accroître les capacités de développement de nouveaux produits et de maîtriser les charges. Il sera proposé au cours de l'année un service bancaire internet sur TPS. Des 1999 une offre euro, simple, cohérente et adaptée aux besoins de chacun sera proposée à la clientèle. En 1988, le Crédit Agricole d'Île de France devrait connaître une nouvelle croissance de ses résultats financiers.

**groupe Promodès**

**Résultats consolidés 1997**

en millions de francs	Variation 97/96	1997	1996
CA TTC sous enseignes	+ 2,1 %	171 567	168 024
CA HT	+ 6,9 %	110 666	103 535
Résultat d'exploitation	+ 19,5 %	2 848	2 384
Résultat net global	+ 23,4 %	1 812	1 468
Net part du Groupe	+ 29,9 %	1 619	1 247
Résultat par titre	+ 29,9 %	84,6 F	65,1 F

A taux de change et périmètre comparables, les évolutions entre 1997 et 1996 du chiffre d'affaires TTC sous enseignes comme celle du chiffre d'affaires HT consolidé sont proches de 6 %. Ces évolutions sont en ligne avec les croissances annuelles moyennes réalisées par le Groupe au cours des 5 dernières années, le chiffre d'affaires HT consolidé progressant sur cette période en moyenne chaque année de 5,5 % et le chiffre d'affaires TTC sous enseignes de 5,8 %.

Le résultat d'exploitation augmente de 19,5 % et compte tenu notamment de l'intégration de Gruppo G, le résultat net part du Groupe augmente de 29,9 %.

L'autofinancement brut atteint 3 380 MF.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 26 mai 1998 un dividende net de 17 francs par titre en progression de 21 % par rapport à l'exercice précédent.

PROMODÈS SUR INTERNET. <http://www.promodes.fr>

LES ACTIONS

PERFORMANCES  
SICAV OBLIGAT

MARKETS FRANÇAIS DE LA PÉRIODE

السنة من الأجل

**MATIÈRES PREMIÈRES**

الجزيرة

**DISPARITIONS**

**Jacques Droz**

Un universitaire de grande tradition spécialiste de l'Allemagne

**SURVENUE** mardi 3 mars à la veille de ses quatre-vingt-neuf ans - il était né à Paris le 12 mars 1909 - la mort de Jacques Droz nous prive d'un des meilleurs spécialistes de l'Allemagne et de l'histoire des idées politiques. Cet universitaire de grande tradition, qui fut aussi, par sa conscience profonde, sa foi laïque et son extrême tolérance, un « homme de la vieille gauche », selon le mot de son élève Pierre Ayçoberry, a connu un parcours singulier pour un intellectuel de sa génération.

Après des étapes classiques - études au lycée Louis-le-Grand, agrégation d'histoire et géographie en 1932 -, il part un an en Rhénanie (1934-1935) alors que l'Allemagne bascule dans le nazisme, pour rassembler le matériel de sa thèse sur la pensée politique et morale des Cislethiens. Nommé professeur au lycée de Colmar en 1935, il reste en contact avec le monde germanique, qu'il va étudier comme personne, appartenant à une génération qui, bornés

les médiévistes, fait l'impasse sur l'histoire du grand voisin. Mobilisé en 1939, il perd dans la débâcle de 1940 sa bibliothèque, qui sera pillée. En poste au lycée Pasteur de Neuilly (1940), puis à Chaptal à Paris (1942), il soutient sa thèse de doctorat d'Etat (1944) et, après un dernier poste dans le secondaire (au lycée Fustel, parallèlement à sa nomination à l'Institut d'études politiques de Strasbourg), il intègre le supérieur - maître de conférences à Dijon (1946), avant d'entrer à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand (1947-1962), dont il est dès 1957 un doyen formidablement respecté. Sa carrière se poursuivra à la Sorbonne dès 1962 et, mise à part une parenthèse malheureuse à Vincennes (1969-1970), s'y achèvera à la fin des années 70. Sans que cette retraite soit définitive : dix ans durant, malgré une cécité qui progresse et entrave son inlassable activité de chercheur - il publie encore, en 1985, une *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939* (La Décou-

verts) qui intègre l'Italie de Mussolini, sur laquelle il n'avait jamais encore travaillé ! - Il continue d'encadrer des thèses et de fréquenter les cercles universitaires où sa bonhomie, sa franchise cordiale et son contact chaleureux et simple sont proverbiaux. Car, outre son charisme et son goût pour les plaisirs de la vie (de l'opéra, dont il raffole, à l'art baroque de la Mitteleuropa), Jacques Droz laisse à ceux qui l'ont approché le souvenir, rarement compatible, d'un bon prof à la flamme communicative (médiateur, solide et argumenté, ses cours variaient au moins tous les deux ans, rythme que Droz imprimait, doyen à Clermont, par souci de la santé intellectuelle de ses enseignants), d'un responsable d'université exceptionnel (sans doute à cause de son « flair » qui lui fit attirer, à Clermont toujours, des chercheurs promus à la « gloire » : Michel Foucault, Michel Serres, Pierre Vilari, Albert Soboul ou Pierre Ayçoberry), enfin d'un chercheur important. Ses publica-

tions, nombreuses - citons *L'Allemagne et la Révolution française* (1949), *Les Révolutions allemandes de 1848* (1957), une *Histoire diplomatique de 1648 à 1919* (1959), *L'Europe centrale. Evolution de l'idée de Mitteleuropa* (1963) ou *Le Romantisme allemand et l'Etat* (1966) -, comme ses échanges incessants avec les historiens allemands, ont très largement contribué à changer l'image de l'Allemagne dans l'esprit des intellectuels français, trop enclins à nier un ferment politique démocratique outre-Rhin et se contentant de caricatures « prussiennes ». La monumentale *Histoire générale du socialisme* qu'il dirige aux PUF (1972-1978), sur les traces de Martenot, et où il signe d'intéressantes contributions, permet de dégager la conception historique du politique chez Droz, différente des enjeux de stratégies gouvernementales chères à Renouvin, mais attachée avant tout aux idées qui prennent chair dans l'expérience politique. Philippe-Jean Catinchi

**LE PÈRE JEAN VINATIER**, ancien vicaire général de la Mission de France, est décédé mercredi 4 mars à Brive, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Né le 24 janvier 1917 à Veix, Jean Vinatier est ordonné prêtre en juin 1944 à Tulle. Dès le lendemain, c'est lui qui a la charge d'enterrer les otages français pendus à Tulle par les Allemands. En novembre 1944, il entre, à Lisieux au séminaire de la Mission de France, ouvert en 1941 pour l'évangélisation des milieux populaires, mais vite soupçonné et fermé par Rome en 1953. La Mission de France est dirigée en préfecture territoriale à Pontivy (Morbihan) en 1954 et le père Vinatier en devient le premier vicaire général sous la responsabilité du cardinal Liénart. A la fin de son mandat, en 1963, il retourne à la base dans une équipe de mission à Miramont (Lot-et-Garonne), à La Seyne-sur-Mer (Var) et il prend sa retraite en 1975. Personnalité simple et chaleureuse, historien, Jean Vinatier a écrit des biographies du cardinal Liénart (1978), du cardinal Suhard, ancien archevêque de Paris (1983) et du père Louis Augros (1991), fondateurs de la Mission de France, ainsi que plusieurs ouvrages sur le mouvement missionnaire et ses liens avec la spiritualité de Thérèse de Lisieux.

**AU CARNET DU « MONDE »**

**Naissances**

Anne et Gilles Odie, 14 Lemnos Street, Waverley 2090.

**Christine et Renand SEVERAC-BASTIDE**, leurs fils Théodore, sont heureux d'annoncer la naissance de

**Victoria**, le 3 mars 1998, à Paris.

123, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

**Anniversaires de naissance**

Joyeux anniversaire, **Bibbou**.

Bonne route, flemis, pour ce prochain demi-siècle !

Topolino et Gros Chat.

Saint-Germain-en-Laye, le 8 mars 1998.

Joyeux anniversaire, **Camille**, né le dimanche 8 mars 1992.

Avec tout l'Amour de Maman pour son petit garçon qui devient Grand. Six ans.

Vincennes, le dimanche 8 mars 1998.

Heureux anniversaire, **Corentin**, Brigitte, Didier et Mavee.

**Anniversaires**

**Jo-Elle**, vous ne cesserez jamais de me faire rêver et mon cœur ne bat que pour vous.

**Décès**

Sa famille, Ses amis, Et ses collègues des « Mozards », ont la douleur d'annoncer que

**Dany BOLZONY**, les a quittés dans sa quarante-cinquième année.

Il se réunira autour d'elle le mardi 10 mars 1998, à 11 heures, au funérarium de Corbeil (Essonne).

100, route de Fontainebleau.

Les familles Doumenq, Peska, Cao, Richard, Yverlé, Vuorne Folly, Madeleine Cassali, Khazia Sami, Les amis de France et d'Algérie, font part du décès de

**Germaine FOUJENC**, née DESGORGES, ancienne directrice de l'Ecole normale d'Alger.

surveillent le 1<sup>er</sup> mars 1998, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses obsèques ont lieu à Saint-Amand-Roche-Savine, dans la plus stricte intimité.

11, rue de Lessaps, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Olivier et Marie Fortin, Maël, Antonin et Lola, Michel et Pauline Portron-Fortin, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**Jacques FORTIN**, surveillent le 4 mars 1998, à Angers.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

29, rue Aristide-Briand, 85100 Les Sables-d'Orléans.

Michèle Colin, sa compagne, Toute sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part de la disparition de

**René KURIS**, kinésithérapeute.

surveillent le 27 février 1998, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques ont lieu à Paris, dans la plus stricte intimité.

8, impasse Mathieu, 75015 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Labbé, ses parents, François-Emanuel Labbé, son frère, Les familles Thiry, Lamouche, Grenon, Schaffmacker, Le Lann, Salvatori et Hedan, Le personnel de Total Vietnam, Et la communauté française d'Hanoi, ont la douleur de faire part du décès de

**Laurent LARBE**, le mercredi 4 mars 1998, à Singapour, à l'âge de seize ans, des suites d'un accident survenu le samedi 23 février, à Hanoi.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 10 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, place Hérold, à Courbevoie.

5, parc De Lattre-de-Tassigny, 92400 Courbevoie.

Doang Tay Ho, Hanoi (Vietnam).

**Jacques LE MASSON**, ancien journaliste, victime d'une transfusion de sang contaminé (Dépense C), est décédé le 27 février 1998.

Paul Le Masson, Jean-Jacques, Marie, Pierre, Et leur famille.

20, rue Auguste-Mourou, 59800 Lille.

Maurice et Ariel Pinaut, son fils et sa belle-fille, Victor et Maxime, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, le 28 février 1998, à Paris, de

**Coria PINAULT**.

L'inhumation a eu lieu à Neuilly dans la plus stricte intimité.

6-8, rue Beauvoisine, 75116 Paris.

M<sup>me</sup> Collette Salmon, née Allard, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

**Son Excellence M. Jean-Charles SALMON**, ambassadeur honoraire de Sa Majesté le roi des Belges, président d'Autisme-Europe (1983-1988), conseiller et ancien administrateur de l'Aspea (Association de parents pour l'épanouissement des personnes autistes), surveillent le 4 mars 1998, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Gedinne.

84, route de Mont, B-5530 Gedinne-Yvoir.

**Anniversaires de décès**

Il y a vingt-cinq ans, à Montpellier,

**Jules ELLUL**, ancien maire de Mahdia (Tunisie), juge de paix honoraire, président des anciens combattants, ex-propriétaire industriel et fabricant en Tunisie, s'est endormi dans la paix du Seigneur, en terre d'asile.

Ceux qui l'ont connu, et ses concitoyens de Mahdia, musulmans, juifs et chrétiens, auront une pensée amie pour sa mémoire.

« La lumière est semée pour le juste, et la joie pour ceux dont le cœur est droit. » Psaume 97, 11.

Après avoir écrit un dernier poème, le 8 mars 1994,

**Elisabeth MORZIERE** décuil de nous quitter.

Elle aurait trente ans.

15, rue des Roquetaes, 94120 Fontenay-sous-Bois.

**Messes anniversaires**

A l'occasion du trentième anniversaire de la disparition du général Pierre DUNOYER DE SEGONZAC, une messe du souvenir sera célébrée le vendredi 13 mars 1998, à 11 h 30, dans la chapelle du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5<sup>e</sup>.

A l'issue de la cérémonie, M<sup>me</sup> Pierre Dunoyer de Segonzac, ses enfants et petits-enfants, remercieront leurs amis dans la salle capitulaire.

**Communications diverses**

Anciens de Chaptal

Le 20 mars, à Chaptal, 43, boulevard des Batignolles, Paris-8<sup>e</sup>, aura lieu, à 18 heures, l'assemblée générale de l'Amicale, suivie, à 20 heures, du dîner au lycée. Inscriptions avant le 15 mars avec chèque de 100 francs à l'ordre des AEC, chez Galmard, 91, rue Caulaincourt, Paris-18<sup>e</sup>.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**Soutenances de thèse**

Abdoul Aziz Mbeye, grand reporter à la télévision sénégalaise, a soutenu, le 4 mars 1998, à l'Institut de la communication et des médias de l'université Grenoble-III, une thèse de doctorat en communication, avec la mention honorable.

**Conférences**

Mercredi 11 mars, 19 heures, à Rémir (4-6, place de Valois, métro Palais-Royal) :

« Chômage, inégalités, cohésion sociale : quel modèle de société ? » Avec J.-Paul FLOUST, économiste, et R. CASSEL, sociologue. 01-47-00-79-45. Participation : 10 francs.

**CARNET DU MONDE - TARIFS 98 - TARIF à la ligne**

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT

TARIF ABONNÉS 85 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.86 Fax : 01.42.17.21.36

**Plus de 120 000 abonnés au Monde pourquoi pas vous ?**

Essayez l'abonnement au Monde !

Vous économisez jusqu'à 360

Vous recevez Le Monde tous les jours, dans votre boîte aux lettres

Vous ne manquez aucun numéro, aucun article

Vous recevez tous les suppléments chez vous

Vous pouvez faire suivre votre journal sur le lieu de vos vacances

**OUI, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :**

1 AN - 1 930 F  3 MOIS - 562 F

au lieu de 2 340 F au lieu de 585 F

\* Prix de vente au numéro - (Tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N° \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_

M.  Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

**TARIFS HORS FRANCE**

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 180 F	2 980 F	3 560 F
3 mois	598 F	790 F	940 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-33-80 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Ledoux - 90546 Chevilly-Codex

**DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS**

Recommandé par Paris des Chats, Paris Contrats, MATÉLAS & SOMMIERS

Toutes dimensions - Fixes ou réglables SWISSLEX, TRECA, EPEBA, SIVONS, DUNOYER, QUINCY, PIRÉAU, ETC.

CANAPES, SALONS, CLIC CLAC

Couverts : Tissus - Alcantara - Silex - Couleur - Duvalier - Sulfur - Etc.

Vente par téléphone possible Livraison gratuite sur toute la France

**MOBECO**

01.42.08.71.00

**Vous vendez ou vous louez votre appartement ou votre maison**

**Forfaits Particuliers**

495 F TTC - 2 partitutions  
685 F TTC - 4 partitutions

5 lignes  
112 F TTC la ligne suppl.

Tél. : 01.42.17.39.80  
Fax : 01.42.17.21.36

**Comment déclarer vos revenus et calculer vos impôts**

16 pages pratiques dans **Le Monde** mardi 10 mars daté 11 mars

**L'AVENIR DES RÉGIONS ILE-DE-FRANCE**

**Enrayer le mal de vivre**

A lire demain dans **Le Monde**

## La force de l'économie américaine inquiète les marchés

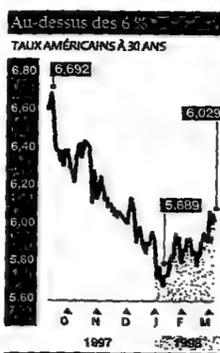
Le taux de l'emprunt du Trésor des Etats-Unis à 30 ans est remonté à plus de 6 %.  
Les tensions sur le marché obligataire outre-Atlantique se sont propagées jusqu'en Europe

L'économie américaine ne montre aucun signe de ralentissement. Les ventes de logements neufs ont bondi de 10,3 % en janvier tandis que les créations d'emplois se sont élevées à 310 000 en février, permet-

tant au taux de chômage de reculer jusqu'à 4,6 %, son plus bas niveau depuis 1973. Les opérateurs ont de plus en plus le sentiment que la crise asiatique n'aura qu'un impact très limité sur l'économie des Etats-Unis. Ils craignent dans ces conditions une hausse préventive des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine. Les tensions observées outre-Atlantique se sont propagées jusqu'en Europe, malgré les déclarations rassurantes de Hans-Dieter Kuehbacher, membre du conseil de la Bundesbank, qui a exclu un resserrement de la politique monétaire allemande en 1998.

LA MACHINE économique américaine tourne trop vite au goût des professionnels des marchés obligataires : le rendement de l'emprunt à 30 ans, échéance de référence outre-Atlantique, est remonté cette semaine de 5,92 % jusqu'à 6,08 %, son plus haut niveau depuis le début du mois de décembre 1997 (6,03 % vendredi 6 mars soir). Les investisseurs espèrent que la crise asiatique allait permettre de ralentir la croissance aux Etats-Unis en réduisant, notamment, le montant des exportations américaines vers l'Asie. Mais rien, dans les dernières statistiques, n'indique une quelconque baisse de régime.

L'indice de l'association nationale des directeurs d'achats a progressé en février, à 53,3 points contre 52,4 points, alors que les analystes s'attendaient à une baisse. Les revenus des ménages ont augmenté de 0,6 % en janvier et leurs dépenses de 0,4 %. Les ventes de logements neufs se sont accrues de 10,3 % en janvier, leur rythme le plus élevé depuis cinq ans. Sur le marché du travail, enfin, 310 000 emplois nets ont été créés en février, soit nettement plus que les 250 000 prévus par les experts : le taux de chômage s'est établi à 4,6 % contre 4,7 % en janvier, le niveau le plus faible depuis octobre 1973. Avec cette situation de quasi plein emploi, le salaire horaire moyen a grimpé en février de 0,6 % à 12,60 dollars, soit 4,1 %



sur un an. Toutes ces statistiques témoignent d'un risque de pression inflationniste accru, a estimé William Sullivan, analyste à la banque Morgan Stanley Dean Witter. « Tout cela est très haut, ajoute Carl Leakey, économiste dans la société High Frequency Economics, et annonce un taux de croissance de 4 % au premier trimestre. C'est très mauvais pour le marché obligataire. » Les opérateurs craignent en particulier que

la Réserve fédérale soit obligée de relever ses taux directeurs alors qu'ils espéraient voir quelques semaines, après que son président Alan Greenspan ait évoqué à plusieurs reprises les risques de déflation, un assouplissement de la politique monétaire.

### CONTAGION NON JUSTIFIÉE

Comme tous ses homologues des grands pays industrialisés, le marché des obligations américaines avait de surcroît profité de la crise financière asiatique et du mouvement de « flight to quality » (envol vers la qualité) qui en avait résulté. Les investisseurs, inquiets face à une éventuelle déstabilisation du système financier mondial, avaient acheté en masse les titres émis par le Trésor des Etats-Unis, réputés pour leur sécurité : à la suite de ces transferts, le rendement de l'emprunt à 30 ans avait reculé de 6,70 % à la mi-septembre 1997, jusqu'à 5,69 % le 12 janvier, le plus bas niveau de son histoire. Mais ce relatif apaisement de la crise en Asie - si l'on excepte le cas de l'Indonésie, menacée de se voir privée de l'aide du Fonds monétaire international (FMI) en raison des projets monétaires contestés du président Suharto - prive aujourd'hui les emprunteurs du soutien procuré par le « flight to quality ».

Les marchés obligataires européens, qui, depuis plus d'un mois, avaient réussi à se déconnecter de

leur homologue américain, n'ont pas résisté au brusque regain de tensions outre-Atlantique. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'est brusquement tendu, jeudi 5 mars - les taux montent quand les cours des obligations baissent -, passant de 4,98 % à 5,10 %. Les emprunts

tensions salariales. Parallèlement, les rythmes d'inflation continuent à reculer en Europe (0,5 % sur un an, en France, en janvier). Cette baisse rapide des prix a pour conséquence d'augmenter le niveau des taux d'intérêt réels - diminués de l'inflation - et constitue donc une forme de resserrement

### Rebond du dollar

Comme le compartiment des taux d'intérêt, les marchés de change ont connu d'importants rebonds, cette semaine. Le dollar, jeudi 5 et vendredi 6 mars, est passé de 1,81 mark et 6,07 francs à 1,8350 mark et 6,13 francs, ses plus hauts niveaux depuis un mois et demi. Face à la devise japonaise, il a progressé de 124,80 à 128,50 yens. Le billet vert a été dopé par les propos de Hans-Dieter Kuehbacher, membre du conseil de la Bundesbank, exultant une hausse des taux directeurs allemands cette année. Il a également profité de la confusion régnant au Japon, avec les risques de démission du vice-ministre nippon des finances Eisuke Sakakibara, surnommé amicalement « M. Yen » par les opérateurs, qui est soupçonné d'être intervenu au début des années 90 auprès du courtier Daiwa afin que celui-ci compense les pertes boursières d'un de ses amis.

D'Etat allemands, italiens, britanniques et espagnols ont connu le même sort.

Une telle contagion n'a pourtant guère de justification économique. Malgré l'accélération actuelle de la croissance, les économies du Vieux Continent sont loin d'être exposées à un risque de surchauffe. Les niveaux très élevés de chômage, notamment en Allemagne et en France, mettent ces deux pays à l'abri de

monétaire pénalisant pour les investissements des entreprises et les achats de logements par les ménages. Elle apparaît par là même suffisante pour dissuader la Bundesbank de relever prochainement ses taux directeurs.

Les déclarations, jeudi 5 mars, de Hans-Dieter Kuehbacher, membre du conseil de la banque centrale allemande, ont confirmé ce scénario, rassurant partiellement les opérateurs (le rendement de l'OAT à dix ans est revenu vendredi soir à 5,05 %). Il a affirmé qu'il ne voyait « aucune raison justifiant un relèvement des taux d'intérêt allemands cette année. Nous ne devons pas les augmenter tant pour des raisons économiques que pour des raisons psychologiques. En fait (...), nous pourrions même envisager de les réduire ».

Évoquant le problème délicat de la convergence des taux d'intérêt à court terme imposée par la création de l'Union monétaire, M. Kuehbacher a précisé que les taux de pays d'Europe du Sud et de l'Irlande devront « être abaissés par étapes » avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 jusqu'au niveau de 3,3 % observé dans les pays de la zone mark. Cette analyse va à l'encontre des anticipations actuelles des opérateurs, qui pensent que les rendements se situeront à 4 % en Europe lors du lancement de l'euro. Mais les investisseurs restent prudents. M. Kuehbacher a la réputation d'être le conseiller le plus « accommodant » - le moins rigide - de la banque centrale allemande. Ils attendent, pour se laisser convaincre que M. Tiemeyer, le président de la Bundesbank, ou que M. Issing, chef économiste de l'institut d'émission allemand, leur tiennent des propos semblables.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeaux

Carole Petit

## Marché international des capitaux : bonnes dispositions

LE MARCHÉ est bien disposé et s'apprête à accueillir plusieurs grands emprunts internationaux de type classique, à taux fixe, tant en dollars que dans les principales monnaies européennes. Au calendrier de cette semaine figurent des signatures excellentes - notamment celles de la Banque mondiale (qui veut lever 5 milliards de dollars pour une durée de cinq ans) et de la compagnie d'Assurances Allianz (2 milliards de deutschemarks pour une durée de dix ans) - ainsi que d'autres, beaucoup plus discutées. Les émetteurs d'Amérique latine et d'Europe de l'Est ont retrouvé l'accès à tous les principaux compartiments du marché. Et, pour ce qui est des obligations convertibles en actions, il est question qu'une entreprise japonaise lance, sous peu, de tels titres de la Suisse, pays traditionnellement très ouvert à ces opérations, mais qui n'en avait plus accepté depuis septembre. Si l'affaire voit le jour comme prévu, elle serait libellée en yens et destinée à des souscripteurs européens.

Toute cette activité tend à donner raison à ceux qui estiment que le gros de la crise asiatique est surmonté et qu'il ne reste plus guère qu'à attendre le retour des investisseurs japonais. Ceux-ci, sauf pour ce qui est des fonds d'Etat, manifestent très peu d'appétit pour les obligations en devises. On veut espérer qu'ils reprendront leurs achats de titres internationaux en dollars, en deutschemarks et en livres sterling dès le mois d'avril, au début de leur prochain exercice fiscal. Par ailleurs, l'attention des spécialistes est retenue par les nouvelles

sources de financement offertes dans des compartiments tels que ceux du zloty polonais, de la couronne tchèque ou de la drachme grecque. Les émetteurs y lèvent des montants assez faibles par rapport à ce qu'ils trouvent sur les marchés bien développés, mais à des conditions beaucoup plus économiques. Les rendements sont plus élevés, mais il est possible de bénéficier d'opérations d'arbitrage qui n'existent plus dans nos monnaies. Ainsi, les emprunteurs doivent servir des taux d'intérêt proches ou supérieurs à 10 % pour des durées courtes, mais, en évaluant de façon relative le coût de leurs transactions (par rapport au loyer en argent à court terme), ils arrivent à des résultats extrêmement avantageux.

Il est intéressant de suivre le développement de ces marchés nouveaux, sur lesquels veillent avec le plus grand soin les autorités des pays concernés. En Grèce, l'administration limitée à cinq ou six par mois le nombre de nouvelles émissions internationales, dont les montants ne peuvent normalement pas dépasser 8 milliards de drachmes (environ 30 millions de dollars). Seules les organisations supra-nationales telles que la Banque européenne d'investissement ou la Banque mondiale sont en mesure de se procurer 20 milliards de drachmes à la fois. Tout un carcan réglementaire a été mis en place, ressemblant à celui qui existait naguère dans nos pays, et qui est en train de se desserrer dans la perspective de l'Union économique et monétaire. L'approche du grand marché européen des capitaux, en même temps qu'elle

incite à de profondes mesures de libéralisation dans les Etats qui auront accès à l'euro dès 1999, est à l'origine d'importantes réformes. Les marchés des obligations des Trésors publics sont modernisés, ce qui revient à dire qu'ils se calquent sur le modèle américain, et l'éventail des instruments est élargi. Sur le plan technique, la France sera certainement le pays européen le mieux équipé lorsque l'euro existera. Dans quelques mois, le Trésor français devrait être en mesure de contracter des emprunts dont le rendement dépendra de l'évolution du taux d'inflation. L'Allemagne, pour des raisons de politique monétaire, se prive de cette possibilité.

Comme pour rétablir l'équilibre, l'Allemagne est en train de doter deux de ses établissements publics (KfW et DtA) d'avantages certains qui leur permettent d'affronter en toute sérénité la concurrence internationale sur le marché des capitaux. Les deux emprunteurs disposent déjà d'avantages comparables à ceux de la Caisse d'amortissement de la dette sociale française (Cades), et en outre, dans quelques mois, leurs nouveaux emprunts seront explicitement garantis par l'Allemagne. La France, pour sa part, n'accorde qu'avec parcimonie sa garantie à des emprunts internationaux. La Caisse française de développement devrait en bénéficier bientôt, lorsqu'elle se procurera les ressources nécessaires à la contribution du pays au Fonds monétaire international.

## Un optimisme tempéré par la baisse des résultats à Wall Street

LES PLACES MONDIALES ont connu une semaine agitée. La brusque remontée des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis (qui ont atteint 6,08 %, le jeudi 5 mars) et la nouvelle secousse sur les valeurs de hautes technologies ont fait vaciller l'optimisme des opérateurs. Cette semaine a été marquée par les mises en garde successives d'Intel, Motorola et Compaq sur la faiblesse de leurs résultats au premier semestre 1998, due à une baisse des prix très rapide qui érode leurs marges. Des nouvelles qui ont fait reculer l'indice Dow Jones de 1,1 %, le jeudi 5 mars. Néanmoins, le vendredi 6 mars, la publication des chiffres du chômage américain, qui s'est une nouvelle fois réduit à 4,6 %, a rassuré les investisseurs. Bruce Steinberg, chef économiste de Merrill Lynch, estime que cette nouvelle baisse ne devrait pas faire craindre une reprise de l'inflation. Soulagée, la Bourse de New York a

terminé la séance du vendredi 6 mars sur un gain de 1,48 %, à 8 569,39 points.

Sur l'ensemble de la semaine, l'indice Dow Jones a progressé de 0,28 %. Certains stratèges de grandes firmes américaines d'analyse estiment que « Wall Street a encore dix à quinze bonnes années devant elle », grâce à la génération des baby-boomers (nés dans les années 60). Selon la firme Painewebber, les capitaux investis sur le marché passeront ainsi de 13 000 milliards de dollars actuellement à 25 000 milliards d'ici quinze ans. Dans une récente étude, Painewebber estime également que l'apparition « d'Internet a la même valeur pour l'information que les chemins de fer ont eu pour le transport des marchandises ». Les nouvelles technologies devraient permettre de réduire les coûts de la main-d'oeuvre et des stocks d'entreprises tout en augmentant leur productivité.

En Europe, la reprise de l'économie soutient toujours les places financières. Cette semaine, Paris s'est adossé la plus forte progression : 1,79 % pour l'indice CAC 40. Cette performance peut désormais être confrontée à celle des nouveaux indices européens, le Stoxx 50 et l'euro Stoxx 50, qui ont gagné respectivement 1,04 % et 1,83 % sur la semaine. Sur la seule séance du vendredi 6 mars, l'indice phare de la place parisienne a grimpé de 2,57 %, à 3 483,22 points, un nouveau record historique. Les valeurs financières, soutenues par les bons résultats de la BNP et la faiblesse des taux d'intérêt en France, ont été les vedettes de la semaine.

Francfort, qui a clôturé avant la publication des chiffres américains, est restée stable. Toutefois, sur le système Xetra des transactions électroniques (qui prolonge la séance), ce même indice a terminé la semaine sur une hausse de

1,85 %, à 4 762,71 points, décrochant également un nouveau record. Les bons résultats de Daimler-Benz, premier groupe industriel du pays (le résultat opérationnel a progressé de 78 %, à 4,3 milliards de deutschemarks), ceux d'Adidas, ainsi que la fusion des deux groupes chimiques Degussa et Veba Huel, ont soutenu la tendance. Les investisseurs spéculent aussi sur une hausse des résultats de Volkswagen qui seront publiés le mardi 10 mars.

### ATTENTISME À LONDRES

À Londres, l'attentisme a prévalu. Après avoir battu un nouveau record le lundi 2 mars, à 5 846,90 points, l'indice FT 100 a finalement terminé la semaine sur un modest gain de 0,27 %, à 5 782,90 points. Les valeurs financières ont perdu du terrain dans l'attente du resserrement de la politique monétaire de la Banque d'Angleterre. Même si cette dernière a finale-

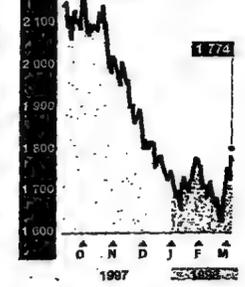
ment maintenu son taux de prise en pension, elle n'a pas dissipé toutes les craintes. Durant toute la semaine, la bataille boursière que se sont livrés les deux groupes américains Texas Utilities et Pacific Corp pour le contrôle d'Energy Group a passionné les investisseurs. Ces derniers spéculent aussi sur une offre hostile du laboratoire pharmaceutique Glaxo-Wellcome sur son concurrent Smith-Kline.

Tokyo évolue sur un rythme à part. Cette place a terminé la semaine sur un gain de 1,78 %, à 17 131,97 points. Les opérateurs locaux réagissent essentiellement aux rumeurs qui circulent sur les nouvelles mesures économiques et fiscales que le gouvernement nippon s'apprête à prendre. Lundi 3 mars, l'indice Nikkei a grimpé de 2,57 % après la déclaration de Taku Yamasaki, l'un des dirigeants du parti au pouvoir. Selon lui, « son parti réussirait à mettre l'indice Nik-

## MATIÈRES PREMIÈRES

petit rebond du cuivre

COULS DU CUIVRE EN DOLLARS/TONNE



ON NE SAIT trop ce qui caractérise le plus le marché mondial du cuivre. Volatilité ou manque de transparence, les fondamenteaux prennent la couleur qui le symbolise : le rouge. De 1 872 dollars la tonne à la fin du mois de novembre, les prix ont sombré trois mois plus tard à 1 629 dollars, pour se reprendre le 3 mars à 1 800 dollars. Vont-ils poursuivre ce chemin erratique ? Les avis divergent. Martin Squires et Rudolf Wolff pensent qu'un redressement à 2 000 dollars au second semestre n'est pas exclu ; chez Merrill Lynch, au contraire, on juge que le marché devrait rester longtemps déprimé, ce que confirme le consultant britannique Brook Hunt, qui n'attend pas de reprise des cours avant 2001.

### L'INCORNU RÉGNE

Ce scénario devrait se vérifier si la production reste, comme Martin Squires le prévoit, supérieure à la demande de 400 000 tonnes. Mais l'incertitude règne. Certains producteurs - l'australien BHP Copper, les chiliens Rio Tinto et El Bronce - annoncent des réductions de leurs capacités, des fermetures d'usines ou leur retrait de projets. Il a même couru une rumeur - sans suite - concernant une entente entre grands producteurs pour faire baisser l'offre. En réalité, cette tendance est contredite par d'autres groupes, comme l'américain Phelps Dodge qui compte faire passer la production de sa mine chilienne de Candalaria de 156 000 à 225 300 tonnes. Certains calculent que, même avec un cours à 70 cents la livre, la concentration de cuivre est telle en Amérique latine que la production reste rentable. En outre, un nouveau procédé de production moins coûteux, le SXEW, auquel ont recourus de plus en plus d'entreprises, devrait renforcer ce mouvement.

La crise asiatique a-t-elle un impact sur le marché du cuivre ? Oui, répondent les japonais, qui en donnent pour preuve une baisse de leurs commandes de 4,9 % en janvier 1998. Non, affirme un analyste français du GIRM, selon lequel la crise a pour unique effet d'exacerber la tendance baissière d'un marché en surplus. C'est l'incertitude qui va donc le plus sûrement déprimer les cours.

Enguérand Renaud

السنة 1998

أسبوعنا من الأحداث

# Robert Pires propulse un séduisant FC Metz en tête du championnat

## Les Lorrains ont dominé l'Olympique de Marseille (3-2)

Le talent de Robert Pires, la hargne de Bruno Rodriguez, l'adresse de Rigobert Song, ont suffi aux Messins pour dominer l'Olympique de Marseille (3-2), vendredi

6 mars, au stade Saint-Symphorien, et s'emparer de la tête de championnat de France de première division à six journées de l'attribution du titre.

**METZ**  
de notre envoyé spécial  
Au fil des mois, le doute s'était installé. De rencontres ennuyeuses en matches ternes, le niveau de jeu général du championnat de France semblait être tombé bien bas. Mais ce n'est pas un hasard si la plupart des moments d'excitation offerts aux amateurs depuis le début de la saison l'ont été par les joueurs du FC Metz. Sur leur pelouse de Saint-Symphorien, devant un public fidèle, les coéquipiers de Sylvain Kastendech ont souvent développé un jeu collectif aussi remarquable qu'efficace.

Depuis le début de la compétition, jamais la formation lorraine n'a quitté l'une des trois premières places du classement. Une régularité qui en fait un futur champion potentiel. D'autant plus qu'aucun prétendant sérieux au titre n'a été en mesure de stopper la machine messine sur ses terres. Après le Paris-Saint-Germain et l'AS Monaco, ce fut donc au tour de l'Olympique de Marseille de tomber en Lorraine (3-2), vendredi 6 mars, au terme d'un match qui restera comme un moment fort de cette étrange saison.

Des buts, du suspense et quelques exploits individuels époustouflants, tous les ingrédients nécessaires à une bonne et belle soirée de football se sont trouvés réunis en Lorraine. Face à une formation marseillaise privée de son atout numéro un, Laurent Blanc, blessé au genou, les Lorrains ont une nouvelle fois montré leur savoir-faire. Sous l'impulsion de Frédéric Meyrieu, chef d'orchestre inspiré, et de Robert Pires, soliste génial, le collectif messin a offert un spectacle de choix.

Ne faudrait-il retenir qu'une image d'une rencontre aussi excitante serait à coup sûr l'exploit signé Rigobert Song, en seconde période, alors que le score était de 1-1. Le défenseur international camerounais, monté en attaque et soudain touché par la grâce, réalise ce que les initiés appellent une « aile de pigeon » - la frappe latérale d'un ballon aérien avec le talon. Ce geste technique spectaculaire est suivi d'un contrôle de la poitrine et d'un dribble de l'extérieur du pied, avant un tir victorieux dans un angle pourtant fermé.

### TRAVAIL ET PLAISIR

Pensionnaire de première division depuis trente saisons consécutives (seul le FC Nantes a fait mieux), le FC Metz recueille donc aujourd'hui les fruits du travail en profondeur mené depuis de longues années par un tandem composé du président Carlo Molinari et de l'entraîneur Joël Müller. Club sage et raisonnablement ambitieux, le FC Metz sait garder ses joueurs assez longtemps pour permettre le développement d'un jeu collectif très au point. Mais les succès de l'équipe pourraient inciter plusieurs d'entre eux à rejoindre bientôt des formations plus huppées.

En tout cas, l'ambiance reste familiale et la joie de vivre - et de jouer - est bien réelle. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer et d'écouter Robert Pires, un des joueurs les plus convoités du moment : « Face à Marseille, nous avons tous pris un énorme plaisir. Cela fait cinq ans que je joue à Metz, je suis conscient de ma chance : il est rare d'avoir autant de

liberté sur un terrain. Je suis en train de me demander si quitter ce club serait une si bonne chose. L'idée de disputer la Ligue des champions avec Metz me semble une éventualité suffisamment alléchante pour me faire hésiter sur la suite à donner à ma carrière... »

Le FC Metz champion de France ? L'hypothèse n'a plus rien d'incongru, sans que personne, au sein du club, ne risque de perdre la tête d'ici à la fin de la compétition. Face à l'OM, ces Lorrains conquérants ont connu, en début de seconde période, un petit quart d'heure de flottement qui aurait pu coûter cher. « Nous ne sommes pas encore champions ! Pour y parvenir, il va nous falloir faire preuve de maturité dans toutes les phases de jeu. C'est à Montpellier ou à Guingamp que nous devons prouver notre solidité », lançait, lucide, Joël Müller. Le calme affiché par l'entraîneur messin ne masquait pas l'euphorie régnant dans le vestiaire messin.

Il ne reste que six rencontres avant de connaître le nom de l'heureux élu. L'AS Monaco connaît parfois des moments d'égarment, l'OM des faiblesses dans le jeu d'attaque, Lens des sautes d'humeur et le Paris-Saint-Germain des états d'âme. Pendant ce temps, les joueurs du FC Metz continuent à se faire plaisir en développant un jeu collectif de grande qualité. Un constat suffisamment positif pour prévoir des lendemains qui chantent sur les bords de la Moselle, en dépit d'une probable participation en Ligue des champions, toujours délicate à négocier pour les novices.

Alain Constant

# Le peloton français requinqué se lance sur les routes de Paris-Nice

## Si le numéro un mondial, Laurent Jalabert, court à l'étranger, la fidélité ou l'arrivée de nouveaux sponsors ont permis de construire, à l'aube de la saison cycliste, des équipes richement dotées

**NUMÉRO UN** mondial obligé, Laurent Jalabert, même relevant de maladie, sera le favori du 65<sup>e</sup> Paris-Nice, qui débute dimanche 8 mars à Suresnes et s'achèvera le 15 mars sur la Promenade des Anglais. Les coureurs français aimeraient confirmer en 1998 la bonne tenue affichée en 1997, couronnée par la victoire de Laurent Brochard lors des championnats du monde sur route de Saint-Sébastien. Mais le peloton national reste plus que réservé sur ses chances dans un Tour de France qu'il a remporté pour la dernière fois en 1985. Il n'aura pourtant jamais été aussi prospère.

● **Toujours plus de sponsors.** Le cyclisme suscite, en France, l'intérêt grandissant de sociétés désirant soit se faire un nom à l'extérieur, soit créer une dynamique en son sein. Selon un récent sondage commandé par l'Intersport, 84 % des personnes interrogées estiment que le cyclisme a donné de la France des jeux une image plus sympathique. La Mutuelle de Seine-et-Marne estime les retombées médiatiques à 11 millions de francs en 1997, chiffre à rapprocher du budget de son équipe : 6,5 millions de francs.

La plupart des commanditaires poursuivent donc leur investissement dans le peloton français pour au moins une année : Festina, La Française des jeux, Casino, la Mutuelle de Seine-et-Marne. GAN ayant annoncé son retrait de la compétition en 1997, on avait conçu quelques doutes sur l'avenir de la formation de Roger Legeay (Chris Boardman, Frédéric Moncassin). Finalement, la compagnie d'assurances a prolongé son bail jusqu'au Tour de France, où elle sera relayée par le Crédit agricole.

Big Mat Auber 93 a, pour sa part, annoncé, vendredi 6 mars, un renfort d'importance. La formation de Stéphane Javalet a obtenu le soutien d'IBM. « Nous souhaitons utiliser le vélo comme vitrine technologique et comme véhicule pour aller à la rencontre des PME-PMI dans toute la France », explique Laure Daniel, responsable de la firme informatique.

● **Des renforts de luxe.** Malgré sa bonne fortune, le cyclisme français n'est pas parvenu à rapatrier Laurent Jalabert et Luc Leblanc. Il se retrouve donc avec plus d'équipes que de chefs de file. D'où une vague d'importations de prestige. L'Italien Francesco Casagrande, sixième du dernier Tour de France, a rejoint Cofidis, où Bernard Quilfen a remplacé Cyrille Guimard. Marc Madiot a misé sur un retour au premier plan du

Russe Evgueni Berzine, qui n'a jamais confirmé les espoirs suscités par sa victoire dans le Giro, en 1994. « C'est notre pari de l'année », admet le directeur sportif. Festina a également fait sensation en annonçant la signature du Suisse Alex Zülle. Bruno Roussel, le directeur sportif, a tenu de planifier la cohabitation avec Richard Virenque et Laurent Brochard. A Zülle le Tour d'Italie, à Virenque le Tour de France, à Brochard les classiques.

Festina. La Française des jeux, Cofidis, Casino, GAN font partie des vingt-deux équipes affectées en première division par l'Union cycliste internationale (UCI). Ce quintette est d'ores et déjà assuré de participer au Tour de France.

● **En piste.** Les grandes équipes françaises ont intégré dans leurs rangs un nombre important de néo-professionnels. Cofidis a également innové cette saison en embauchant trois pistards d'avenir, Vincent Le Quellec, Laurent Gané et Arnaud Tournant. La formation souhaitait également s'attacher les services de Florian Rousseau, mais a dû repousser l'accord.

Les six médailles dont quatre d'or emportées aux Jeux olympiques d'Atlanta, en 1996, les six autres glanées lors des championnats du monde de Perth (Australie), en 1997, ont provoqué un regain d'intérêt, notamment de la télévision, pour cette discipline. Les championnats du monde sur piste à Bordeaux, en 1998 et, au-delà, les Jeux olympiques de Sydney, en l'an 2000, attisent les convoitises. Une bonne nouvelle pour ces smicards du cyclisme.

Benoît Hopquin

### Les principales dates

- 8 au 15 mars : Paris-Nice
- 28 et 29 mars : Critérium international de la route
- 21 mars : Milan-San Remo
- 5 avril : Tour des Flandres
- 12 avril : Paris-Roubaix
- 19 avril : Liège-Bastogne-Liège
- 25 avril : Amstel Gold Race
- 16 mai au 7 juin : Tour d'Italie
- 19 au 24 mai : Grand Prix du Midi-Libre
- 7 au 14 juin : Critérium du Dauphiné-Libéré
- 11 juillet au 2 août : Tour de France
- 5 au 27 septembre : Tour d'Espagne
- 8 au 11 octobre : Championnats du monde (Pays-Bas)

DU 2 AU 16 MARS DANS TOUT LE RÉSEAU OPEL

# Plus d'équipements, des offres exceptionnelles ! Ce serait de la folie de laisser passer ça !



## Opel Astra Tiffany

- Airbag\* Opel conducteur
- Direction assistée • Vitres teintées, électriques à l'avant • Verrouillage centralisé
- Radio-cassette RDS • Rétroviseurs électriques dégivrants • Jantes en alliage
- Projecteurs antibrouillard • Verrou Électronique Opel (antidémarrage)...
- Et 33 autres équipements de série.

15 JOURS  
RAISON  
NOISSON

OPEL

FRANCE 98  
COURSE DU MONDE  
3615 OPEL  
1,29 €/min

\*Marque déposée : coussin gonflable de sécurité. Modèle présenté avec options.

**SPORTS** Les sélectionneurs français ont renouvelé leur confiance à l'équipe qui avait triomphé des Écossais pour affronter l'Irlande, samedi 7 mars, à l'occasion du Tournoi

des cinq nations. L'ailier Christophe Dominici, blessé, a été remplacé par Xavier Garbajosa. ● **DERRIÈRE LA MÊLÉE.** Philippe Carbonneau doit démontrer qu'il s'est définitivement

« racheté une conduite », et mener les siens vers une nouvelle victoire. ● **LES IRLANDAIS.** battus à domicile par les Écossais (17-16) lors du premier match du Tournoi, sont désor-

mais entraînés par le Néo-Zélandais Warren Gatland, qui va s'attacher à rendre sa fierté à un XV du Trèfle démoralisé. ● **L'ARBITRAGE** de l'hémisphère Sud soulève quelques ques-

tions au sein du Tournoi, où des critiques s'élevaient contre la tolérance des « passages à vide », qui permettent de protéger le porteur du ballon en faisant écran.

## Philippe Carbonneau, un homme neuf derrière la mêlée du XV de France

Après les victoires probantes des Bleus contre l'Angleterre (24-17) et l'Écosse (51-16), le Bristve au tempérament fougueux devait diriger une nouvelle fois la mêlée française, face à l'Irlande, pour « le match le plus piègeux » du Tournoi des cinq nations

**JIM FLEMING**, l'arbitre écossais qui devait diriger la rencontre France-Irlande, samedi 7 mars, au Stade de France, connaît bien le rugby *made in France*: c'est la neuvième fois qu'il officie dans un match international des Bleus, et il a arbitré des clubs français à de nombreuses reprises, en Coupe d'Europe ou en championnat de France. « Le rugby français doit être le scénario le plus abouti de Docteur Jekyll et Mister Hyde », confiait récemment ce fin connaisseur des deux faces du rugby hexagonal, réputé hors des frontières pour son mélange de talent pur et de violence malsaine. Cet automne, Jim Fleming a assisté en témoin privilégié à la transformation radicale d'une équipe française, le Club athlétique



de Brive (CAB): rageurs et arrogants face aux Gallois de Pontypridd dans leur poule qualificative de Coupe d'Europe, les Bristves avaient ensuite fait preuve d'une maîtrise inespérée jusqu'à la finale, perdue (18-19) face aux Anglais de Bath. Lors de ses deux premières sorties du Tournoi des cinq nations, face à l'Angleterre et à l'Écosse, le XV de France a lui aussi montré un nouvel état d'esprit, dominé par la sérénité.

Philippe Carbonneau, le demi de mêlée du CAB et de l'équipe de France, est sans aucun doute l'homme qui illustre le mieux cette ambivalence et ce renouveau: derrière les avants brivistes ou le pack de l'équipe de France, sa tenue impressionne autant que son manque de contrôle pourrait irriter. Avant le début du Tournoi 1998, les journaux britanniques ne se privaient pas de désigner en lui un éventuel point faible des Bleus. Facile à agacer, facile à déstabil-

ser. Comme tout le monde, ils n'avaient pas vu arriver le Carbonneau nouveau. Ils ne croyaient pas que cet homme choisissait le grand côté de l'exemplarité.

A Murrayfield, face à l'Écosse, son adversaire direct, Gary Armstrong, a vérifié la nouveauté à ses dépens. « Il m'a marché sur le pied, il m'a poussé sur trois ou quatre introductions en mêlée. Ça m'a agacé, mais je n'ai pas répondu », se félici-

taît Philippe Carbonneau. Impliqué dans les incidents qui avaient émaillé la tristement célèbre « troisième mi-temps » du bar Le Touzic après le match Brive-Pontypridd (Le Monde du 17 septembre 1997), Philippe Carbonneau avait été marqué par cette épreuve: « J'ai écouté mes amis, ma famille, et j'ai compris que, si je n'arrêtais pas de faire des conneries, ça pouvait se retourner contre

moi. » Quelques mois plus tôt, lors de la tournée estivale des Bleus en Australie, il s'était fait reprendre par l'encadrement de l'équipe de France, qui, furieux de son comportement, avait décidé de le « mettre au frigo » après sa dix-septième sélection.

Privé de Coupe latine et de tests contre les Springboks, il a en a tiré les conclusions. « Philippe Carbonneau a évolué, reconnaît Thomas Castaignède, son ancien partenaire du Stade toulousain et actuel associé à la charnière du XV de France. Avant, il était un peu chien fou, mais, aujourd'hui, c'est plus un caniche, ou plutôt un lévrier, car il va très vite. »

« Il a mis un peu de plomb dans sa tête, confirme Pierre Villepreux. Il a compris qu'être un bon joueur ne suffisait pas, qu'il fallait aussi avoir un comportement digne de l'honneur d'une sélection. » Nommé capitaine à Brive, le demi de mêlée s'est vu confier de nouvelles responsabilités en sélection. « Nous lui donnons carte blanche, nous l'amenons à bien gérer le jeu », précise l'entraîneur adjoint du XV de France, Raphaël Ibanez, le capitaine des Bleus, approuvé: « Je m'appuie sur lui d'abord d'un point de vue stratégique, et je le responsabilise au niveau du jeu. Il assume ce rôle avec beaucoup d'enthousiasme. »

Cantonné, malgré lui, au poste de trois-quarts centre au Stade toulousain, où il a gagné trois titres de champion de France, Philippe Carbonneau avait quitté les Rouge et Noir pour jouer derrière la mêlée du CA Brive, en 1996. Champion d'Europe avec les deux clubs, il a gagné un premier brevet de respectabilité, grâce à sa polyvalence, à son aisance technique (surtout dans le jeu au pied) et, surtout, à son audace et à sa bonne lecture du jeu. « Il a ce sens du jeu qui fait la force des grands champions. Il a cette compréhension instantanée, qui lui permet d'être souvent placé au bon endroit au bon moment », relève Pierre Villepreux.

« Il prend des initiatives, il n'est pas du style à se contenter de faire constamment la passe à son ouvrier, ajoute son complice Thomas Castaignède. De plus, le nouveau style de jeu, plus débridé, lui convient mieux. » A condition de maîtriser durablement ce tempérament insaisissable, Philippe Carbonneau, vingt-six ans et vingt sélections en équipe de France, a toutes les chances de s'offrir une belle fin de carrière. « S'il est capable de rester dans cette dynamique, il ne porte pas à la contestation », assure Pierre Villepreux.

Eric Collier

### Galles-Écosse, deux équipes démoralisées

Après la déroute de Twickenham (60-26), il y a quinze jours, l'entraîneur gallois Kevin Bowring espère assister à un sursaut d'orgueil de ses troupes face à l'Écosse, samedi 7 mars. « Le Pays de Galles est connu pour sa passion, qui a grandement manqué contre l'Angleterre », souligne-t-il. Mais quand votre fierté est blessée, le seul remède est de répondre avec feu et engagement. Kevin Bowring a procédé à huit changements dans l'équipe qui avait lourdement chuté devant les Anglais. Les Écossais, eux aussi démoralisés par leur défaite face à la France (51-16), ont effectué trois changements. L'Arms Park de Cardiff étant toujours en cours de rénovation, le match aura lieu à Wembley: « Il est temps que nous donnions à nos supporters des raisons de chanter », dit Kevin Bowring.



Comme le nom de notre nouveau partenaire ne l'indique pas, nous devenons le troisième loueur international.

En devenant franchisé du réseau National en France et en prenant le nom de National/Citer, nous renforçons notre puissance et notre capacité de services. Ainsi, notre flotte passe de 145 000 à 250 000 véhicules. Nous disposons désormais d'un réseau de 3 000 agences dans 75 pays. Et, en Europe, nos 850 agences réparties dans 40 pays disposent d'une flotte de 55 000 véhicules. C'est notre nouvelle manière de ne pas vous compliquer la vie.



Nous ne sommes pas là pour vous compliquer la vie

### Le style d'arbitrage dicte le style de jeu

CINQUANTE ET UN POINTS pour la France contre l'Écosse, soixante points pour les Anglais contre le pays de Galles: le Tournoi des cinq nations prend enfin le rythme du rugby moderne. On ne saurait sous-estimer le rôle de l'arbitrage dans cette débauche de jeu. Ce n'est peut-être pas un hasard si chacune des deux dernières rencontres de la compétition fut dirigée par deux arbitres néo-zélandais, Paddy O'Brien et Colin Hawke.

L'arbitrage de l'hémisphère Sud a su accompagner les joueurs et entraîneurs dans la recherche du spectacle. Le Super 12 lui doit beaucoup de sa réussite. Au risque de schématiser, les arbitres du Sud privilégient les attaquants, alors que leurs confrères du Nord favorisent les défenseurs. « Le Super 12 représente une progression dans l'esprit du rugby, où les équipes se libèrent pour le jeu et uniquement pour le jeu », reconnaît René Hourquet, « patron » des arbitres français.

Pour Graham Henry, entraîneur des Auckland Blues, l'arbitrage est l'élément décisif de la domination de l'hémisphère Sud: « Dans un match du Super 12, neuf fois sur dix on arrive à libérer la balle après un plaquage. Mais, dans le Nord, c'est du 50-50, ce qui oblige les joueurs à pratiquer davantage le jeu au pied. » Grâce à leur technique individuelle et à cette vision de l'arbitrage, une équipe comme Auckland arrivait, en 1997, à enchaîner jusqu'à six phases de jeu, au bout desquelles l'essai était quasiment inévitable.

Seulement voilà: ce scénario ne plaît pas à tout le monde. Les instances internationales, voyant là une dérive, ont tiré la sonnette d'alarme. « Le rugby doit plaire aux spectateurs, et pour cela il faut de la continuité », admet Lee Smith, chargé du développement du rugby au sein de l'International Board. Mais ce n'est pas la continuité de possession que l'on recherche, c'est la continuité du jeu. « Lorsqu'une équipe est en possession du ballon et arrive à enchaîner plusieurs séquences, ça devient beaucoup trop prévisible, proteste Syd Millar, ancien international irlandais et haut dirigeant de l'International Board. Le football américain ou le rugby à XIII sont devenus ennuyeux, car une seule équipe arrive à garder trop longtemps le ballon. »

Au sein même du Super 12, les dirigeants se sont rendu compte qu'il fallait rétablir l'équilibre en faveur des défenseurs, afin de leur donner

une chance équitable de récupérer le ballon aux points de chute. En vertu de l'interprétation de l'article 18 du règlement, un joueur plaqué au sol a trois options: poser la balle, la relâcher ou la passer à un partenaire. Pour ce faire, l'arbitre observe une tolérance qui peut aller jusqu'à cinq secondes. Dans le Super 12, elle n'existera plus: afin de limiter les plongeurs et de privilégier le jeu debout, ils ont décrété qu'un joueur plaqué doit immédiatement relâcher le ballon s'il se trouve en présence d'un adversaire resté debout sur ses appuis. Le défenseur, à condition de ne pas aller lui-même au sol, a donc le droit d'intervenir tout de suite sur le ballon.

Plus préoccupante peut-être, pour les observateurs du Tournoi des cinq nations, est l'introduction du « passage à vide ». Le XV de France a rencontré cette tactique fétide en Australie, puis face aux Sud-Africains et aux Anglais. Théoriquement, un attaquant n'a pas le droit de passer devant le porteur du ballon, mais on utilise de plus en plus les courses « à vide » pour tromper la défense. Rien de bien nouveau là-dessus, la bonne vieille « feinte de croisée » n'a jamais été sanctionnable. Problème: les courses des « leures » vont de plus en plus nettement au-delà du porteur du ballon.

#### MONTÉE « À VIDE »

A quel moment l'arbitre doit-il considérer que cela entraîne une gêne fâcheuse pour le défenseur? Les avis sont partagés. David McHugh, l'arbitre irlandais de France-Angleterre, estime qu'il n'y a pas de faute tant qu'il n'y a pas de contact entre le défenseur et le joueur. Paddy O'Brien, l'arbitre néo-zélandais d'Écosse-France, juge, lui, que si la montée « à vide » va trop près de la défense, jusqu'à couper sa course, elle doit être sanctionnée par une pénalité pour obstruction.

Les équipes sont actuellement dans le doute; il va falloir coiffer rapidement ce secteur du jeu. « Les passes dans le dos ont toujours existé, rappelle René Hourquet. Mais, aujourd'hui, certaines équipes ont élevé la stratégie des « passages à vide » à la hauteur d'une tactique. Bien sûr, la « percussive à vide » sera tolérée, et l'on va se rapprocher du football américain. On risque une dérive complète du jeu. »

Ian Borthwick

DU 2 A

Plu

except de

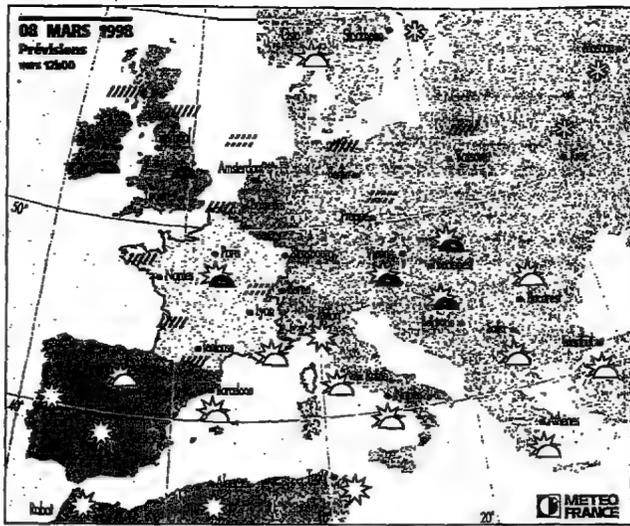


السنة 1350

Nuages et pluies

UNE PERTURBATION venue de l'Atlantique abordera l'ouest du pays dimanche matin et gagnera progressivement un grand nombre de régions. Les pluies seront parfois soutenues, en particulier sur le sud-ouest. Seules les régions de l'extrême sud-est bénéficieront d'un temps ensoleillé.

seront parfois présents en Bourgogne. La limite pluie-neige s'abaissera progressivement à 700 mètres sur le relief. Il fera de 7 à 12 degrés. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel sera couvert et pluvieux tout au long de la journée. Les pluies seront parfois modérées. Il neigera au-dessus de 2000 mètres dans les Pyrénées. Il fera de 12 à 14 degrés.



Legend for weather symbols: Ensoleillé, Peu nuageux, Brèves éclaircies, Couvert, Brume brouillard, Averses, Pluie, Orages, Neige, Vent fort.

LE CARNET DU VOYAGEUR

ALLEMAGNE. La compagnie allemande Lufthansa double les milles de son programme de fidélisation sur toutes les liaisons entre la France et l'Allemagne, permettant ainsi à ses passagers de gagner plus rapidement des billets gratuits. Une promotion valable quelle que soit la classe empruntée mais non cumulable.

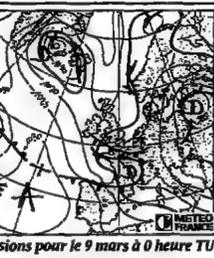
Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Ajaccio, Biarritz, Bordeaux, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Papeete, Pointe-à-Piti, St-Denis-Ré, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Kiev, Venise, Lisbonne, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Amsterdam, Madrid, Barcelone, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Le Caire, Marrakech, Nairobi, etc.



PRATIQUE

Promenades ornithologiques à la recherche de l'oiseau rare

LE RENDEZ-VOUS fixé porte Dorée à attirer treize amateurs, tous munis d'une paire de jumelles, l'outil de base de l'ornithologie. Ils sont habitués de s'arrêter pour ne pas effrayer les oiseaux. Premier arrêt autour du lac du bois de Vincennes où évoluent des canards et des cygnes.

plonge pour se nourrir de la végétation aquatique du fond. Plusieurs participants ont sorti de leurs sacs des livres spécialisés et comparant les notices, dessins et photos. « Ce qui est formidable dans les sorties ornithologiques, c'est ce partage du matériel », remarque Isabelle. Pour cette psychologue, « l'ornithologie, qui nécessite l'observation, l'écoute, l'entraide et le respect, vaut tous les séminaires de formation ».

fait proscrire le pain qui, une fois imbibé d'eau, peut provoquer des occlusions intestinales, notamment chez les canards », explique Christian. « Vous venez de manquer un pic noir », s'exclame un jeune homme très observateur. Il n'y en a qu'un seul couple à Vincennes, car le territoire de ce volatile est pratiquement équivalent à la superficie du bois, 890 hectares. S'ils ont des petits, ils devront s'enfermer. Plus loin, on admire un étourneau sansonnet pourvu d'un long bec, « bel exemple

d'oiseau imitateur, capable de contrefaire le chant du loriot d'Europe, du merle noir, et du pic épeichette », précise Christian Gallinet. Peu appréciés lorsqu'ils sont deux millions à être doré dans une commune, les étourneaux sont protégés en Europe de l'Est, car ils mangent les criquets au printemps et sauvent les cultures. Avenue des Tribunes, on entend une grive musicienne au chant répétitif (philippin). Quelqu'un signale un ouvrage intitulé Le Chant

des oiseaux, où ceux-ci sont transcrits phonétiquement. L'animateur explique que le chant sert au mâle à prendre possession de son territoire et à appeler les femelles. Il raconte l'histoire d'un pic épeichette qui tambourinait tous les matins sur une antenne de télévision. De quoi ravir cette retraite qui vient pour apprendre à reconnaître les cris d'oiseaux. Une autre, qui entend mal, se contente du spectacle. En fin de parcours, on apercevra dans les aubues un sizerin flamant, ainsi nommé en raison de son front écarlate. C'est un passereau nordique rare dans nos contrées. « Seul, je n'aurais jamais repéré et identifié tous ces oiseaux », remarque un participant, qui se souvient d'avoir fait le guet de 6 heures du matin à midi, en attendant que le brouillard se lève, pour photographier un canard qui s'est avéré être un banal colvert!

D'autres apprécient un loisir qu'ils peuvent pratiquer en ville, dans les parcs (Buttes-Chaumont) et les cimetières (Bagneux, Père-Lachaise). Le possesseur d'un jardin veut apprendre à poser des nichoirs. « Il faut les installer au plus tard en mars, suffisamment haut, loin de toute branche horizontale, les orienter au sud, et à l'abri des courants d'air, et surtout s'interdire d'approcher lorsqu'il y a des petits », explique Jean-Pierre Lail, du Coaf. D'autres préfèrent les sorties nocturnes, ou l'observation des rapaces. L'ornithologie donne aussi l'occasion de protéger la faune en réalisant des études, des comptages d'oiseaux, des actions, notamment auprès de France Télécom pour boucher les poteaux métalliques dans lesquels tombent fréquemment les oiseaux cavernicoles. Enfin, l'ornithologie conduit à s'intéresser à la botanique, et aux autres animaux. D'ailleurs, à la fin de la visite, est annoncée pour le 28 mars, à l'initiative du club Connaitre et protéger la nature (CPN) de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), une « Nuit du crapaud ».

MOTS CROISÉS

Word search grid with 11 columns and 11 rows. Includes clues for horizontal and vertical words.

HORIZONTELEMENT 1. A fait danser les yé-yé, mais pas les rappers. - 2. Belle jeune fille des montagnes. Passe en coup de vent. - 3. Quand le regard en dit long sur le malade. - 4. Circule au Japon. Se change en oie pour échapper à Zeus. - 5. Manche. Le temps de faire un tour. Sur la Côte. - 6. Ester. Très servés. - 7. Temps de pause. En lutte et en liberté. - 8. Réponse enfantine. Une belle Chroën. Toujours en place. - 9. Travailla sur les deux bouts. Donne de la voix en toutes circonstances. - 10. Grecque. Patron des peintres et des

PROBLÈME N° 98058

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min). 1. Tiro-bouchon. - 2. Eperonne. So (08). - 3. Menace. EOSN. - 4. Tanc. RER. - 5. Epillets. Lc. - 6. Réel. Arec. - 7. Aggressivité. - 8. Dessé. Ac. - 9. Us. Psitt. - 10. Repli. Réuni. - 11. Est. passer.

VERTICALEMENT 1. Température. - 2. Ipe. Régasse. - 3. Rentiers. Pt. - 4. Brallés. Lt. - 5. Bocal. Sépia. - 6. Onéreuse. - 7. Un. Et. Ira. - 8. CEE. Savates. - 9. Or. Ric. - 10. Ossalet. Né. - 11. Non-recevoit.

ÉCHECS

MATCH AMÉRIQUE-EUROPE (Mermaid Beach Club, 1998) Blancs : R. Leitao (Brésil). Noirs : A. Baburin (Irlande). Gambit-D accepté. 1. d4 d5 2. e4 e6 3. f3 f6 4. f4 f5 5. c3 c6 6. e5 e6 7. g3 g6 8. f4 f5 9. d4 d5 10. e4 e6 11. c3 c6

NOTES a) 3. C3 est normal et empêche la libération 3... e5. b) Après 3... e5, 1. f4 f5 (si 4. d4 d5, Dd4+; 5. Rd4, f6), e4 d4; 3. e4 d4, f4+; 6. c3, c6; 7. c3, c6; 8. 0-0. f4; 9. f4, f5; 10. f3, c6; 11. Td4, c6, les Noirs ont une position satisfaisante. c) Un grand choix s'offre aux Blancs: 7. Dd2, 7. Fh3, 7. c3, 7. a4, 7. f4, 7. a3, 7. d4. d) Meilleur que 9. a4, qui donne aux Noirs un bon jeu après 9... c4; 10. Fc2, b4; 11. Cc2, Cb-d7 (Korchnoi-Gurgunidze, 34<sup>e</sup> championnat d'URSS). e) Ou 10. Td4, Dd6; 11. a4, c4; 12. Fc2, b4; 13. a5, Dc7; 14. Ca4, Tc8; 15. e4, b3; 16. Fb1, Dd5; 17. e5, Cc5; 18. Cg5 et les Blancs s'emparent, au prix d'un pion, de l'initiative (Nol-Sadler, Erevan, 1996).

SOLUTION DU N° 98057

HORIZONTELEMENT 1. Tiro-bouchon. - 2. Eperonne. So (08). - 3. Menace. EOSN. - 4. Tanc. RER. - 5. Epillets. Lc. - 6. Réel. Arec. - 7. Aggressivité. - 8. Dessé. Ac. - 9. Us. Psitt. - 10. Repli. Réuni. - 11. Est. passer.

VERTICALEMENT 1. Température. - 2. Ipe. Régasse. - 3. Rentiers. Pt. - 4. Brallés. Lt. - 5. Bocal. Sépia. - 6. Onéreuse. - 7. Un. Et. Ira. - 8. CEE. Savates. - 9. Or. Ric. - 10. Ossalet. Né. - 11. Non-recevoit.

SOLUTION DE L'ÉCHEC N° 1781

C. A. PERONACE (1953) (Blancs : R6, D3, P5. Noirs : R8, D4, P7, b5.) 1. Dd5+, Dd7 (si 1... Rf8; 2. Dd8+, Rf7; 3. Dd8 mat); 2. Dd8+, Df8; 3. Dd4, Dd7; 4. f6, Dd6+; 5. Rf7, Rf8; 6. Dd8+, Dd8; 7. Dd6+, Rg8; 8. Dg3+ et 9. Dg7 mat.

ÉTUDE N° 1782 K. A. L. KUBBEL (1935) 8 7 6 5 4 3 2 1 a b c d e f g h Blancs (5) : Rb2, Df6, Fc2, f7, g2. Noirs (9) : Rf8, Dd3, Fd4, c4, c6, d5, e4, g4, h6. Les Blancs jouent et gagnent. Claude Lemoine

**FESTIVAL** L'Orchestre national de Lyon, le festival Musiques en scènes se sont unis pour donner l'intégrale de l'œuvre de Webern dans différents lieux de la capitale

régionale. ● **ABATTU PAR UN SOLDAT AMÉRICAIN**, près de Salzbourg, un soir de septembre 1945, Anton Webern est au cœur d'un débat qui oppose les tenants de la tra-

dition tonale et ceux qui ont transcendé l'histoire pour inventer un nouveau langage dans le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle. ● **CARACTÉRISÉE PAR UNE BRIÈVETÉ** souvent la-

pidaire, par un geste instrumental fragmenté et un refus de l'épanchement sentimental, sa musique a longtemps été plus lue qu'interprétée. ● **DANS UN ENTRETIEN** au

Monde, Alain Surrans, délégué à la programmation de l'Orchestre national de Lyon, affirme que cette musique ne pose plus aucun problème.

## Anton Webern, l'homme de la fracture musicale du XX<sup>e</sup> siècle

L'œuvre du compositeur, mort en 1945, a fait s'opposer les tenants de la tradition modale et tonale aux partisans d'un changement radical de langage utilisant la dissonance. Son intégrale, donnée à Lyon, montre que la perception de sa musique a évolué

LE SOIR du 15 septembre 1945, un soldat américain abattait un homme devant l'entrée d'une maison de Mittersill, près de Salzbourg. Malgré le couvre-feu imposé par l'armée d'occupation américaine, Anton Webern était sorti fumer une cigarette, dont le bout rougeoyant attira l'attention d'une patrouille. Deux années plus tôt, le compositeur avait achevé sa *Deuxième Cantate pour soprano, basse, chœur et orchestre op. 31* en pleine seconde guerre mondiale, bien que sa musique fût interdite d'exécution publique et d'édition par les nazis, qui avaient classé cet Autrichien au regard d'acier parmi les « dégénérés » et les « bolcheviques ». Webern fut donc contraint de se retirer de la vie publique alors même qu'il était convaincu de la supériorité de l'art germanique sur tous les autres. Cette cantate devait être la dernière pièce terminée par le compositeur.

Dans les années qui suivirent sa mort, son œuvre fut l'enjeu de violents débats qui opposèrent les tenants de la grande tradition musicale européenne fondée sur le système tonal et modal et les partisans d'un changement radical de langage, faisant table rase des règles du passé dictées par les tensions et les détentes liées à l'harmonie, par l'utilisation rationnelle de la dissonance, se fondant sur la mélodie et des formes induisant de facto une relation émotive du public, des interprètes à la musique. Les héritiers de Webern refusèrent donc l'utilisation d'un langage communicatif, d'un langage pour les masses.

Ce débat n'est toujours pas clos et certains voient dans la trinité viennoise - Arnold Schoenberg et ses élèves Alban Berg et Anton Webern - la cause de la rupture

entre les compositeurs vivants et le public. Leur musique s'étant peu à peu émancipée du système tonal, devenue dodécaphonique puis sérielle, elle a engendré une avant-garde coupée de la tradition à un moment historique - des années 30 à nos jours - qui a vu la bourgeoisie, menacée jusque dans les valeurs qui avaient assuré sa suprématie, rechercher dans les grands exemples du passé une musique facile à consommer et dont l'écoute, sans cesse réitérée, grâce au développement du disque et de la radio, avait les vertus d'un baume.

### MÉLODIE DE TIMBRE

L'histoire de la musique n'est pas si simple et ses surlages permanents devraient inciter à plus de méfiance. Webern ne sort pas du néant et sa musique ne doit rien à la génération spontanée.

Né en 1883, il connaissait parfaitement la musique du passé et celle de son temps. Il commença par composer une musique post-romantique, tonale donc, et marquée par un chromatisme déjà présent chez Chopin et plus encore chez Liszt et Wagner, avant de devenir l'élève de Schoenberg à une époque (1903) où ce dernier voyait son langage s'émanciper de Wagner et de Mahler : il venait de pousser le plus loin possible cet héritage dans *La Nuit transfigurée*, les *Gurrelieder* et *Pelléas et Mélisande*. En 1908, Webern poursuivait seul son chemin et, dès l'année suivante, montrait avec ses *Pièces pour quatuor op. 5* qu'il allait vers une concision, une abstraction grandissantes. Suivront les *Six pièces pour orchestre op. 6* dans lesquelles Webern commence à appliquer cette fameuse mélodie de timbre - *Klarfarbenmelodie* - qui consiste à confier une ligne « mélodique » à plusieurs instruments se succédant et non à la faire chanter par un instrument ou un groupe du début à la fin.

**Un budget de 2 millions de francs**

Webern ira sans cesse plus loin dans cette émancipation et dans la mise au point d'un nouveau langage pour composer des œuvres, dans lesquelles il utilisera la technique dodécaphonique de Schoenberg formulée en 1924. Elle consiste à utiliser douze sons qui ne sont pas hiérarchisés comme ils le sont dans la gamme - il n'y a ni fondamentale, ni tonique, ni sensible dans le système dodécaphonique, puisqu'il n'y a pas de tonalité, ni majeure ni mineure. Contrairement à Berg, chez qui un sentiment tonal se fait presque toujours sentir car il s'arrange pour que la superposition des lignes sonnent ainsi (par exemple dans le *Concerto à la mé-*



Anton Webern en 1930.

moire d'un ange, de 1936), chez Webern l'émancipation devient totale dès le *Trio à cordes op. 20* et la *Symphonie op. 21*, de 1928. L'autre révolution de Webern tiendra dans la brièveté de ses œuvres et dans son refus de l'éloquence expressive immédiate : la quatrième de ses *Pièces pour orchestre op. 10* dure une vingtaine

de secondes. Seul Chopin dans ses *Préludes* aura ainsi fait tenir tant d'émotion dans un geste à la brièveté lapidaire. Une autre caractéristique de la musique de Webern est son utilisation de formes anciennes et d'un contrepoint extrêmement serré qui ne sont pas perceptibles en tant qu'éléments sensibles mais en tant qu'élé-

ments intellectuels consubstantiels à l'idée.

Peu abondante, l'œuvre de Webern ne comporte aucun déchet et sa relative difficulté d'exécution - plus psychologique que technique car le geste instrumental ne peut y pourvoir à la volonté - l'a éloigné des salles de concerts. Pierre Boulez, qui s'en est fait l'« inlassable propagateur », l'a enregistré intégralement pour CBS-Sony, il y a vingt ans. Il vient de recommencer pour Deutsche Grammophon.

### ASSIMILATION DU LANGAGE

Ramassée dans le temps, l'écoute de cette musique est assez fascinante. Nous croirions-ou, mais du stade de la lecture probe provoquée sans aucun doute par le peu d'habitude des musiciens de l'époque avec un langage atomisé et lapidaire, on en est arrivé aujourd'hui à la perception d'une interprétation induite par l'assimilation de ce langage qui n'est pas plus difficile à comprendre, en réalité, que celui de *Jesu*, de Debussy, ou de *L'Art de la fugue*, de Jean-Sébastien Bach. Et comme les interprètes ont assimilé cette musique déjà ancienne, ils sont aujourd'hui capables de la restituer avec leur cœur - pour reprendre une terminologie ancienne.

D'ailleurs, Pierre Boulez, l'« Ensemble InterContemporain » et les BBC Singers viennent de faire acclamer Webern, à Lyon, le 5 mars au soir, par un public de 2 000 personnes : largement composé de jeunes. Cinquante-trois ans après la mort du compositeur autrichien, il est sans aucun doute temps de ne plus justifier son apport mais de l'écouter.

Alain Lompech

### Ce qu'ils ont dit de lui

● **Le Ménestrel**, en 1929, à propos des *Cinq pièces pour orchestre op. 10* : « Ces pièces ressemblent un peu à une série de cinq coups de poing donnés au public. Celui-ci en reste tout pantalon. Il est difficile de juger tellement on est éberlué de semblables attaques aussi brèves et aussi directes. On est mis tout de suite knock-out. »

● **Florent Schmitt**, en 1936 : « Ces courbes minuscules, ces poussières de musique, ces juxtapositions répétées de perte d'ouïe de deux ou trois notes qui veulent être des thèmes et où revient avec insistance, parmi de justifiés souvenirs de Schoenberg, une citation à peine déguisée de la Symphonie en mi de Brahms, sans doute ont-elles dans la pensée de l'auteur une signification secrète, profonde peut-être ; j'avoue, à ma honte, ne l'avoir que partiellement pénétrée et ce premier contact. Et comme c'est vraisemblablement moi qui ai tort, je me garderai, pour ce soir, d'aller plus avant. »

● **Theodor W. Adorno**, en 1962 (in *Introduction à la sociologie de la musique*, Ed. Contrechamps) :

« ... Ce qui manque à la nouvelle musique facilite précisément sa réception. Celle de Schoenberg, de Berg et de Webern fut rendue difficile par le surcroît de tension dans leurs œuvres. Elles l'attendaient aussi de l'auditeur adéquat, alors que le public, d'après son propre état d'âme, n'en faisait pas preuve. Cette disproportion fut la cause des rires avec lesquels, par exemple, on réagit du vivant de Webern à ses instants musicaux. »

● **Bernard Gavoty**, en 1981 : « ... Leur succèdent des mélodies de Schoenberg et de Webern en leurs débuts, à l'époque où la règle sérielle ne justifiait pas l'inspiration de ces jeunes musiciens... Rien qui du plaisir à entendre ces mélodies sensibles... »

● **Ernest Ansermet**, en 1961 (in *Les Fondements de la musique*, Robert Laffont) : « Il est sans loi, c'est-à-dire qu'il ne sait pas à l'avance où il va ; d'où son incapacité d'engendrer une forme et d'aller plus loin dans le même mouvement qu'un nombre réduit de mesures. Il s'avance au hasard de l'inspiration. »

### Alain Surrans, délégué à la programmation de l'Orchestre national de Lyon « Pour nos musiciens, aborder ce compositeur n'est plus un problème »

« Après Varese en 1996, Webern en 1998. Pourquoi l'Orchestre national de Lyon s'abonne-t-il ainsi aux intégrales ?

- Avec Emmanuel Krivine, notre directeur musical, nous balayons dans le répertoire du XX<sup>e</sup> siècle les compositeurs peu joués, en particulier à Lyon, et qui nous paraissent indiscutables. Anton Webern est de ceux-là. Pour l'intégrer dans le répertoire, il fallait réaliser un « coup » auprès de l'orchestre et au public. En ramassant dans le temps l'œuvre d'un compositeur, les musiciens prennent sa musique à bras-le-corps. Ils la donnent sous toutes ses facettes : symphonique, chorale, musique de chambre. Ils peuvent s'identifier à elle et les auditeurs en profitent.

- Les membres de l'Orchestre national de Lyon sont-ils prêts à ce travail ?

- Dans une formation assez ra-

jeunie comme la nôtre, aborder Webern n'est plus un problème. Les musiciens l'ont étudié dans les conservatoires, ils ont travaillé Boulez et Ligeti, ils sont habitués à ce langage. Ils ne ressentent plus la violence de la rupture comme leurs prédécesseurs. Mais ce n'est pas uniquement une question d'âge. Webern utilise des instruments classiques et reste très près du geste musical. Cela séduit les interprètes. Entre nos quatre clarinettes, il y a vingt ans de différence, ils jouent tous Webern magnifiquement.

- Le dimanche 8 mars, quatre concerts couvriront l'ensemble des œuvres de musique de chambre et des lieder. Comment avez-vous conçu la journée ?

- En dehors des musiciens de l'orchestre, nous avons fait appel à des spécialistes comme la soprano Sybille Ehler, le pianiste Hervé Billaut, le Quatuor Debuss-

sy, qui a signé un disque Webern, ou le chef d'orchestre Daniel Kawka. La programmation est essentiellement chronologique, mais, à l'intérieur, nous avons voulu souligner les évolutions dans l'écriture d'un instrument. Par exemple, j'ai regroupé les pièces pour violoncelle et piano en un seul concert : c'est d'autant plus intéressant que Webern était violoncelliste de formation.

- Les concerts symphoniques sont marqués par des rapprochements étonnants avec Rossini, Mozart, Beethoven ou Dvorak. Pourquoi n'organisez-vous pas des programmes plus homogènes ?

- Il reste difficile de programmer des soirées uniquement consacrées à Webern. Sa musique demande à l'auditeur une écoute trop intense pour pouvoir être soutenue sur une longue période. A partir de là, nous n'établissons pas de dogme. Nous ne nous

sommes pas demandé : « Que mettre avec Webern ? ». Nous faisons confiance à la sensibilité des chefs. Avec les *Cantates*, Gian Luigi Gelmetti nous a proposé le *Stabat Mater*, de Rossini. Même si l'écriture est très différente, il y a là un rapprochement intéressant par rapport au grand style chorale : Rossini lui-même était dans ce domaine un héritier de Palestrina et Webern a consacré sa thèse au musicien franco-flamand Heinrich Isaac, un des pères de la musique polyphonique.

- Quels compositeurs comptez-vous explorer pour les prochaines saisons ?

- Nous avons envie d'aller plus loin, d'explorer l'œuvre du compositeur polonais Karol Szymanowski et celle du Suisse Franck Martin. »

Propos recueillis par Pierre Moullier

**18<sup>e</sup> Salon du Livre**  
20-25 Mars 98  
Paris expo-Porte de Versailles

Invité d'honneur  
**le Brésil**

Journées grand public  
du vendredi 20 au mercredi 25 mars de 10h à 19h  
Nocturnes : samedi 21 et mardi 24 mars jusqu'à 22h  
Prix d'entrée : 30 Frs  
Entrée gratuite pour les libraires, bibliothécaires et enseignants

Journée professionnelle  
Lundi 23 mars de 9h30 à 18h30

La programmation sera basée sur 40 jours de découvertes : les autres, les conventions de la région Parisienne du 12 mars 1998

08 36 68 00 51

01 47 35 11 11

01 47 35 11 11

الموسيقى

grand rendez-vous  
la mémoire  
des créations du

musica et geografica

Pierre Carles, maître

Say

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

# Le grand rendez-vous de la « mémoire » et des « créations du monde »

## La deuxième édition du « Festival de l'Imaginaire » réunit des artistes de la Guinée à l'Asie centrale

LE 13 FÉVRIER 1983, tandis que l'Europe célèbre le centenaire de la mort de Richard Wagner à la Sorbonne, quatre cents intellectuels du monde sont réunis. Pour la deuxième journée consécutive, ils s'interrogent sur les rapports entre la création et le développement. Vaste débat d'où il ne ressortira pratiquement aucune proposition concrète, mais fortun d'idées d'où surgissent quelques phrases habiles.

Ainsi celle du sociologue Jean Duvinagaud, qui voit dans ces rencontres l'expression d'une « Internationale de l'Imaginaire ». La formule est belle. Elle devient le titre d'une revue créée en 1984 par la Maison des cultures du

monde - ouverte en 1982 -, dont Jean Duvinagaud, par ailleurs président de cette nouvelle structure dédiée aux « mémoires et créations du monde », assurera la direction éditoriale avec Chérif Khaznadar, directeur du lieu.

### LIEU DE CONFRONTATION

D'abord simple journal commentant l'actualité des spectacles, la revue a changé de forme et de contenu. Aujourd'hui diffusée par Actes Sud, dans sa collection de poche Babel, elle se veut un lieu de confrontation, réunissant autour d'un thème écrivains, artistes, spécialistes du spectacle. D'après Actes Sud, il se vend entre 2 000 et 3 000 exem-



Chants bédouins de Jordanie, chants de mariage et semsemiya de Aqaba, à la Maison des cultures du monde, du 27 au 29 mars.

plaires de chaque numéro. Le huitième, intitulé *Le Corps tabou*, publié fin janvier, reprend les actes des tables rondes organisées autour de ce thème l'an dernier, en marge des spectacles pré-

sentés dans le cadre de la première édition du Festival de l'Imaginaire.

Depuis l'époque où Chérif Khaznadar créa avec Françoise Gründ le Festival des arts traditionnels, à Rennes en 1974, le créneau des musiques du monde est devenu plus encombré. A Paris notamment, entre les programmations régulières du Théâtre de la Ville, de l'Institut du monde arabe, de la Cité de la musique, de Radio-France, ou du Centre Mandapa, la concurrence devient rude.

### SPECTACLES INÉDITS

Pour attirer l'attention des spectateurs, se démarquer de ses voisins, il faut innover, trouver coûte que coûte un concept capable de faire mouche. La formule prononcée par Jean Duvinagaud en 1983 était forte et belle, pourquoi ne pas continuer à la décliner ?

Après la revue (*Internationale de l'Imaginaire*), le livre - *Atlas de l'Imaginaire*, « un bilan de notre travail », dit Chérif Khaznadar -, publié en 1996 chez Fayard, voici donc le Festival de l'Imaginaire.

Un événement autour duquel la Maison des cultures du monde resserre désormais l'essentiel de son activité, lui consacrant un budget artistique approchant les deux millions de francs.

Composite, la manifestation s'est ouverte cette année avec un spectacle de kathakali, théâtre dansé inventé au sud de l'Inde au XVII<sup>e</sup> siècle, et s'achèvera avec un panorama des chants et musiques de l'ancien Turkestan et du Caucase. Un programme four-ni qu'on abordera avec d'autant plus d'appétit qu'il propose de nombreux artistes et spectacles inédits.

Des traditions musicales et vocales rares, comme les polyphonies des Guézés, peuple forestier de Guinée, qui vont évidemment perdre de leur force et de leur essence dans cette « délocalisation » provisoire. Sorties de leur contexte, les musiques ethniques ont-elles quelque chose à gagner en se présentant sur les scènes occidentales ? Ça, c'est une autre histoire, un débat qui n'est pas près d'être clos.

Patrick Labesse

### Eclectisme musical et géographique

- Liban. Nidaa Abon Mrad, Mohammad Saïd Chamli. Les 7 (20 h 30) et 8 mars (17 heures), Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, Paris 6<sup>e</sup>.
- Notre-Dame-des-Champs. M<sup>e</sup> Yémen. Hasan al-Ajami, Ahmed'Ushaysh, Abdel-Karim al-Shami. Le 7 (20 h 30) ; Mohammed Salem Ben Shamekh. Les 13 et 14 mars (20 h 30), Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>.
- M<sup>e</sup> Jussieu.
- Vietnam. Chants et musiques bouddhiques de Hué. Du 9 au 11 mars (20 h 30), Maison des cultures du monde.
- Croatie. Chants populaires de

- Dalmatie les 13 et 14 mars (20 h 30), le 15 mars (17 heures), Maison des cultures du monde.
- Guinée. Polyphonies des Guézés. Du 16 au 18 mars (20 h 30), Maison des cultures du monde.
- Arabie saoudite. Ensemble Sameri d'Unayzah. Les 20 et 21 mars (20 h 30), le 22 mars (17 heures), Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, av. Daumesnil, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte Dorée.
- Irak. Hamed al-Saadi et son ensemble de *tchahghat*. Du 23 au 25 mars (20 h 30), Maison des cultures du monde.
- Jordanie. Chants de mariage,

- chants bédouins et semsemiya de Aqaba. Les 27 et 28 mars (20 h 30), le 29 mars (17 heures), Maison des cultures du monde.
- Ouzbékistan, Turkménistan, Azerbaïdjan. Mathubeh Dadabayeva, Zohreh Khan Djamala Saparova, Bakhar Agaeva, Akmurad Chariev, Durdubal Gurbanov, Bayrammurad Soyupov, Djamal Akberov, Gandab Gulieva, Simara Imanova, Vamli Mamadaliyev, Zamlik Aliev, Fakhreddin Dalachev. Les 3 et 4 avril (20 h 30), Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, Aubervilliers. M<sup>e</sup> Fort d'Aubervilliers.
- Prix. De 80 à 150 F (abonnements 240 F et 350 F). Tél. : 01-45-44-41-42.

## Pierre Carles, maître du rififi dans la lucarne

C'EST UNE AFFAIRE TROUBLANTE. Elle met aux prises des adversaires qui emploient les mêmes procédés et se disqualifient mutuellement au nom de la déontologie journalistique. Ou comment un film sur la télé commandité par la télé est finalement censuré par la télé. Tout commence le 6 juin 1994, jour de la commémoration du débarquement, avec la mer en toile de fond. Etienne Mugeotte et François Léotard, alors ministre de la défense, devisent avec un naturel étonnant des destinées de TFI. Rien de fracassant en soi, si ce n'est qu'ils se tutoient et se croient hors antenne. Ils le sont, mais une caméra, celle du polémiste Pierre Carles, les filme tout de même. A l'époque, *Le Canard enchaîné* révèle la teneur de cette conversation, qui dérange moins par son contenu que par la connivence qu'elle suggère entre les deux hommes. A ce simple stade de « l'affaire », le débat est posé, pas vraiment nouveau : jusqu'à quel point les relations privilégiées des journalistes avec les politiques sont-elles admissibles pour satisfaire à la fois leur devoir d'informer et leur devoir d'indépendance ? La télé répond en choisissant de ne pas diffuser ces images.

Peu de temps après, Pierre Carles est sollicité par Canal Plus pour réaliser un sujet qui entrerait dans le cadre d'une journée consacrée à la télévision et au pouvoir. Il soumet le projet suivant, qu'Arte vient de refuser : montrer le film piraté de grands noms du journalisme politique en leur demandant pourquoi le sujet n'a pas été montré à la télévision. Idée forte, mais un rien perverse : la séquence est en elle-même d'un tel intérêt que refuser de la montrer en épingle serait plutôt un signe de raison. D'un autre côté, tant de scoops calamiteux occupent déjà l'écran qu'on ne voit pas pourquoi on passerait celui-ci sous silence. Pierre Carles boude son sujet, qu'il intitule comme il se doit *Pas vu à la télé*. Et là, surprise, surprise : Bernard Benyamini, Henri de Virieux, Patrick de Carolis, Anne Sinclair, Charles Villeneuve, Jacques Chancel, Guillaume Durand et quelques autres y témoignent d'un tel embarras, d'une telle morgue ou d'une telle hypocrisie que le film en devient explosif. Si explosif que Canal

Plus (plus de confraternité et moins d'insolence pour le coup) le censure (*Le Monde* du 5 avril 1995), et que son titre prend tout à coup valeur prophétique et opératoire : *Pas vu à la télé* ne sera pas vu à la télé, et n'est toujours pas programmé au jour d'aujourd'hui sur une chaîne française (il a été diffusé par la RTBF en mai 1996).

### UN PROVOCATEUR OPINÂTRE

Qu'à cela ne tienne. Pierre Carles est un provocateur opinâtre. Depuis 1995, il travaille à un autre film, qui retrace les grandes lignes de cette aventure ainsi que ses prolongements, montrant notamment comment Karl Zéro, qui voulait le repêcher pour son « Vrai-faux journal », symbole revendiqué de la liberté de parole, fut à son tour victime du syndrome Carles. Ce film inédit, qui vient d'obtenir le Grand Prix du jury et le Prix du public au Festival de Belfort, s'intitule *Pas vu pas pris* et, faute évidemment d'être diffusé à la télévision, fait l'objet de deux programmations successives au cinéma, respectivement organisées par l'association Citoyen spectateur (dimanche 8 mars, 19 heures, en présence du réalisateur et du cinéaste René Vautier, cinéma Georges-Méliès, centre commercial Croix-de-Chavaux, Montreuil) et par le ciné-club Ciné-Citoyen (lundi 9 mars, 20 heures, en présence du réalisateur, du sociologue Patrick Champagne et du journaliste Laurent Roth, salle polyvalente de la Roquette, 15, rue Merlin, Paris 11<sup>e</sup>).

Les débats devraient valoir la peine, car le film de Pierre Carles est un libelle dingant mais problématique. S'il démontre avec une ironie subtile les limites de l'insolence et de l'éthique télévisuelles, les méthodes qu'il utilise à cette fin (enregistrement des conversations téléphoniques, interlocuteurs piégés, montage) sont éminemment télévisuelles. La différence, sans doute, est que Pierre Carles n'en fait pas mystère. Mais les assumer les justifie-t-ils ? « Avec des gens malhonnêtes, il faut être malhonnête », soutient Pierre Carles. Comme on dit à la télé, ça se discute.

Jacques Mandelbaum

DONT MEILLEUR FILM 7 MEILLEUR SCENARIO MEILLEUR ACTEUR : ANDRE DUSSOLLIER CESAR MEILLEUR ACTRICE DANS UN SECOND RÔLE : AGNES JAOUÏ MEILLEUR ACTEUR DANS UN SECOND RÔLE : JEAN-PIERRE BACRI

# ON CONNAIT LA CHANSON

scénario AGNES JAOUÏ - JEAN-PIERRE BACRI

réalisation ALAIN RESNAIS



« Il est bon d'entendre un pianiste qui, dès son premier doigt, use sa propre voix. »  
Eugène Ionesco, Discorde

« Cette pianiste, comme les autres, qui n'appartient qu'à eux plus grands. »  
Nadia Laccavella, Télérama

« Fazil Say est non seulement un pianiste de genre mais il sera très certainement l'un des plus grands artistes du XXI<sup>e</sup> siècle. »  
André Coeurot

**Fazil Say**

MOZART, Sonates Op. 216, 217, 218, 219, 220  
Verdiana out 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460

# « Shazam », nouveau précipité des inventions spectaculaires de Philippe Decoufflé

Le chorégraphe mêle jusqu'à plus soif l'image et la réalité des corps, le vrai et le faux

Loin de tout folklore, *Shazam*, le dernier spectacle de Philippe Decoufflé, s'offre comme une quintessence du chorégraphe, concentrant avec

sobriété quelques-unes de ses obsessions mâtées : illusions d'optique, cadrages, métamorphoses, cinéma. Entre concret du corps et virtua-

lité de l'image, il suspend son monde dans une formidable illusion théâtrale. Simple et agile, la danse ondule en limpides entrelacs.

SHAZAM, de Philippe Decoufflé. Jusqu'au 11 mars à 20 h 30 (le 8 mars à 17 heures) à la Cour-sive, La Rochelle. Tél. : 05-46-51-54-02. De 95 F à 145 F. Au Quartz de Brest, du 25 au 28 mars. Tél. : 02-98-44-10-10. Au Volcan du Havre, du 2 au 5 avril. Tél. : 02-35-19-10-10.

### LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

Ouf ! La crainte de voir Philippe Decoufflé recycler avec force intelligence ses multiples appareils (machinerie merveilleuse, mirifiques costumes) s'évanouit dès les premières minutes de sa nouvelle création. Loin de tout folklore, *Shazam* (mot-clé des prestidigitateurs pour faire apparaître un objet) s'offre comme une quintessence de Decoufflé, concentrant avec sobriété quelques-unes de ses obsessions mâtées : illusions d'optique, cadrages, métamorphoses, cinéma. En quinze ans de travail, le chorégraphe a signé une dizaine de réalisations, clips, pubs ou courts-métrages - dont le délicieux *Petit Roi*, qui ravit la planète depuis 1994. Pour la première fois, il injecte ses images dans un spectacle. Avec maestria.

cadre sculpté comme une dentelle, gros plan sur un œil battant de la paupière. Puis une nuque s'incruste, que zappe une oreille, vite bousculée par deux index joueurs. Glissements de cadres, sautes d'humour, kaléidoscope d'images, petit prodige de poésie fraîche et douce. Un peu plus tard, Philippe Decoufflé met en scène live le tournage de cette jolie bobine, dévoilant l'installation dans laquelle musent et s'amuse les danseurs. La magie selon Decoufflé supporte qu'on révèle ses secrets. Dans la foulée, il double certaines séquences, projetant simultanément sur écran leur version cinéma.

Parfois l'image anticipe l'action sur le plateau ou inversement, de telle sorte que le mouvement semble mystérieusement se propager de l'un à l'autre. Parfois, un plan serré donne comme un coup de loupe sur une partie du corps d'un danseur. Une façon astucieuse de faire « toucher » la courbe d'un poignet, le galbe d'un molet.

Ces visions de la même scène obligent le regard du spectateur à une gymnastique peu ordinaire, jonglant de l'une à l'autre, l'œil se métamorphosant en zoom monstrueux, modulant jusqu'à plus soif au point de ne plus déceler l'image de la réalité, le vrai du faux. Ainsi, un duo-duel entre une danseuse

bien en chair et sa partenaire projetée finit-il tout bonnement par se désincerner. Le leurre traque le vivant et le vampirise. Chavirante, la séance de miroirs sans tain, façon palais des glaces, envoie valser tout repère et déboulonne définitivement le public. A la queue leu leu, les interprètes, leurs reflets et leurs ombres, les fantômes des uns et des autres se courent après. Vertiges du réel, qui

### Un duo-duel entre une danseuse bien en chair et sa partenaire projetée finit par se désincerner

est qui dans cette maison hantée ? Quel abîme ? Avec délectation, en digne héritier d'Alwin Nikolais, Philippe Decoufflé ouvre et ferme ce merveilleux casse-tête qu'est *Shazam*, sculptant à loisir une architecture spectaculaire mouvante et fragile. Entre concret du corps et virtuosité de l'image, il suspend son monde dans une formidable illusion théâtrale. Et la danse dans tout ça ? C'est la

Rosita Boisseau

## Une sortie didactique et divertissante de l'Orchestre national d'Ile-de-France

Les mélomanes ont pu apprécier un concert presque parfait consacré au répertoire des vents

A TRAVERS VENTS. Alessandro Scarlatti (orchestration de Dmitri Chostakovitch) : 2 Pièces. Carl Maria von Weber : 6 Valses. Wolfgang Amadeus Mozart : *Sérénade en mi bémol majeur*. Régis Campo : *Phantasmagoria* (création). Anton DVORAK : *Sérénade en ré mineur*. Orchestre national d'Ile-de-France, Scott Sandmeier (direction).

LA NACELLE, Aubergenville (78), le 28 février. Même programme à l'ESPACE LINO-VENTURA de Torcy (77), le 8 mars, à 17 heures (tél. : 01-60-37-37-40).

**Le Monde**  
SUR INTERNET  
<http://www.lemonde.fr>

**Le journal du jour**  
dès 17 heures

En accès gratuit, l'intégralité de la « une », une présentation de chaque rubrique et les titres de tous les articles. Le journal complet est vendu 5 F.

**Les dossiers**  
En accès gratuit, des dossiers thématiques d'actualité : images d'Algérie, Mondial 98, procès Papon, etc.

**Nos forums**  
Un lieu de débats ouvert à tous

**Les services**  
Toutes les offres d'emplois de 19 journaux, sélection d'expositions, de livres...

**Le multimédia**  
Les pages multimédias et leurs archives depuis 18 mois.

Bonne humeur garantie d'entrée avec deux pièces de Scarlatti, merveilleusement orchestrées par Chostakovitch. Les auditeurs avertis qui reconnaissent, dans la première, une célèbre *Sonata en ré mineur*, suivent d'abord avec perplexité le train de sénateur adopté par Scott Sandmeier, mais ne tardent pas à se dériver en gémissement - grâce à la lenteur du tempo - la saveur spirituelle de maintes figures ornementales telles que des trilles confiés à une flûte-rossignol. Si, dans la seconde - vive et en *fa* majeur -, les cors semblent un peu à la peine, le trombone se taille un franc succès auprès des enfants grâce à un art consommé du glissement et l'ensemble ravit les parents par une verve communicative.

Pendant les changements d'effectif, le jeune chef américain Scott Sandmeier se montre aussi avisé devant un micro qu'à la baguette et fournit aux auditeurs conquis par ses propos authentiquement didactiques de très utiles informations pour l'écoute des œuvres.

**PLÉNITUDE**  
Les Valses de Weber qu'il dirige avec beaucoup de nuances se succèdent plaisamment dans des caractères fort divers, noble ou rustique, martial ou enivré. Après le léger Scarlatti et le tendre Weber apparaît Mozart, dont la *Sérénade en mi bémol* touche à l'absolu dans l'interprétation sereine des vents de l'ODIF - grâce notamment à un

adagio velouté, un menuet fondant et un pétilant allegro final. Une entreprise pédagogique de fond ne saurait négliger la musique contemporaine. Les musiciens français offrent donc au public d'Aubergenville l'occasion rare d'entendre en première mondiale une œuvre de qualité. Bien dans le ton divertissant de ce concert, *Phantasmagoria* du jeune Régis Campo (né en 1968) joue la carte de l'illusionnisme à travers les mutations d'un groupe instrumental qui débute comme une fanfare avant de se transformer lentement en carillon, en orphéon et même en jazz-band. L'écriture, d'essence cinématographique, préserve habilement l'équilibre entre l'extinction et la relance de chaque séquence dans un réseau de processus cellulaires qui rappelle le style de Philippe Leroux, et plus encore celui de Magnus Lindberg, références actuelles de la jeune génération. Visiblement touché par cette expérience, Scott Sandmeier aborde ensuite la *Sérénade* de Dvorak avec une aisance impressionnante et, dans l'accent jovial comme dans la projection sentimentale ou la rêverie exotique, obtient des vents de l'ODIF une plénitude à couper... le souffle.

Pierre Gervasoni

**"GRAND JURY"**  
RTL-Le Monde-LCI

**FRANÇOIS BAYROU**

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

AVEC PATRICK JARREAU (LE MONDE) ET ANITA HAUSSER (LCI)

**RTL**

**DIMANCHE 18 H 30**

**Le Monde**  
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

**Le Monde des idées**  
LCI  
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

**Le Grand Jury**  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18 h 30

**De l'actualité à l'Histoire**  
La chaîne Histoire  
Les samedis à 9 h et 23 h  
Le dimanche à 11 h et 17 h  
Jeudi à 13 h et 19 h  
Samedi à 13 h et 21 h

**Le Grand Débat**  
FRANCE-CULTURE  
Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> moments de chaque mois : à 21 heures

**A la « une » du Monde**  
RFI  
Du lundi au vendredi : à 13 h 05 (filles de Paris)

**La « UNE » du Monde**  
BFM  
Du lundi au vendredi : à 13 heures et 15 heures

## SORTIR

### PARIS

**Poésie**  
Gabor Rasso, Ignoble S et Lucio Mad, ci-devant Poètes B - comme « beauté et bonheur » - animeront, avec Dom Farkas en maître des cérémonies (MC), l'une de leurs soirées réputées où les mots s'entrechoquent et la musique s'enflamme. Aux instruments, quelques funkies futés - dont une rythmique très souple avec orgue Hammond grandaunt -, des « avant-gardistes » sans ceillères comme Noël Akchoté ou Thierry Madiot. On y chantera les paradis artificiels, le sexe, le quotidien, des lieux de Paris et d'ailleurs. *Montreuil (93). Instants chavirés*, 7, rue Richard-Lenoir. M<sup>o</sup> Robespierre. 20 h 30, le 7 mars. De 40 F à 50 F.

**Spring, Smoke City**  
Ambiances sucrées et futuro-tropicales pour la deuxième soirée du festival Les femmes s'embrêlent. Les Français de Spring doivent aux raffinements de leurs mélodies pop leur signature sur le label espagnol, Elefant. Riche d'un tube, *Underwater Love*, qui servit à illustrer une publicité pour des jeans, Smoke City mêle subtilement musique brésilienne et trip-hop londonien. *Le Divan du monde*, 75, rue des Martyrs, Paris 9<sup>e</sup>. 19 h 30, le 7 mars. Tél. : 01-44-92-77-66. De 100 F à 120 F.

**Okna Tsahan Zam**  
Technique vocale toujours surprenante pour le spectateur occidental, le chant diphonique, dans lequel l'interprète émet deux voix différentes en même temps, se rencontre notamment en Kalmoukie, région située à la

frontière du Caucase, d'où vient Okna Tsahan Zam. Entouré de deux musiciens, il interprète le *Djangan*, vaste épopée de la littérature mongole qui a su résister à l'usure du temps et au laminage de la censure soviétique. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Abbesses. 17 heures, le 7 mars. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

**Hasana al-Ajami**  
et Ahmed Ushaysh  
Tradition musicale la plus classique du Yémen, très liée à la poésie, le chant de Sanaa (capitale du pays) s'interprète accompagné au lutr. Hasan al-Ajami est l'un des rares représentants de ce style raffiné. A ses côtés, Ahmed Ushaysh marque le rythme sur un plateau métallique tenu à l'horizontale, le sahn mimiyé. En première partie, un jeune disciple du maître, Abd el-Karim al-Shami. *Institut du monde arabe*, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Jussieu. 20 h 30, le 7 mars. Tél. : 01-40-51-38-14. 100 F.

**Les Nomades rageurs**  
Cette joyeuse troupe où les clowns qui n'en ont pas l'air sont catalans, les acrobates allemands, les musiciens kurdes ou italiens, vient de s'ajouter les services exceptionnels de la chanteuse brésilienne Monica Passos, à qui le cabaret va comme un gant. On peut manger, rire, chanter, les enfants adorent, et le lieu, bien qu'un peu lointain, est magique : le patron a réalisé lui-même une copie à l'identique d'un chapiteau de cirque ambulants, le Magic Mirrors. Le jongleur est fabuleux. *Parc de La Villette, Magic Mirrors*, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Montfermeil (entrée par le Zénith), 20 h 30, les 5, 6 et 7 mars. Tél. : 08-03-07-50-75. 140 F. Jusqu'au 14 mars.

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**A armes égales**  
(Etats-Unis, 2 h 05), de Ridley Scott. Gèle-party (France, 1 h 26) de Fabien Onteniente. Marie Baie des Anges (France, 1 h 30), de Manuel Pradal. Suzanna (Japon, 1 h 35), de Naomi Kawase. On a très peu d'amis (France, 1 h 25) de Sylvain Monod. The Boxer (Irlande, 1 h 53), de Jim Sheridan. Will Hunting (Etats-Unis, 2 h 06), de Gus Van Sant.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

### VERNISSAGES

**Hantai**  
Renn Espace d'art contemporain, 2, rue de Lille, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-60-22-99. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Du 7 mars au 21 juin. Entrée libre.

**Patrick Tosani**  
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 15<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. Tél. : 01-49-06-93-23. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 7 mars au 11 avril. Entrée libre.

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**Orchestre de Paris**  
Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 491. Prokofiev : Roméo et Juliette, suite op. 101 et 2. Peter Frankl (piano), Matthias Bamert (direction). Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 11 heures, le 7 mars. Tél. : 01-40-28-28-40. 30 F.

**Nikolaus Pevny (violin)**  
Reger : Suite op. 131. Kodaly : Capriccio. Durdileux : Strophes sur le nom de Sacher. Bach : Suite pour violoncelle seul BWV 1010.

**Les Abbesses (Théâtre de la Ville)**, 31, rue des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Abbesses. 17 heures, le 7 mars. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

**Boris Pergamenschikov (violin)**  
Frangko-Sanis Duchabla (piano) Sâire-Sâire : Sonate pour violoncelle et piano op. 32. Schumann : Fantasiestücke pour violoncelle et piano op. 73. Mendelssohn : Sonate pour violoncelle et piano op. 38.

**Théâtre des Champs-Élysées**, 75, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. 11 heures, le 8 mars. Tél. : 01-49-52-50-50. 100 F.

**Pascal Devoyon (piano)**  
Roland Degaugre (violin) Emmanuel Gaugué (violin) Schubert : Fantaisie pour violon et piano D 934. Tchaïkovski : Trio pour piano, violon et violoncelle op. 50 « A la mémoire d'un grand artiste ». Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. 11 h 30, le 8 mars. Tél. : 01-40-28-28-40. 80 F.

**Living Time Orchestra**  
Russell : All About Rosie. Stratus-phunk : It's About Time. Vertical Form VI, Dialogue with Ornette. American Trilogy. Etudiants du conservatoire de Paris et de la Guildhall School

### RESERVATIONS

**Germania 3**  
Les Spectacles du nord-homme de Heiner Müller, mise en scène Jean-Louis Mariniell, avec Jean-Marc Bory, Laurent Marzoni, Sylvie Milhaud... *Théâtre national de la Colline*, 15, rue Maubeuge, Paris 10<sup>e</sup>. Du 11 mars au 11 avril. Tél. : 01-44-62-59-52. 55 F et 110 F.

**Steve Coleman and Five Elements**  
*La Cigale*, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. Les 14 et 15 mars à 20 h 30. Tél. : 01-49-25-89-99. 154 F.

**Dan Ar Braz**  
*Zénith*, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. Les 16 et 17 mars à 19 h 30. Tél. : 01-42-08-00-00. 170 F et 200 F.

**Figalle**  
*Olympia*, 28, boulevard des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. Le 16 mars. Tél. : 01-47-42-25-49.

### DERNIERS JOURS

**9 mars :**  
**Bruno Nauman**  
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, entrée rue Saint-Merri, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi, 30 F.

**10 mars :**  
**Le Nu dans l'œuvre de Félix Vallotton**  
Musée Maillol-Fondation Dina Vierny, 61, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. 40 F.

**Félix Vallotton**  
Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Germain-des-Près. Tél. : 01-42-60-23-18. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

**14 mars :**  
**Pipes de terre et pipes de porcelaine de Madeleine Lamouille, mise en scène de Geneviève Pasquier, avec Juliette Brac.**  
Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Saint-Paul. Du mardi au samedi, le lundi à 20 h 30. Tél. : 01-42-71-39-38. 30 F et 50 F.

**15 mars :**  
**Que-Ci-Que**  
avec Emmanuelle Jacqueline, Hyanthe Reich et Jean-Paul Lefebvre. *Parc de La Villette, avenue Corentin-Lise*, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-la-Villette. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. De 80 F à 140 F.

الموسيقى

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

FILMS DE LA SOIRÉE

16.35 Monsieur Smith au Sénat... 23.00 Aux sources du Nil... 23.15 Les Espions...

1.15 La Chèvre... 2.20 La Sarabande des pantins... 2.35 Les Espions...

23.25 Wap Doo Wap... 23.55 Black Sessions... 0.15 Le Chevalier à la rose...

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

16.10 Le Monde des idées... 19.30 Histoire parallèle...

MAGAZINES

19.30 Histoire parallèle... 20.00 Thalassa...

DOCUMENTAIRES

19.30 Dine histoire du jazz en France... 19.45 L'Homme technologique...

MUSIQUE

18.00 Barbara Thompson's Paraphernalia... 22.05 Alan Stivell au Festival...

SPORTS EN DIRECT

15.00 Rugby, Tournoi des Cinq Nations... 20.00 Tennis, Tournoi messieurs...

MUSIQUE

20.30 Equitation, Jumping de Paris Derby... 23.30 Bozzé, Championnat d'Europe...

MUSIQUE

3.50 Formule 1, Championnat du monde... 3.55 Formule 1, Championnat du monde...

VARIÉTÉS

20.55 Claude François 20 ans... 20.55 Les Pédiatres...

TELEFILMS

22.35 Music Planet, Classic Albums... 23.20 La Vie de Marianne...

SERIES

20.55 Cracker... 20.55 Le Caméléon... 21.30 The Visitor...

NOTRE CHOIX

22.25 France 3 « Rendez-vous avec le crime » : l'affaire Grégory

Ce fut le grand feuilleton des années 80. Pour « l'affaire Grégory », la presse écrite, la radio et la télévision se sont déchaînées, au plus mauvais sens du terme...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1 19.00 Beverly Hills... 20.00 Journal, l'image du sport...

FRANCE 2

18.55 Farce attaque... à Lyon... 19.45 et 20.50 Tirage du Loto...

FRANCE 3

18.50 et 0.45 Un livre, un jour... 18.55 Le 19-20 de l'information...

CANAL+

En clair jusqu'à 20.35... 18.50 et 22.15 Flash Infos...

ARTE

19.00 Armstrong et Miller (2/7)... 19.30 Histoire parallèle...

M 6

19.10 Turbo, Warning... 19.34 Le Six Minutes, Météo...

FRANCE-CULTURE

20.00 Nouveau répertoire dramatique... 22.35 Opus, Beatrix Ferreira...

FRANCE-MUSIQUE

19.31 Opéra, Opéra et Europe... 19.45 et 20.50 Tirage du Loto...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FILMS DU JOUR

17.15 La Sarabande des pantins... 20.30 The Snapper... 23.00 Family Life...

20.30 The Snapper... 20.55 Le Corvidan... 21.00 Bronco Billy...

23.00 Family Life... 0.10 La Foire aux châteaux... 0.50 Jacques de Nantes...

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

12.05 et 2.25 Polémiques... 12.10 et 23.10 Le Monde des idées...

MAGAZINES

9.30 Journal de la création... 10.55 Drock d'antennes...

DOCUMENTAIRES

12.30 Arrêt sur images... 17.25 Enquêtes médico-légales...

MUSIQUE

19.00 Le Gal Savoir... 20.45 Les Dossiers de l'Histoire...

SPORTS EN DIRECT

13.00 Biatlon, Championnats du monde de poursuite... 20.30 Stock cars...

MUSIQUE

18.00 Black Ballad... 19.20 Moters, de Jean-Sébastien Bacil...

TELEFILMS

18.30 Une ville déchirée... 18.50 Sara, de Robin Crompton...

SERIES

18.55 Demain à la une... 20.00 Sentefield, Vivement l'an 2000...

DANSE

0.20 Scandal Point... 0.10 La Foire aux châteaux...

MUSIQUE

18.00 Black Ballad... 19.20 Moters, de Jean-Sébastien Bacil...

TELEFILMS

18.30 Une ville déchirée... 18.50 Sara, de Robin Crompton...

SERIES

18.55 Demain à la une... 20.00 Sentefield, Vivement l'an 2000...

NOTRE CHOIX

22.45 France 2 « Lignes de vie » : Les Enfants de cœur

Le long chemin de l'adoption LA SCÈNE SE PASSE devant la grille d'un orphelinat de Recife, au Brésil. Arrivés en taxi, Chantal et François Adoue, un couple de Français, observent de la voiture, muets, les frimousses des gamins qui vont et viennent derrière les barreaux...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1 13.20 Le Rebelle... 14.10 Les Dessous de Palm Beach...

FRANCE 2

13.25 Sous vos applaudissements... 15.05 L'École des fans, Sheila...

FRANCE 3

13.00 Lignes de vie... 13.45 Les Quatre Dromadaires...

CANAL+

En clair jusqu'à 15.00... 12.45 Le Vrai Journal...

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music-hall... 14.00 La Planète ronde, Cini 1962...

M 6

13.20 Meurtres à Beverly Hills... 13.45 L'École des fans, Sheila...

FRANCE-CULTURE

19.00 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien... 20.30 Concert international...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-CULTURE

19.00 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien... 20.30 Concert international...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-CULTURE

19.00 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien... 20.30 Concert international...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-CULTURE

19.00 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien... 20.30 Concert international...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-CULTURE

19.00 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

FRANCE-MUSIQUE

19.37 L'Atelier du musicien... 20.30 Concert international...

RADIO

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Interzooz... 20.40 Le violoncelliste Janos Starker...

stade2 Special Femmes ce soir 17h45

Sylvie Kerviel

### Les ferrets d'Elf

par Pierre Georges

L'ARGENT. Des flots d'argent. Une marée d'or noir. Un puits d'argent comme il en est de pétrole. Et ils pompaient, pompaient, pompaient. Luxe, volupté et corruption. Qui, en lisant la page consacrée hier, dans Le Monde à l'affaire Elf, n'aura eu l'étrange sentiment de s'aventurer dans un autre univers, obscur, presque inédit, où les dizaines de millions de francs vont, viennent, vivent dans un labyrinthe secret de comptes bancaires, de codes aux noms étranges, « Nistran », « Oxy », « Nersiv », « Sisra », de banques suisses, de sociétés de complaisance comme pavillons ?

L'argent. Des sacs d'argent. En coupures usagées et d'un usage discret, pour payer les commissions comme l'on fait ses courses. Pour obtenir des marchés comme l'on fait son marché. Pour assurer les livraisons ou rembourser l'intermédiaire menaçant, 20 millions de francs en liquide, dans des sacs, avec rendez-vous à l'Hôtel du Rhône, mot de passe pour roman noir : « Aujourd'hui la montagne est belle ».

Belle montagne, en effet, culminant à 59 millions. Avec carte bancaire, fonctionnant comme planche à billets. Restaurants et boutiques de luxe, grands couturiers et piano de concert. Avec mouvement de fonds pour acheter comptant un menu appartement, 17,5 millions de francs, rue de Lille à Paris. Avec salaires ici, France, et salaires là, Suisse.

L'argent. Mais qui donc était cette Christine Deviers-Joncour, salariée du groupe Elf, pour que le groupe pétrolier subventionne ainsi à hauteur de 59 millions de francs ses efforts de « relations publiques » ? Quel pouvoir d'intervention, d'intermédiaire, quelle influence déterminante, quelles relations décisives lui prêtait-on pour ainsi, sans contrôle, lui accor-

der, sur ordre direct du PDG du groupe, semblables lignes de crédit noir ?

Laissons de côté les pratiques coutumières, ce grand mystère de Polichinelle sur le commerce parallèle, ces marchés internationaux, pétrole, armes, fréquences qui ne fonctionnent qu'à la commission, qu'à l'intermédiaire et n'obéissent qu'à une sorte de nécessité cynique faisant loi qui veut le marché n'est point trop regardant sur les moyens. Qui veut vendre doit d'abord acheter ! Cela figurait en toutes lettres, en tous chiffres, hier, dans cette page, sous la présidence de Loïc Le Floch-Prigent, Elf consacrait 800 millions de francs par an à ce que l'on appelle pudiquement des « commissions ». Elf, comme d'autres, a toujours eu la bosse obscure du commerce de la France.

Mais, on l'a compris, ces 59 millions de francs confiés à une femme d'influence et dont la plus notable relation publique était celle d'être l'amie de l'ex-ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, sont autrement brûlants. Les deux magistrats instructeurs travaillent sur ce bien-là. Leurs investigations vont dans ce sens-là, jusques et y compris cette curieuse histoire de chaussures du ministre, qui feraient penser aux ferrets de la Reine, version contemporaine.

A cette différence près que le romanesque, cette fois, le cède au judiciaire. Que le président du Conseil constitutionnel est désormais en délicate posture. Ne préférons pas le judiciaire. Mais, comment dire ? Il y avait, hier, toujours dans Le Monde, un article terrible. L'argent, toujours l'argent. Le récit méticuleux des allées et venues de dix millions de francs, versés en espèces sur le compte bancaire du ministre ou sur le compte de collaboratrices faisait terriblement question.

### Trois adolescents sont écroués après le meurtre de l'épicière de Pavilly

Ils voulaient voler la caisse du magasin pour s'offrir un briquet Zippo

PAVILLY (Seine-Maritime) de notre envoyé spécial

MICHEL et Simone Auzou avaient un projet tout simple : dans quelques mois, ils allaient vendre leur affaire pour partir enfin à la retraite. Depuis près de trente ans, ils tenaient l'unique épicerie-bar-tabac du quartier de la Vierge, sur les hauteurs de Pavilly (Seine-Maritime). Au long de ces années, ils y avaient donné tout leur temps, de 6 heures à 21 heures, pratiquement tous les jours de l'année. Les vacances n'étaient qu'un lointain rêve pour les Auzou. Michel s'occupait du bar, Simone trônait, en maîtresse femme, dans son épicerie. Un caractère, Simone. Toujours à moriger les jeunes qui venaient lui acheter des bonbons avec des pièces jaunes, ou qui réclamaient de la monnaie pour une dernière partie de baby-foot. Elle n'était pas méchante. A sa façon un peu rude d'interpeller ceux qu'elle regardait grandir, elle voulait montrer qu'elle était la patronne.

Mercredi 4 mars, à l'heure du déjeuner, Simone s'est effondrée derrière son comptoir, une balle dans la tête. Elle venait tout juste de remplacer au bar son mari, parti à Rouen acheter des légumes au marché d'intérêt national. Dernière sa fenêtre, une voisine a vu trois adolescents cagoules guetter le départ de Michel, mais elle n'a pas osé donner l'alarme. Ils se sont introduits précipitamment dans le café et l'un d'eux a pointé un 357 Magnum. Ils

voulaient le contenu du tiroir-caisse pour s'offrir un briquet Zippo. Simone, qui avait remarqué les silhouettes encore flûtes de ses agresseurs, ne s'est pas laissée intimider. Le coup est parti. Julien, Alexandre et Gregory, trois jeunes du quartier, âgés d'à peine quatorze et quinze ans, se sont enfuis sans même prendre les quelques centaines de francs de la caisse. Un peu plus tard, pris de remords, Julien s'est rendu à la brigade de gendarmerie. Ses deux copains ont été appréhendés peu après, à leur domicile. Vendredi soir, l'auteur du coup de feu mortel a été mis en examen pour « homicide présumé d'une tentative de vol à main armée », et ses complices pour « tentative de vol à main armée ».

#### IMPRÉVISIBLE

La nouvelle de la mort de Simone Auzou a jeté la consternation à Pavilly. Dans la périphérie de Rouen, ce gros bourg de 6 000 âmes avait plutôt une réputation de calme, avec un centre-ville commerçant aux rues fraîchement pavées et, sur le plateau, des zones pavillonnaires piquées de quelques petits immeubles. Les HLM des Sources causaient bien quelques soucis à la municipalité, mais rien de commun avec le quotidien des grands ensembles. Surtout, personne n'aurait pu dire que la tragédie frapperait le tranquille quartier de la Vierge. « Imprévisible », le mot revient dans toutes les bouches, des voisins de Simone aux copains de classe des trois adolescents, du maître au

principal du collège du Val-Saint-Denis. Sur les lieux du drame, les habitants se sont munis dans un silence fait de respect et de crainte de voir stigmatiser un quartier qui « ne le mérite pas ». Le choc est d'autant plus grand que les adolescents meurtriers n'ont rien de loubards. Leur cadre familial était suffisamment solide pour éviter les dérapages. Certes, Julien était un enfant un peu turbulent, mais qui aurait pu croire qu'un jour il subtiliserait l'arme de son beau-père pour commettre un braquage ? Qui aurait soupçonné qu'il préparait minutieusement - « naïvement », dit un enquêteur - son méfait avec ses complices, jusqu'à prévoir des vêtements de rechange ?

Plus grave encore, les trois adolescents ont pris le 357 Magnum vide et l'ont chargé avant de se rendre sur place. « Ils évoluaient dans un monde virtuel », confie une source proche de l'enquête. Pour ces adeptes de jeux vidéo, la réalité allait dépasser la fiction. Cette arme, c'était un peu la manette d'une Playstation : presque aussi simple à manipuler. L'horizon de Julien, d'Alexandre et de Gregory, c'était la butte du quartier de la Vierge et le local désaffecté où ils aimaient se retrouver. Leurs rêves étaient ailleurs, alors ils ont bâti leur propre scénario. Ils viennent de passer leur première nuit en prison pour avoir osés d'en imaginer la fin.

Acacio Pereira

### L'armée française va apporter une aide alimentaire à la Papouasie

« LES Papous n'ont pas le temps de mourir de faim. Ils meurent avant d'en arriver là », déclarait récemment au mensuel Pacific Islands Monthly Simon Williamson, de Care Australia, association caritative travaillant en Papouasie-Nouvelle-Guinée où sévit, depuis plusieurs mois, une sécheresse sans précédent. La France va envoyer 100 tonnes de produits alimentaires (riz, farine et huile), qui seront acheminées de Nouvelle-Calédonie par le navire Jacques-Carrier, attendu à Port Moresby, la capitale papoue, mercredi. Un Transal de l'armée française, qui doit arriver de Nouméa lundi, transportera ensuite les vivres vers deux communes, Goraina et Menyama, relativement proches de la capitale mais inaccessibles autrement qu'en avion, la Papouasie-Nouvelle-Guinée étant presque entièrement dépourvue de routes. Environ 7 000 personnes devraient bénéficier de ces livraisons, alors que les services australiens estiment, pour le moment, que 45 000 personnes souffrent encore de la famine.

MALARIA ET DYSENTERIE. Première intervention tricolore en Papouasie - Nouvelle-Guinée, cette opération humanitaire a été mise au point en « étroite coopération avec les Australiens », indiquent-ils sur le site français. Début décembre, Paris avait déjà donné 7 tonnes de vivres.

Fin janvier, l'agence australienne de coopération Anasid estimait que 1,2 million des 4,3 millions d'habitants - dont 85 % vivent en autosuffisance dans les hautes plaines de jungle au centre du pays - étaient menacés. Outre les conséquences directes de la sécheresse sur les plantations, la formation de poches d'eau stagnante favorise le développement de la malaria, transmise par les moustiques, qui constitue l'une des principales causes de décès avec la dysenterie. Des pluies sont récemment survenues, mais elles n'ont pas réglé la question de la famine. Elles ont, en outre, provoqué l'érosion de la couche de terre fertile, pour le fer qui germait et déclenché une prolifération d'énormes chenilles. Après ces récentes pluies, l'Australie a diminué l'intensité de ses opérations de secours, mais on craint que la saison sèche, qui commence théoriquement au mois d'avril, soit cette année en avance.

Raphaëlle Bacqué

Florence de Changy

### Le FBI soupçonne la France d'espionnage industriel

LE FBI a ouvert une enquête pour vérifier si l'agence de traduction saoudienne Zan Trading a fourni illicitement au groupe français GIAT-Industries des manuels techniques (20 000 pages) de matériels militaires américains, notamment des documents sur le blindage des chars M1A2 Abrams qu'on lui avait demandé de traduire en arabe. C'est la revue spécialisée britannique Jane's Defence Weekly qui l'annonce. Se faisant l'écho des craintes du groupe américain General Dynamics, qui produit l'Abrams, elle parle d'« un acte d'espionnage industriel ». General Dynamics et GIAT-Industries, qui fabrique le Leclerc, sont en compétition à Riyad pour un marché de 400 chars. Réfutant ces « allégations », les industriels français affirment qu'« ils n'ont aucune raison de prêter attention à un char d'une génération ancienne face au Leclerc ». - (AFP).

NUCLÉAIRE : deux agents du laboratoire d'étude des combustibles irradiés du Centre du commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Saclay (Essonne), ont subi, le 27 février, une « légère contamination » radioactive, a indiqué vendredi 6 mars, l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI). « Une faible activité corporelle » a été relevée sous forme de traces au niveau d'une main d'un des agents, lesquels ont été contaminés à la suite d'une « erreur de manipulation » d'un objet radioactif.

Tirage du Monde daté samedi 7 mars : 493 267 exemplaires

### AMÉRIQUE USA - CANADA

Le guide de voyage en Amérique est paru (et il est gratuit)

Il comprend :

- Tous les vols à prix réduits, exemples de prix au 5 janvier 1998
- Les locations de voitures à partir de 540 FF HT par semaine en kilométrage illimité
- Les locations de camping-cars et de Harley Davidson
- de 1 000 hôtels et motels à partir de 250 FF TTC la chambre
- Les lodges des parcs nationaux
- Les séjours en ranches
- Les expéditions et safaris
- Des renseignements pratiques

Envoi du guide contre 10 FF en timbres. (\* offre promotionnelle limitée ; prix en 50/50 remboursables)

BACKROADS 14, place Denfert-Rochereau - 75014 Paris  
Tél. : 01 43 22 65 65 - Fax : 07 56 00 65 68

### La croisade fiscale du patron de Chez Edgard

LORSQUE le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, est venu déjeuner Chez Edgard, le 2 mars, Paul Benmussa a fondu sur lui. Le patron du restaurant le plus médiatique de Paris, furieux, réclamait la fin d'une « terrible injustice » : les fast-food bénéficient d'un taux de TVA de 5,5 % alors que les restaurants sont soumis à un taux de 20,6 %. Imparable, M. Sautter a passé commande, déjeuné, puis, après avoir jeté un coup d'œil vers les tables, toutes largement occupées par des élus, des journalistes et des vedettes de la chanson, il a répliqué qu'il ne changerait rien à la règle. Depuis, « Paul » a mené le Tout-Paris, en affirmant qu'il ferme son établissement.

L'incident serait anodin si la clientèle de Chez Edgard n'était composée de tout ce qui compte en politique depuis près de trente ans. A droite comme à gauche, on s'est donc ému devant la menace. Philippe Seguin, ami de M. Benmussa, a téléphoné en personne, et le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, devrait recevoir le restaurateur, dès la semaine prochaine, pour le convaincre de renoncer à pareille extrémité... Car M. Benmussa est sans doute aujourd'hui le meilleur lobbyiste de ses propres affaires. Depuis 1967, juste après la guerre des six jours, de Tunisie, où il dirigeait une grosse affaire de textile, ce juif pieu-not a rebâti sa fortune en s'appuyant sur un travers très parisien : le snobisme du pouvoir. Il rachète rue Marbeuf (8<sup>e</sup>) un établissement vieillissant mais superbement placé : dans les rues adjacentes sont installées les rédactions de TF 1, Antenne 2, Europe 1, RTL et Paris-Match. Son bagout et ses relations feront le reste.

En Tunisie, « Paul » avait rencontré M. Seguin. A Paris, il devient l'ami de Jacques Delors. « Les autres ont suivi », dit-il aujourd'hui. Ce n'est pas la cuisine qui attire, mais la cohabitation. Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1981, les états-majors de campagne de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing dînent ainsi sans se voir dans deux salons différents, à dix pas d'une troisième alcôve accueillant M. Delors.

ÉCLECTISME. Les adversaires s'investissent dans les meetings, mais se croisent dans le restaurant. Au point qu'en 1986, lorsque la France inaugure vraiment la cohabitation au sommet, le Wall Street Journal ne trouve rien de plus parlant que d'appeler aux Américains cette innovation institutionnelle... à tra-

vers l'éclatisme des tables de Chez Edgard. Deux ans plus tard, le 13 novembre 1988, c'est là que se nouera l'affaire Péchiney, lors du dîner d'anniversaire donné par Pierre Bérégovoy, au premier étage, auquel l'homme d'affaires Samir Trahoulsi a été convié. Lorsque Charles Hémou est contraint de renoncer à son poste de ministre de la défense, après le sabotage du Rainbow Warrior, Jacques Attali, conseiller spécial de François Mitterrand, déjeune avec le démisionnaire au rez-de-chambrée pour que nul n'ignore que l'Élysée lui conserve toute son estime. Si Chez Edgard ferme ses portes, il faudra trouver un autre endroit où il fasse bon être vu.

Après ces récentes pluies, l'Australie a diminué l'intensité de ses opérations de secours, mais on craint que la saison sèche, qui commence théoriquement au mois d'avril, soit cette année en avance.

Raphaëlle Bacqué

Florence de Changy

### ABN AMRO FRANCE Résultats 1997 en forte hausse

Le Directeur d'ABN AMRO France s'est réuni, sous la présidence d'Henri Moulard, afin d'arrêter les comptes 1997 qui se soldent par un bénéfice net consolidé de 287 millions de francs, en très forte progression sur l'année précédente (181 %).

L'exercice 1997 a été marqué par la mise en œuvre des mesures de réorganisation par métier du Groupe en France et par l'acquisition le 30 juin 1997 des banques Demachy et du Phénix.

Les banques commerciales NSM et OBC, s'appuyant sur les structures spécialisées du Groupe - NSM Gestion pour la gestion d'actifs et NSM Vie pour l'assurance vie - ont su développer leur offre de produits dans des marchés boursiers et financiers, certes porteurs, mais fortement concurrencés en direction des particuliers et des entreprises à caractère patrimonial.

Les quatre banques commerciales ont fortement accru leur offre en direction des grands groupes et des institutionnels en liaison avec les équipes spécialisées de la succursale ABN AMRO Bank à Paris.

L'intermédiation avec ABN AMRO Securities France (anciennement MFG), les activités de banque d'affaires avec ABN AMRO Corporate Finance France et d'investissement avec ABN AMRO Investissement France ont connu un développement significatif.

Au total le produit net bancaire à 2 400 millions de francs progresse de 34 %. La marge d'intérêt, malgré la persistance de la faiblesse de la demande de crédit et la pression sur les taux de marge,

augmente de 15 % et les commissions, en hausse de 32 % sur 1996, représentent 56 % du produit net bancaire.

Le résultat brut d'exploitation en augmentation de 61 % atteint 765 millions de francs. Le coefficient d'exploitation s'établit à 68 %. En incluant les coûts de l'euro et de l'an 2000, il est de 75 %.

Le résultat de 102 millions de francs en 1997 s'entendait après 388 millions de francs de provisions liées à la création d'une structure interne de cartonnement des créances immobilières et d'actifs non performants. En 1997, les dotations nettes aux provisions d'exploitation s'établissent à 107 millions de francs, soit 0,58 % des créances sur la clientèle.

Après prise en compte, dans les charges exceptionnelles, des dépenses externes relatives à l'euro et à l'an 2000, le bénéfice net part du Groupe s'élève à 271 millions de francs, soit un rendement des capitaux propres de 10,4 %. Ce rendement est de 14,1 % hors coût euro et an 2000.

Constitué essentiellement de fonds propres dur, le ratio coûts s'établit à 9,5 %.

**ABN AMRO FRANCE**

### VOTRE BAINOIRE REMISE A NEUF

Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris et province.

Mr Baignoire 03.27.92.71.18

de yico 1:50